

**RÉPONSE D'INTRAGAZ À UNE DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS**

**Origine :** Demande de renseignements n° 1

**Date :** 25 octobre 2012

**Demandeur :** Régie de l'énergie

---

**1. Référence :** Pièce B-0004, Intragaz-1, document 1, pages 2-3.

**Préambule :**

(i) Intragaz propose de soumettre un rapport à la fin de chaque année financière comparant les résultats aux prévisions.

(ii) Intragaz propose de soumettre à la Régie une demande d'autorisation préalable pour tout investissement excédent 2,5 M\$.

**Question :**

**1.1** Veuillez expliciter la proposition à la référence (i).

**Réponse :**

Intragaz envisageait une procédure allégée qui consisterait à fournir annuellement une comparaison entre les données réelles et les projections. Intragaz fournirait une explication des principaux écarts. Le fait que la demande d'Intragaz ne prévoit aucun compte d'écart, facteurs exogènes et autres mécanismes réglementaires du genre devrait contribuer à alléger le rapport annuel.

**Question :**

**1.2** Veuillez expliquer comment a été établi le seuil de 2,5 M\$ à la référence (ii).

**Réponse :**

Le seuil de 2,5 M\$ provient du dossier R-3753-2011. Il avait initialement été proposé par l'ACIG. Puis, lors de son contre-interrogatoire par la Régie, M. Marois avait indiqué son appui à un tel seuil. Voir transcriptions du 20 juin 2011, pages 180 à 182.

**Question :**

- 1.3 Veuillez indiquer si Intragaz aurait objection à soumettre une demande d'autorisation pour tout projet d'investissement dont le montant serait supérieur à 400 k\$, au lieu de la proposition de la référence (ii).

**Réponse :**

Sans s'y objecter, Intragaz a certaines préoccupations d'ordre pratique. Notamment, Intragaz est préoccupée par les coûts que pourrait engendrer une demande d'autorisation pour des projets relativement petits. À titre d'exemple, des coûts de demande d'autorisation hypothétiques de 40 k\$ représenteraient 10 % d'un projet de 400 k\$. Par conséquent, Intragaz souhaiterait que, si la Régie décidait de fixer le seuil pour soumettre une demande d'autorisation à 400 k\$, la procédure de demande d'autorisation soit la plus allégée possible afin d'en minimiser les coûts directs et indirects.

De plus, il faudrait prévoir un mécanisme qui permettrait à Intragaz de récupérer les coûts directs engendrés pour obtenir ces autorisations préalables.

Finalement, il faudrait prévoir la possibilité pour Intragaz de procéder aux travaux nécessaires sans autorisations préalables dans des situations nécessitant une intervention urgente. Naturellement, Intragaz s'engage à informer en temps opportun la Régie de telles situations et de soumettre l'information pertinente à la Régie dès que la situation le permettrait.

**RÉPONSE D'INTRAGAZ À UNE DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS**

**Origine :** Demande de renseignements n° 1

**Date :** 25 octobre 2012

**Demandeur :** Régie de l'énergie

---

**2. Référence :** Pièce B-0005, Intragaz-1, document 2, page 3.

**Préambule :**

Le Tableau 1 présente l'établissement des revenus requis sur une période de 10 ans, soit sur la période 2013 à 2022.

**Question :**

**2.1** Veuillez soumettre les revenus requis sous le même format que celui présenté à la référence, mais en prenant pour hypothèse les changements suivants :

- les tarifs d'emmagasiner seraient établis pour une période de 10 ans;
- des ajouts à la base de tarification de 150 k\$ annuellement;
- aucun CFR pour comptabiliser les coûts reliés aux dossiers tarifaires;
- mise à jour des dépenses d'amortissement prévisionnelles suite aux modifications précédentes;
- un taux de rendement sur la base de tarification de 6,97 % découlant de la structure de capital présumée composée de dette de 54 %, capitaux propres de 38,5 % à un taux de 8,9 %, actions privilégiées de 7,5 % à un taux de 5,77 %.

Veuillez fournir le détail de vos calculs et expliquer les hypothèses utilisées, le cas échéant.

**Réponse :**

Intragaz fournit l'information demandée dans cette analyse de sensibilité à la page 3, mais doit exprimer ses importantes préoccupations quant aux hypothèses retenues par la Régie dans cette demande de renseignement :

*1) Ajouts à la base de tarification :*

Intragaz s'interroge sur la pertinence et la provenance du montant de 150 k\$. Selon nos projections, ce niveau d'investissements annuels serait nettement insuffisant pour assurer le maintien de l'intégrité (tant en matière de performance que de sécurité) des activités d'Intragaz et serait par conséquent déraisonnable.

Le 150 k\$ par année semble provenir des projections d'investissement d'Intragaz (pièce Intragaz-1, document 2, page 31) desquelles auraient été retranchés les projets d'investissements n'ayant pas de dates définies. De plus à la question 4.3, la Régie évoque la possibilité pour Intragaz de demander une autorisation à la Régie pour de tels projets dont la date n'est pas été arrêtée au présent dossier.

Dans ce contexte, Intragaz se demande comment l'impact de ces projets d'investissements, suite à leur approbation par la Régie, serait reflété dans son coût de service et, par voie de conséquence, dans le tarif fixé par cette dernière pour la période de 2013-2022.

2) *Coûts de la demande tarifaire :*

Intragaz est préoccupée qu'il y ait possiblement un malentendu concernant le traitement proposé des frais réglementaires reliés à sa cause tarifaire 2013-2022. Nous vous prions de consulter nos réponses aux demandes de renseignements 7.1 à 7.3 de la Régie. En effet, les coûts reliés à la cause tarifaire 2013-2022 sont des coûts tout à fait légitimes qui font partie du coût de service d'Intragaz et qu'elle doit être en mesure de récupérer. Un pourcentage élevé de ces coûts découle directement de la position de la Régie exprimée dans sa décision D-2011-140 concernant l'insuffisance de preuve probante.

3) *Structure de capital :*

Basé sur son expérience et ses démarches sérieuses auprès de nombreux prêteurs éventuels, Intragaz est convaincue qu'elle ne sera pas en mesure d'atteindre et de conserver une structure moyenne de capital composée de 54 % de dette, 38,5 % d'équité et 7,5 % d'actions privilégiées. Par conséquent, Intragaz ne pourrait pas atteindre et surtout maintenir la structure de capital retenue par la Régie comme hypothèse dans cette demande d'information.

Pour conclure, les hypothèses retenues dans cette demande nous apparaissent irréalistes et par conséquent porteraient préjudice à Intragaz si elles étaient ultimement retenues par la Régie

**Question :**

2.2 Veuillez effectuer le même exercice qu'à la question précédente, mais en prenant pour hypothèse que les tarifs d'emmagasinage seraient établis pour une période de 15 ans.

**Réponse :**

*Hypothèses utilisées*

Intragaz a posé l'hypothèse que les dépenses d'exploitation avant indexation annuelle pour les 5 années ajoutées (2023 à 2027) seraient égales à la moyenne des dépenses d'exploitation des années 2013 à 2022. Cette hypothèse permet d'imputer à chaque nouvelle année une portion des dépenses ponctuelles survenues au cours des 10 premières années.

1 **Établissement du revenu requis**  
2 **Pour la période de 2013 à 2022**  
3 **Sites combinés (000 \$)**

(1) Description	(2) 2013	(3) 2014	(4) 2015	(5) 2016	(6) 2017	(7) 2018	(8) 2019	(9) 2020	(10) 2021	(11) 2022
<b>5 Revenus requis</b>										
6 Dépenses d'exploitation	5 136,1	5 478,6	5 624,9	5 645,0	6 190,1	5 999,3	6 184,1	6 304,7	6 384,8	6 286,0
7 Amortissement	3 781,4	3 722,8	3 722,3	3 723,5	3 725,5	3 715,2	3 705,1	3 640,6	3 517,6	3 490,1
8 Rendement sur la base de tarification	7 526,0	7 263,3	7 002,6	6 741,9	6 481,1	6 220,6	5 960,8	5 703,7	5 453,1	5 214,5
9 Impôts présumés <sup>1,2</sup>	1 561,1	1 506,6	1 452,5	1 398,5	1 344,4	1 290,3	1 236,5	1 183,1	1 131,1	1 081,5
<b>10 Revenus annuels requis</b>	<b>18 004,6</b>	<b>17 971,3</b>	<b>17 802,3</b>	<b>17 508,9</b>	<b>17 741,1</b>	<b>17 225,4</b>	<b>17 086,5</b>	<b>16 832,1</b>	<b>16 486,6</b>	<b>16 072,1</b>
<b>11 Revenu annuel requis uniforme</b>	<b>17 386,0</b> <sup>3</sup>									

13 <sup>(1)</sup> Calcul des impôts présumés  $\left[ \frac{((\text{Base de tarification} \times \% \text{ d'équité} \times \text{Rendement sur équité}) + (\text{Base de tarification} \times \% \text{ actions privilégiées} \times \text{Taux sur actions privilégiées})) \times \text{Taux d'impôt}}{1 - \text{Taux d'impôt}} \right] + [\text{Revenus d'intérêt} \times \text{Taux d'impôt}]$

14 <sup>(2)</sup> Taux d'impôt de 26,9 %

15 <sup>(3)</sup> L'actualisation de ce montant à titre de revenu annuel requis uniforme correspond à la valeur actuelle nette des revenus annuels requis (ligne 10).

16 Note:  
17 Intragaz considère l'hypothèse d'ajouts d'immobilisations de 150 00\$ insuffisant pour assurer la pérennité de l'exploitation des ses sites d'emmagasinage.  
18 Intragaz n'a pas inclus de coûts relatifs à la cause tarifaire afin d'appliquer les hypothèses demandées. Le coût de service sur l'horizon 2013-2022 est donc sous-évalué de 560 000 \$ (environ 51 K\$/an) à cet égard.  
19 Intragaz considère que le niveau d'endettement moyen de 54 % est inatteignable selon ses démarches auprès des marchés financiers.  
20 Intragaz ne croit pas être en mesure de se financer en partie par actions privilégiées

21 Nouvelles hypothèses  
22 Le niveau initial de la dette est de 85 M\$ pour un ratio moyen de dette de 54%.  
23 Les remboursements annuels de dette sont de 7 M\$ par année avec un ballon de 15M\$ à la fin.

La dette a été échelonnée sur 15 ans avec des hypothèses de remboursement permettant le maintien d'un ratio d'endettement de 54 %. Intragaz n'a pas validé ces hypothèses auprès des prêteurs.

1 **Établissement du revenu requis**  
2 **Pour la période de 2013 à 2027**  
3 **Sites combinés (000 \$)**

(1) Description	(2) 2013	(3) 2014	(4) 2015	(5) 2016	(6) 2017	(7) 2018	(8) 2019	(9) 2020	(10) 2021	(11) 2022	2023	2024	2025	2026	2027
<b>5 Revenus requis</b>															
6 Dépenses d'exploitation	5 136,1	5 478,6	5 624,9	5 645,0	6 190,1	5 999,3	6 184,1	6 304,7	6 384,8	6 286,0	6 731,7	6 893,2	7 058,7	7 228,3	7 402,1
7 Amortissement	3 694,7	3 636,1	3 635,6	3 636,8	3 638,8	3 628,5	3 618,4	3 553,9	3 430,9	3 403,4	3 392,2	3 308,5	3 216,4	3 211,5	3 211,0
8 Rendement sur la base de tarification	7 413,9	7 162,4	6 912,9	6 663,4	6 413,8	6 164,5	5 915,9	5 670,0	5 430,5	5 213,3	4 991,6	4 760,3	4 535,2	4 313,6	4 096,9
9 Impôts présumés <sup>1,2</sup>	1 530,0	1 478,2	1 426,8	1 375,4	1 324,0	1 272,7	1 221,5	1 170,8	1 121,5	1 076,7	1 033,3	985,5	939,0	893,1	848,3
<b>10 Revenus annuels requis</b>	<b>17 774,7</b>	<b>17 755,3</b>	<b>17 600,2</b>	<b>17 320,6</b>	<b>17 566,7</b>	<b>17 065,0</b>	<b>16 939,9</b>	<b>16 699,4</b>	<b>16 367,7</b>	<b>15 979,4</b>	<b>16 148,8</b>	<b>15 947,5</b>	<b>15 749,3</b>	<b>15 646,5</b>	<b>15 558,3</b>
<b>11 Revenu annuel requis uniforme</b>	<b>16 895,1</b> <sup>3</sup>														

13 <sup>(1)</sup> Calcul des impôts présumés  $\left[ \frac{((\text{Base de tarification} \times \% \text{ d'équité} \times \text{Rendement sur équité}) + (\text{Base de tarification} \times \% \text{ actions privilégiées} \times \text{Taux sur actions privilégiées})) \times \text{Taux d'impôt}}{1 - \text{Taux d'impôt}} \right] + [\text{Revenus d'intérêt} \times \text{Taux d'impôt}]$

14 <sup>(2)</sup> Taux d'impôt de 26,9 %

15 <sup>(3)</sup> L'actualisation de ce montant à titre de revenu annuel requis uniforme correspond à la valeur actuelle nette des revenus annuels requis (ligne 10).

16 Note:  
17 Intragaz considère l'hypothèse d'ajouts d'immobilisations de 150 00\$ insuffisant pour assurer la pérennité de l'exploitation des ses sites d'emmagasinage.  
18 Intragaz n'a pas inclus de coûts relatifs à la cause tarifaire afin d'appliquer les hypothèses demandées. Le coût de service sur l'horizon 2013-2027 est donc sous-évalué de 560 000 \$ (environ 51 K\$/an) à cet égard.  
19 Intragaz ne croit pas être en mesure de se financer en partie par actions privilégiées

20 Nouvelles hypothèses  
21 Le niveau initial de la dette est de 75 M\$ pour un ratio moyen de dette de 54%.  
22 Les remboursements annuels de dette sont de 4 M\$/an pendant 10 ans et 5 M\$/an pendant 5 ans avec un ballon de 10 M\$ à la fin.

**Question :**

**2.3** Veuillez fournir également les flux de trésorerie aux termes de chaque contrat (10 ans, 15 ans).

**Réponse :**

Vous trouverez ci-après les flux de trésorerie selon les hypothèses demandées. Il est à noter que ces flux de trésorerie ne comprennent aucunes distributions eu égard au rendement sur l'équité des investisseurs. Aussi, le scénario sur 10 ans comprend un solde de 15 M\$ à payer sur la dette à long terme qui n'a pas été tenu en compte dans les flux de trésoreries. Dans le cas du scénario sur 15 ans, ce solde est de 10 M\$.

Flux de trésorerie (000\$)										
Sites combinés										
Pour les exercices financiers de 2013 à 2022										
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)
Description	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
<b>5 Activités d'exploitation</b>										
6 Bénéfice net de l'exercice	3 729	3 598	3 469	3 340	3 211	3 082	2 953	2 826	2 702	2 583
7 Amortissements	3 781	3 723	3 722	3 724	3 726	3 715	3 705	3 641	3 518	3 490
Flux de trésorerie avant remboursements de dette et d'ajouts d'immobilisations										
	7 510	7 321	7 192	7 064	6 936	6 797	6 658	6 466	6 219	6 073
<b>9 Activités de financement</b>										
10 Remboursement de dette à long terme	-7 000	-7 000	-7 000	-7 000	-7 000	-7 000	-7 000	-7 000	-7 000	-7 000
11 Compte de réserve de la dette	-5 843	201	201	201	201	201	201	201	201	201
12 Coûts reliés à la dette	-2 200									
<b>13 Activités d'investissement</b>										
14 Ajout d'immobilisations (investissements moyens)	-150,0	-150,0	-150,0	-150,0	-150,0	-150,0	-150,0	-150,0	-150,0	-150,0
Flux de trésorerie après remboursements de dette et d'ajouts d'immobilisations et avant distributions										
	-7 683	372	243	115	-12	-152	-290	-482	-730	-875

Flux de trésorerie (000\$)															
Sites combinés															
Pour les exercices financiers de 2013 à 2022															
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)
Description	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
<b>5 Activités d'exploitation</b>															
6 Bénéfice net de l'exercice	3 665	3 541	3 417	3 294	3 171	3 048	2 925	2 804	2 685	2 578	2 471	2 356	2 245	2 135	2 028
7 Amortissements	3 695	3 636	3 636	3 637	3 639	3 629	3 618	3 554	3 431	3 403	3 392	3 309	3 216	3 212	3 211
Flux de trésorerie avant remboursements de dette et d'ajouts d'immobilisations															
	7 360	7 177	7 053	6 931	6 810	6 676	6 543	6 357	6 116	5 981	5 863	5 665	5 461	5 347	5 239
<b>9 Activités de financement</b>															
10 Remboursement de dette à long terme	-4 000	-4 000	-4 000	-4 000	-4 000	-4 000	-4 000	-4 000	-4 000	-4 000	-5 000	-5 000	-5 000	-5 000	-5 000
11 Compte de réserve de la dette	-4 099	115	115	115	115	115	115	115	115	115	-371	144	144	144	144
12 Coûts reliés à la dette	-2 000														
<b>13 Activités d'investissement</b>															
14 Ajout d'immobilisations (investissements moyens)	-150,0	-150,0	-150,0	-150,0	-150,0	-150,0	-150,0	-150,0	-150,0	-150,0	-150,0	-150,0	-150,0	-150,0	-150,0
Flux de trésorerie après remboursements de dette et d'ajouts d'immobilisations															
	-2 889	3 142	3 018	2 896	2 775	2 641	2 508	2 322	2 081	1 946	342	659	455	341	233

**RÉPONSE D'INTRAGAZ À UNE DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS**

**Origine :** Demande de renseignements n° 1

**Date :** 25 octobre 2012

**Demandeur :** Régie de l'énergie

---

- 3. Référence :** (i) Pièce B-0005, Intragaz-1, document 2, page 31;  
(ii) Goodman, *The Process of Ratemaking*, Volume I, Public Utilities Reports, Inc., (Vienna, VA : 1998), page 498.

**Préambule :**

(i) Les prévisions d'ajouts d'immobilisations pour la période 2013-2022 pour les 2 sites combinés totalisent 5,065 M\$. Ainsi, Intragaz propose des additions en capital en moyenne de 506 k\$ sur une base annuelle, et ce durant les 10 prochaines années.

(ii) « ***Relation to used and useful property.*** *Future plant additions are not known and sufficiently measurable to support a current charge to ratepayers; and future investments relate to periods of service in which there will be different levels of operating costs and company revenues from those that pertain in a current test year.* » [Nous soulignons]

**Question :**

- 3.1** Veuillez justifier la proposition qu'Intragaz fait à la référence (i), en lien avec la référence (ii).

**Réponse :**

La citation complète de la référence (ii) se lit ainsi :

***“Relation to used and useful property.*** *Depreciation is not allowed in the form of theoretical or future “economic depreciation” of property. The affected property must be “used and useful in the public service.” Future plant additions are not known and sufficiently measurable to support a current charge to ratepayers; and future investments relate to periods of service in which there will be different levels of operating costs and company revenues from those that pertain in a current test year.*” [Le souligné est de nous.]

Selon cette citation, on ne peut pas amortir un actif qui n'existe pas (c'est-à-dire un actif « théorique » ou « futur »). Ce n'est pas ce que propose Intragaz.

Intragaz propose plutôt d'établir des tarifs annuels décroissants sur une période de 10 ans. Aux termes de sa demande, Intragaz ne se trouve pas à demander au client de payer dans une année donnée pour des investissements futurs. L'intention est plutôt de tenter, dans la mesure du possible, de refléter les investissements dans le coût de service, lorsque ceux-ci seront effectués. Cette approche ne va pas à l'encontre du principe de l'utilité des actifs.

Le fait que la demande tarifaire d'Intragaz couvre une période de 10 ans représente un important allègement réglementaire. Pour ce faire, Intragaz a dû effectuer des projections sur 10 ans, ce qui permet d'éviter une demande tarifaire annuelle, avec tous les coûts directs et indirects que cela implique.

Tel qu'indiqué à la réponse à la question 4.2, la nature des activités d'Intragaz fait en sorte qu'il est prévu que les investissements pourront varier de façon importante d'une année à l'autre. Par exemple, il y a certaines années où Intragaz ne prévoit pas d'investissements majeurs (par exemple en 2017 et 2022). Par contre, sa connaissance approfondie de ses actifs lui dicte qu'il faudra prévoir des remplacements (par exemple, la bouilloire à Pointe-du-Lac qui a déjà excédé sa durée de vie utile). Intragaz prévoit aussi devoir faire au moins une intervention majeure sur un puits au cours des 10 prochaines années.

Même si Intragaz est confiante que ces investissements se réaliseront à l'intérieur de l'horizon de 10 ans prévu pour l'application des tarifs, elle est incertaine quant au moment précis où certains de ces investissements auront lieu. Pour pallier cet inconnu, Intragaz a décidé d'utiliser la moyenne des investissements prévus sur 10 ans pour calculer la base de tarification et les dépenses d'amortissement. Il s'agit d'une solution qui se veut avant tout pragmatique.

La proposition d'Intragaz représente ainsi un compromis entre l'allègement réglementaire et l'appariement des coûts et des tarifs. Une cause tarifaire annuelle offrirait possiblement un meilleur appariement entre les tarifs et certains éléments du coût de service, mais à quel coût? Intragaz soumet respectueusement que sa proposition se justifie par l'allègement réglementaire et la stabilité tarifaire qu'elle offre.



**RÉPONSE D'INTRAGAZ À UNE DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS**

**Origine :** Demande de renseignements n° 1

**Date :** 25 octobre 2012

**Demandeur :** Régie de l'énergie

- 
- 4. Référence :** (i) Pièce B-0005, Intragaz-1, document 2, page 31;  
(ii) Pièce B-0006, Intragaz-1, document 3, page 16;  
(iii) Pièce B-0006, Intragaz-1, document 3, page 26;  
(iv) Pièce B-0009, Intragaz-1, document 6.

**Préambule :**

(i) Les prévisions d'ajouts d'immobilisations pour la période 2013-2022 pour les 2 sites combinés totalisent 5,065 M\$.

(ii) Les prévisions d'ajouts d'immobilisations pour la période 2013-2022 pour le site de Pointe-du-Lac totalisent 2,305 k\$.

(iii) Les prévisions d'ajouts d'immobilisations pour la période 2013-2022 pour le site de Saint-Flavien totalisent 2,760 k\$.

(iv) Les experts Huitema et Sorensen concluent à leur rapport d'expertise que la grande majorité des actifs d'Intragaz sont utiles pour l'exploitation des 2 sites d'emmagasinage.

**Question :**

**4.1** Veuillez confirmer les montants d'investissements en maintien qui ont été réalisés en 2011 et projetés pour 2012, pour chacun des sites d'emmagasinage.

**Réponse :****INVESTISSEMENTS EN MAINTIEN**  
(en dollars)

	<b>2011</b>	<b>2012</b>
Pointe-du-Lac	242 804	11 072
Saint-Flavien	1 361 665	388 928
<b>TOTAL</b>	<b>1 604 469</b>	<b>400 000<sup>1</sup></b>

1. Au moment de rédiger les présentes, 395 459 \$ avaient été encourus ou engagés sur les prévisions de 400 000 \$

**Question :**

- 4.2 Veuillez justifier l'ajout proposé de 506 k\$ annuellement à la base de tarification à partir de l'année 2013, alors que les ajouts projetés pour 2013 pour les 2 sites totalisent 240 k\$ (référence (i)).

**Réponse :**

La demande d'Intragaz vise l'établissement de tarifs sur une période de 10 ans (2013-2022). Pour ce faire, Intragaz, à la suite d'une réflexion détaillée sur chaque catégorie d'actifs, a préparé une projection sur 10 ans des investissements prévus (voir Intragaz-1, Document 2, page 31 sur 41).

La nature des activités d'Intragaz fait en sorte qu'il est prévu que les investissements pourront varier de façon importante d'une année à l'autre. Par exemple, il y a certaines années où Intragaz ne prévoit pas d'investissements majeurs (par exemple en 2017 et 2022). Par contre, sa connaissance approfondie de ses actifs lui dicte qu'il faudra prévoir des remplacements (par exemple, la bouilloire à Pointe-du-Lac qui a déjà excédé sa durée de vie utile). Intragaz prévoit aussi devoir faire au moins une intervention majeure sur un puits au cours des 10 prochaines années.

Même si Intragaz est confiante que ces investissements se réaliseront à l'intérieur de l'horizon de 10 ans, elle est incertaine quant au moment précis où certains de ces investissements auront lieu. Pour pallier cet inconnu, Intragaz a décidé d'utiliser la moyenne des investissements prévus sur 10 ans pour calculer la base de tarification et les dépenses d'amortissement. Il s'agit d'une solution qui se veut avant tout pragmatique.

**Question :**

- 4.3 La Régie constate qu'Intragaz n'est pas en mesure d'élaborer sur près de 70 % des investissements futurs prévus à l'horizon 2013-2022. Veuillez commenter sur la possibilité de demander l'autorisation auprès de la Régie, à une date ultérieure, pour effectuer des investissements qui n'ont pas été arrêtés au présent dossier, tels que des interventions sur les puits au site de Saint-Flavien (1,8 M\$) et à Pointe-du-Lac (500 k\$), le remplacement d'une bouilloire à Pointe-du-Lac (400 k\$), ainsi que le remplacement d'un poste de détente (500 k\$) qui est prévu à Pointe-du-Lac.

**Réponse :**

Nous constatons la relation entre le seuil de 400 k\$ proposé à la demande de renseignements 1.3 de la Régie et la présente question. Outre l'aspect coûts directs et indirects de soumettre une demande d'autorisation préalable, Intragaz n'est pas tant préoccupée par le besoin de soumettre une demande d'autorisation à la Régie que de s'assurer que les tarifs reflètent un niveau suffisant et raisonnable d'investissements qui seront requis pour assurer le fonctionnement fiable et sécuritaire des sites. À cet effet, nous vous prions de voir nos commentaires à la réponse à la demande de renseignements 2.1 de la Régie.

Pour éviter toute confusion, ce qui préoccupe davantage Intragaz est la demande de renseignements 2.1 de la Régie qui semble impliquer que celle-ci envisagerait de limiter les investissements annuels à 150 k\$. Basé sur l'expérience et l'expertise d'Intragaz, ce montant est nettement insuffisant pour maintenir la performance et la sécurité de ses sites de stockage.

**Question :**

- 4.4** Veuillez indiquer si les investissements annuels projetés pour la période 2013-2022 à la référence (i), ont été revus par l'expert à la référence (iv), afin de déterminer la prudence des investissements. Dans l'affirmative, veuillez élaborer sur le travail effectué. Dans la négative, veuillez commenter la prudence des investissements prévus pour la période 2013-2022.

**Réponse :**

Le mandat de messieurs Huitema et Soresen ne visait pas la prudence mais bien le caractère utile des actifs existants d'Intragaz.

La philosophie d'Intragaz est de n'effectuer que les investissements qui sont requis pour maintenir la performance et la sécurité de ses sites de stockage. Les investissements qu'Intragaz prévoit effectuer au cours des 10 prochaines années sont détaillés à la pièce Intragaz-1, document 2 page 31 et tous ces investissements rencontrent la philosophie d'Intragaz. Ces investissements visent soit le remplacement d'un actif arrivant à la fin de sa vie utile, le maintien de la performance ou la sécurité et l'intégrité. Ces investissements ne visent aucunement l'accroissement de la capacité des sites.

Ceci étant dit, Intragaz ne s'objecte pas à devoir soumettre une demande d'autorisation pour tout investissement au-delà d'un certain seuil. Elle souhaite simplement que, dans l'éventualité où un tel processus est établi, il lui permette de récupérer les coûts reliés à ces demandes d'autorisation et que le tarif reflète ces nouveaux investissements.

**RÉPONSE D'INTRAGAZ À UNE DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS**

**Origine :** Demande de renseignements n° 1

**Date :** 25 octobre 2012

**Demandeur :** Régie de l'énergie

- 
- 4. Référence :** (i) Pièce B-0005, Intragaz-1, document 2, page 31;  
(ii) Pièce B-0006, Intragaz-1, document 3, page 16;  
(iii) Pièce B-0006, Intragaz-1, document 3, page 26;  
(iv) Pièce B-0009, Intragaz-1, document 6.

**Préambule :**

(i) Les prévisions d'ajouts d'immobilisations pour la période 2013-2022 pour les 2 sites combinés totalisent 5,065 M\$.

(ii) Les prévisions d'ajouts d'immobilisations pour la période 2013-2022 pour le site de Pointe-du-Lac totalisent 2,305 k\$.

(iii) Les prévisions d'ajouts d'immobilisations pour la période 2013-2022 pour le site de Saint-Flavien totalisent 2,760 k\$.

(iv) Les experts Huitema et Sorensen concluent à leur rapport d'expertise que la grande majorité des actifs d'Intragaz sont utiles pour l'exploitation des 2 sites d'emmagasinage.

**Question :**

**4.1** Veuillez confirmer les montants d'investissements en maintien qui ont été réalisés en 2011 et projetés pour 2012, pour chacun des sites d'emmagasinage.

**Réponse :****INVESTISSEMENTS EN MAINTIEN**  
(en dollars)

	<b>2011</b>	<b>2012</b>
Pointe-du-Lac	242 804	11 072
Saint-Flavien	1 361 665	388 928
<b>TOTAL</b>	<b>1 604 469</b>	<b>400 000<sup>1</sup></b>

1. Au moment de rédiger les présentes, 395 459 \$ avaient été encourus ou engagés sur les prévisions de 400 000 \$

**Question :**

- 4.2 Veuillez justifier l'ajout proposé de 506 k\$ annuellement à la base de tarification à partir de l'année 2013, alors que les ajouts projetés pour 2013 pour les 2 sites totalisent 240 k\$ (référence (i)).

**Réponse :**

La demande d'Intragaz vise l'établissement de tarifs sur une période de 10 ans (2013-2022). Pour ce faire, Intragaz, à la suite d'une réflexion détaillée sur chaque catégorie d'actifs, a préparé une projection sur 10 ans des investissements prévus (voir Intragaz-1, Document 2, page 31 sur 41).

La nature des activités d'Intragaz fait en sorte qu'il est prévu que les investissements pourront varier de façon importante d'une année à l'autre. Par exemple, il y a certaines années où Intragaz ne prévoit pas d'investissements majeurs (par exemple en 2017 et 2022). Par contre, sa connaissance approfondie de ses actifs lui dicte qu'il faudra prévoir des remplacements (par exemple, la bouilloire à Pointe-du-Lac qui a déjà excédé sa durée de vie utile). Intragaz prévoit aussi devoir faire au moins une intervention majeure sur un puits au cours des 10 prochaines années.

Même si Intragaz est confiante que ces investissements se réaliseront à l'intérieur de l'horizon de 10 ans, elle est incertaine quant au moment précis où certains de ces investissements auront lieu. Pour pallier cet inconnu, Intragaz a décidé d'utiliser la moyenne des investissements prévus sur 10 ans pour calculer la base de tarification et les dépenses d'amortissement. Il s'agit d'une solution qui se veut avant tout pragmatique.

**Question :**

- 4.3 La Régie constate qu'Intragaz n'est pas en mesure d'élaborer sur près de 70 % des investissements futurs prévus à l'horizon 2013-2022. Veuillez commenter sur la possibilité de demander l'autorisation auprès de la Régie, à une date ultérieure, pour effectuer des investissements qui n'ont pas été arrêtés au présent dossier, tels que des interventions sur les puits au site de Saint-Flavien (1,8 M\$) et à Pointe-du-Lac (500 k\$), le remplacement d'une bouilloire à Pointe-du-Lac (400 k\$), ainsi que le remplacement d'un poste de détente (500 k\$) qui est prévu à Pointe-du-Lac.

**Réponse :**

Nous constatons la relation entre le seuil de 400 k\$ proposé à la demande de renseignements 1.3 de la Régie et la présente question. Outre l'aspect coûts directs et indirects de soumettre une demande d'autorisation préalable, Intragaz n'est pas tant préoccupée par le besoin de soumettre une demande d'autorisation à la Régie que de s'assurer que les tarifs reflètent un niveau suffisant et raisonnable d'investissements qui seront requis pour assurer le fonctionnement fiable et sécuritaire des sites. À cet effet, nous vous prions de voir nos commentaires à la réponse à la demande de renseignements 2.1 de la Régie.

Pour éviter toute confusion, ce qui préoccupe davantage Intragaz est la demande de renseignements 2.1 de la Régie qui semble impliquer que celle-ci envisagerait de limiter les investissements annuels à 150 k\$. Basé sur l'expérience et l'expertise d'Intragaz, ce montant est nettement insuffisant pour maintenir la performance et la sécurité de ses sites de stockage.

**Question :**

- 4.4** Veuillez indiquer si les investissements annuels projetés pour la période 2013-2022 à la référence (i), ont été revus par l'expert à la référence (iv), afin de déterminer la prudence des investissements. Dans l'affirmative, veuillez élaborer sur le travail effectué. Dans la négative, veuillez commenter la prudence des investissements prévus pour la période 2013-2022.

**Réponse :**

Le mandat de messieurs Huitema et Soresen ne visait pas la prudence mais bien le caractère utile des actifs existants d'Intragaz.

La philosophie d'Intragaz est de n'effectuer que les investissements qui sont requis pour maintenir la performance et la sécurité de ses sites de stockage. Les investissements qu'Intragaz prévoit effectuer au cours des 10 prochaines années sont détaillés à la pièce Intragaz-1, document 2 page 31 et tous ces investissements rencontrent la philosophie d'Intragaz. Ces investissements visent soit le remplacement d'un actif arrivant à la fin de sa vie utile, le maintien de la performance ou la sécurité et l'intégrité. Ces investissements ne visent aucunement l'accroissement de la capacité des sites.

Ceci étant dit, Intragaz ne s'objecte pas à devoir soumettre une demande d'autorisation pour tout investissement au-delà d'un certain seuil. Elle souhaite simplement que, dans l'éventualité où un tel processus est établi, il lui permette de récupérer les coûts reliés à ces demandes d'autorisation et que le tarif reflète ces nouveaux investissements.

**RÉPONSE D'INTRAGAZ À UNE DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS**

**Origine :** Demande de renseignements n° 1

**Date :** 25 octobre 2012

**Demandeur :** Régie de l'énergie

---

- 5. Référence :**
- (i) R-3753-2011, pièce B-0003, Intragaz-1, document 1, page 46;
  - (ii) Pièce B-0005, Intragaz-1, document 2, page 37.

**Préambule :**

- (i) L'annexe 3.1.1 présente les détails des actifs d'Intragaz au 1<sup>er</sup> janvier 2013.
- (ii) L'annexe 3 présente l'état comparatif de la base de tarification entre la moyenne de 13 soldes du 1<sup>er</sup> janvier 2011 au 31 décembre 2011.

**Question :**

- 5.1** Veuillez présenter l'état comparatif de la base de tarification par rapport à la moyenne de 13 soldes du 1<sup>er</sup> janvier 2012 au 31 décembre 2012, sous le même format tel que présenté au préambule (i).

**Réponse :**

Vous trouverez ci-après la base de tarification par rapport à la moyenne des 13 soldes (du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2012). Veuillez noter que les données sont extraites des livres d'Intragaz pour les neuf premiers mois de l'année et estimées pour les trois derniers mois. Veuillez aussi noter que les ajustements découlant des rapports d'experts de Gannett Fleming et de GRB ne sont pas comptabilisés aux livres d'Intragaz et ils n'ont pas été pris en compte dans la présente réponse, ce qui résulte en un écart d'environ 113 k\$ entre la valeur nette des immobilisations au 31 décembre 2012 et celle au 1<sup>er</sup> janvier 2013 (Intragaz-1, document 2, page 36, ligne 9, colonne 2). Concernant les montants utilisés à titre de fonds de roulement, nous avons simplement utilisé le montant calculé pour l'année 2013 aux fins de simplification.

1 **Base de tarification mensuelle**  
2 **Pour la période de 12 mois se terminant le 31 décembre 2012**  
3 **(000 \$)**

(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)
Description	1er janvier	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	Prévision octobre	Prévision novembre	Prévision décembre	Total	Moyenne mensuelle
<b>Immobilisations</b>															
7 Valeur brute	147 456,0	147 484,8	147 638,6	147 752,5	147 787,9	147 697,7	147 705,0	147 705,0	147 705,0	147 707,9	147 712,9	147 718,4	147 723,8	1 919 795,5	147 676,6
8 Amortissement cumulé	42 233,0	42 519,7	42 806,5	43 093,3	43 380,2	43 588,1	43 874,8	44 157,6	44 457,3	44 747,1	45 038,6	45 330,0	45 621,4	570 847,6	43 911,4
<b>Valeur nette</b>	<b>105 223,0</b>	<b>104 965,0</b>	<b>104 832,1</b>	<b>104 659,1</b>	<b>104 407,7</b>	<b>104 109,6</b>	<b>103 830,3</b>	<b>103 547,4</b>	<b>103 247,7</b>	<b>102 960,7</b>	<b>102 674,3</b>	<b>102 388,4</b>	<b>102 102,5</b>	<b>1 348 947,9</b>	<b>103 765,2</b>
10 Fonds de roulement	168,4	168,4	168,4	168,4	168,4	168,4	168,4	168,4	168,4	168,4	168,4	168,4	168,4	2 189,2	168,4
11 Inventaire	476,0	480,8	481,1	483,0	483,0	472,6	472,6	472,6	474,4	477,6	477,6	480,1	482,6	6 208,8	477,6
12 Compte de réserve de la dette	2 982,3	2 982,3	2 982,3	2 982,3	2 982,3	2 982,3	3 019,6	3 019,6	3 019,6	3 019,6	3 558,3	3 558,3	3 558,3	40 647,2	3 126,7
<b>Coûts non amortis</b>															
14 Frais reliés à la dette (2002-2013)	97,9	93,1	88,9	85,0	81,0	77,1	73,2	69,2	65,8	62,4	59,1	55,7	52,3	960,7	73,9
15 Frais reliés à la cause tarifaire 2013	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total des coûts non amortis</b>	<b>97,9</b>	<b>93,1</b>	<b>88,9</b>	<b>85,0</b>	<b>81,0</b>	<b>77,1</b>	<b>73,2</b>	<b>69,2</b>	<b>65,8</b>	<b>62,4</b>	<b>59,1</b>	<b>55,7</b>	<b>52,3</b>	<b>960,7</b>	<b>73,9</b>
<b>Total de la base de tarification</b>	<b>108 947,7</b>	<b>108 689,7</b>	<b>108 552,8</b>	<b>108 377,8</b>	<b>108 122,5</b>	<b>107 810,0</b>	<b>107 564,0</b>	<b>107 277,2</b>	<b>106 974,1</b>	<b>106 685,6</b>	<b>106 437,6</b>	<b>106 150,8</b>	<b>105 860,8</b>	<b>1 398 953,8</b>	<b>107 611,8</b>

Note:  
L'ajustement faisant suite au rapport de GRB n'est pas pris en compte  
L'ajustement des durées d'amortissement faisant suite au rapport de Gannett Fleming n'est pas pris en compte

## Question :

5.2 Veuillez présenter les détails des actifs d'Intragaz, au 1<sup>er</sup> janvier 2012 sous le même format présenté au préambule (ii).

## Réponse :

Veuillez trouver ci-après le détail des actifs d'Intragaz au 1<sup>er</sup> janvier 2012.

1 **Détails des actifs d'Intragaz en 000 \$ au 1<sup>er</sup> janvier 2012**  
2 **Sites combinés**

3 Description	(1) Coût d'acquisition	(2) Amort. cumulé	(3) Valeur nette
4 Terrains	1 057,7	0,0	1 057,7
5 Gaz coussin	15 922,7	0,0	15 922,7
6 Servitudes et approbation	2 530,9	934,2	1 596,8
7 Aménagement	1 179,7	501,6	678,1
8 Réservoir souterrain	8 571,9	3 258,2	5 313,7
9 Puits (forage)	60 335,5	15 449,2	44 886,4
10 Équipements de puits	2 099,0	881,3	1 217,8
11 Puits (completion et essais)	10 318,2	1 978,4	8 339,9
12 Conduite de transmission	7 423,7	2 668,6	4 755,1
13 Conduite de collecte	4 472,6	1 369,3	3 103,3
14 Rejet et collecte des eaux	8,8	3,9	4,9
15 Mécanique et tuyauterie station	5 980,5	2 106,4	3 874,1
16 Bâtiments	2 393,0	956,8	1 436,2
17 Électricité	1 668,6	739,1	929,5
18 Compression	17 267,3	7 544,9	9 722,3
19 Déshydratation	1 243,8	460,2	783,6
20 Bouilloire	798,8	457,6	341,2
21 Instrumentation	1 831,2	1 152,9	678,3
22 Électronique	722,4	484,4	238,0
23 Outillage	386,8	337,5	49,3
24 Informatique-exploitation	699,7	688,5	11,1
25 Équipement et mobilier	54,6	54,0	0,6
26 Matériel roulant	206,0	206,0	0,0
27 Pièces de rechange	282,7	0,0	282,7
28 Projets en cours	0,0	0,0	0,0
29 <b>Total</b>	<b>147 456,0</b>	<b>42 233,0</b>	<b>105 223,0</b>



**RÉPONSE D'INTRAGAZ À UNE DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS**

**Origine :** Demande de renseignements n° 1

**Date :** 25 octobre 2012

**Demandeur :** Régie de l'énergie

---

- 6. Référence :**
- (i) Pièce B-0005, Intragaz-1, document 2, page 12 ;
  - (ii) Pièce B-0005, Intragaz-1, document 2, page 8.

**Préambule :**

(i) L'annexe 1 présente l'évolution des dépenses d'exploitation, pour la période 2013-2022. La Régie constate que la rubrique « Transport de gaz » a été incluse parmi les dépenses d'exploitation, alors qu'elle a été exclue du dossier R-3753-2011, tel que le mentionne Intragaz à la référence suivante.

(ii) « *Historiquement cette dépense a été payée par Gaz Métro puis refacturée à Intragaz. Dans le dossier 2011 (R-3753-2011), Intragaz et Gaz Métro avaient conclu qu'il serait plus simple d'un point de vue administratif d'exclure cette dépense du coût de service d'Intragaz. Intragaz est maintenant d'avis que la plus grande transparence découlant de l'inclusion de cette dépense dans son coût de service est plus avantageuse que les gains qui seraient obtenus par l'élimination de la tâche administrative de refacturation de Gaz Métro à Intragaz et d'inclusion dans le coût de service d'Intragaz. De plus, l'approche proposée par Intragaz dans le présent dossier est cohérente avec les pratiques historiques.* » [Nous soulignons]

**Question :**

- 6.1** Veuillez préciser de quelle façon l'inclusion de la rubrique « Transport de gaz » parmi les dépenses d'exploitation 2013, amène, d'une part, « *une plus grande transparence* » et d'autre part, que l'inclusion de cette dépense au coût de service d'Intragaz serait « *plus avantageuse que les gains qui seraient obtenus par l'élimination de la tâche administrative de refacturation de Gaz Métro à Intragaz.* »

**Réponse :**

La pratique historique en matière de traitement des frais de transport de TQM reliés au stockage d'Intragaz est la suivante :

- Gaz Métro est la partie contractante auprès de TQM;
- Gaz Métro effectue donc le paiement auprès de TQM;
- Intragaz rembourse Gaz Métro.

Dans le cadre du dossier R-3753-2011, Intragaz et Gaz Métro avaient conclu qu'avec le passage au coût de service, il serait plus simple d'un point de vue administratif de changer d'approche. En effet, avec le passage au coût de service, en plus des étapes énumérées ci-dessus, Intragaz devait inclure le coût de transport dans son coût de service, ce qui fait qu'en fin de compte Gaz Métro allait payer les frais de transport par l'entremise des tarifs d'Intragaz. À cette époque, nous avons jugé qu'il était plus avantageux de simplement cesser le processus de refacturation par Gaz Métro puisque le résultat ultime restait inchangé, c'est-à-dire que Gaz Métro allait supporter les frais de transport. Le coût de transport n'avait donc pas été inclus dans le coût de service d'Intragaz.

Dans le présent dossier, Intragaz propose plutôt de maintenir la pratique historique même si elle n'est pas optimale d'un point de vue administratif.

Cette approche est plus transparente du fait que les frais de transport sont clairement présentés et détaillés dans le coût de service d'Intragaz. De cette façon, les tarifs d'Intragaz comprennent tous les coûts reliés à l'usage de ses sites, incluant les frais de transport sur le réseau TQM.

Il est à noter que cette approche représente un risque accru pour Intragaz par rapport à l'approche présentée dans le dossier R-3753-2011. En effet, selon l'approche proposée dans le présent dossier, Intragaz est à risque pour toute augmentation des coûts de transports au-delà de ce qui est prévu à ses projections. L'incertitude entourant l'évolution des tarifs de transport au Québec et au Canada contribue à accroître le niveau de risque pour Intragaz.

En fin de compte, ce qui importe pour Intragaz est que, si elle doit assumer cette dépense importante, celle-ci soit prévue dans son revenu requis.

**RÉPONSE D'INTRAGAZ À UNE DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS**

**Origine :** Demande de renseignements n° 1

**Date :** 25 octobre 2012

**Demandeur :** Régie de l'énergie

---

- 7. Référence :**
- (i) Pièce B-0005, Intragaz-1, document 2, page 25;
  - (ii) Pièce B-0005, Intragaz-1, document 2, page 34;
  - (iii) Pièce B-0004, Intragaz-1, document 1, page 11.

**Préambule :**

(i) Pour la rubrique « Coûts de la cause tarifaire », Intragaz mentionne que les dépenses projetées pour 2013 seront traitées en tant que des frais reportés. Pour l'année 2011, les « Coûts de la cause tarifaire » totalisent 189 816 \$.

(ii) Afin de comptabiliser les frais reliés à la cause tarifaire 2013, Intragaz a recours à un compte de frais reportés (CFR) totalisant 560 k\$, et ce montant sera amorti sur une période de 10 ans, causant ainsi une charge d'amortissement de 56 k\$ par année sur la période 2013 à 2022.

(iii) « *Notre demande ne prévoit aucune révision ou mise à jour annuelle ou périodique, aucun compte d'écart, aucun facteur exogène ou autres mécanismes du genre. [...] La proposition d'Intragaz a pour effet de faire supporter par les associés un niveau de risque beaucoup plus élevé que la proposition soumise dans le dossier R-3753-2011.* »

**Question :**

**7.1** Veuillez indiquer en quoi la proposition d'un CFR pour comptabiliser les frais reliés à la cause tarifaire 2013 référence (i), contribue à l'allègement réglementaire souhaité par Intragaz à la référence (iii).

**Réponse :**

Intragaz voudrait d'abord clarifier l'objectif de sa proposition d'utiliser un compte de frais reportés pour les frais reliés à la présente cause tarifaire. Ce compte de frais reportés vise simplement à permettre la récupération de coûts pour la cause tarifaire 2013-2022 qui seront encourus par Intragaz AVANT l'entrée en vigueur des tarifs le 1<sup>er</sup> mai 2013. Pour plus de précisions, Intragaz prévoit encourir l'ensemble des coûts reliés à la cause tarifaire 2013-2022 avant le 1<sup>er</sup> mai 2013, soit la date d'entrée en vigueur des nouveaux tarifs. La création d'un compte de frais reportés où seront imputés les coûts encourus avant le 1<sup>er</sup> mai 2013 est la seule façon qu'Intragaz ait trouvée pour permettre à la fois la

récupération de ces coûts légitimes tout en appariant cette dépense aux années où les tarifs seront en vigueur.

L'approche d'Intragaz contribue définitivement à l'allègement réglementaire, car les frais reliés à la présente demande tarifaire visent une période de 10 ans. Ceci est la raison pour laquelle Intragaz propose d'imputer les coûts de la cause tarifaire 2013-2022 dans un compte de frais reportés et puis d'amortir le solde de ce compte sur 10 ans, soit la durée proposée d'application des tarifs. En plus de l'allègement, il y aurait aussi un appariement parfait entre l'imputation annuelle des coûts de la cause tarifaire et la durée d'application des tarifs.

**Question :**

**7.2** Puisque l'actif réglementaire demandé à la référence (i) concerne les coûts projetés se rapportant à la cause tarifaire 2013 seulement, veuillez expliquer les raisons de vouloir faire assumer ces coûts par la cohorte de clients futures pendant les dix prochaines années.

**Réponse :**

Voir la réponse à la demande de renseignements 7.1 de la Régie.

L'actif réglementaire demandé vise la période d'application des tarifs, soit 2013-2022 et non seulement 2013. Le fait d'amortir le compte de frais reportés sur 10 ans permet ainsi un appariement entre les coûts de la cause tarifaire 2013-2022 et la durée d'application des tarifs qui en découleront, soit aussi la période 2013-2022. Nous regrettons si notre proposition n'était pas suffisamment claire à cet égard.

**Question :**

**7.3** Veuillez présenter les projections des « Coûts de la cause tarifaire » pour la période 2014 à 2022, le cas échéant.

**Réponse :**

Dans sa demande, Intragaz n'a pas prévu de coûts réglementaires autres que ceux reliés à la cause 2013-2022. Ceci implique nécessairement qu'Intragaz envisage que le processus de reddition de compte annuel serait allégé. De plus, Intragaz n'a pas prévu de budget pour d'éventuelles demandes d'autorisation préalable. Le nombre de telles demandes variera en fonction du seuil minimal que retiendra la Régie. Par conséquent, les projections de coûts réglementaires pour l'horizon 2013-2022 sont possiblement sous-évaluées.

**RÉPONSE D'INTRAGAZ À UNE DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS**

**Origine :** Demande de renseignements n° 1

**Date :** 25 octobre 2012

**Demandeur :** Régie de l'énergie

- 
- 8. Référence :** (i) Pièce B-0005, Intragaz-1, document 2, page 34;  
(ii) Dossier R-3753-2011, pièce B-0010, Intragaz-2, document 7, page 4.

**Préambule :**

- (i) Les « Coûts de la cause tarifaire » projetés pour 2013 totalisent 230 k\$ (abstraction faite des frais d'expertises à hauteur de 330 k\$). Ce montant se ventile entre des « frais légaux » pour 160 k\$ et des « déboursés » pour 70 k\$.
- (ii) Les « Coûts de la cause tarifaire » projetés pour 2011 totalisent 50 k\$.

**Question :**

- 8.1** Veuillez expliquer l'augmentation des dépenses entre les sommes indiquées aux références (i) et (ii).

**Réponse :**

Plusieurs facteurs rendent difficile la comparaison entre les dépenses réglementaires du dossier R-3753-2011 et celles du présent dossier :

- Le dossier R-3753-2011 couvrait un horizon de 15 ans. À l'intérieur de cet horizon, Intragaz prévoyait revenir annuellement devant la Régie pour faire fixer ses tarifs à partir d'une formule préétablie. Il s'agissait d'une approche qui se voulait allégée. De plus, sur cet horizon de 15 ans, elle prévoyait se présenter devant la Régie aux années 5 et 10 pour une revue plus approfondie de son coût de service. La demande déposée dans le dossier R-3753-2011 prévoyait aussi le dépôt d'un rapport annuel après chaque exercice financier;
- À cause de l'incertitude entourant les coûts réglementaires qui découleraient d'une telle approche à long terme, Intragaz avait demandé l'autorisation de créer un compte d'écart où auraient été imputés les écarts entre les dépenses réglementaires réelles et la somme de 50 k\$, correspondant à la somme prévue au budget 2011 (voir réponse à la demande de renseignements 23.1 de la Régie dans le dossier R-3753-2011);

- La projection de 50 k\$ contenue dans le budget 2011 pour la cause tarifaire 2011 était nettement insuffisante. En effet, les coûts réels ont totalisé 189 816 \$ tel que présentés à la pièce Intragaz-1, document 2, page 25. Intragaz avait prévu récupérer la différence par le biais du compte d'écarts pour ce poste;
- Dans le présent dossier, Intragaz demande que la Régie fixe ses tarifs pour une période de 10 ans. Ainsi, Intragaz ne prévoit pas devoir se présenter annuellement devant la Régie pour établir ses tarifs, contrairement à la demande R-3753-2011;
- Tout comme dans le dossier R-3753-2011, Intragaz propose de soumettre un rapport annuel en fin d'exercice, mais anticipe que cette démarche pourrait être très allégée considérant l'absence de comptes d'écarts, de facteurs exogènes et autres mécanismes réglementaires du genre (voir réponse à la demande de renseignements 1.1 de la Régie);
- Par conséquent, Intragaz ne prévoit pas devoir encourir des coûts réglementaires importants sur une base annuelle. C'est aussi une des raisons pour laquelle elle ne demande pas de compte d'écarts pour les coûts réglementaires;
- Dans la présente demande, il est prévu que la totalité des coûts réglementaires reliés à la cause 2013-2022 sera encourue avant le 1<sup>er</sup> mai 2013, soit avant le début d'entrée en vigueur des tarifs pour une période de 10 ans. Pour pallier cette réalité, Intragaz propose d'imputer les coûts encourus pour la cause tarifaire 2013-2022 dans un compte de frais reportés qui serait amorti sur la durée d'application des tarifs, soit 2013-2022 (voir réponses aux demandes de renseignements 7.1 à 7.3 de la Régie);
- Dans le présent dossier, il existe une incertitude entourant les coûts réglementaires reliés à d'éventuelles demandes d'autorisations préalables. En effet, sur la base d'un seuil proposé de 2,5 M\$, Intragaz n'a pas inclus de coûts réglementaires reliés à de telles demandes dans ses prévisions de coût de service. Un seuil plus bas résulterait inévitablement en des coûts réglementaires accrus.

**RÉPONSE D'INTRAGAZ À UNE DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS**

**Origine :** Demande de renseignements n° 1

**Date :** 25 octobre 2012

**Demandeur :** Régie de l'énergie

**9. Référence :** Pièce B-0005, Intragaz-1, document 2.

**Préambule :**

La Régie souhaite obtenir des informations sur les flux de trésorerie d'Intragaz.

**Question :**

**9.1** Veuillez présenter le flux de trésorerie net d'Intragaz, avant et après ajouts d'immobilisations et remboursement de la dette, pour la période 2013 à 2022.

**Réponse :**

Veuillez trouver ci-après les flux de trésorerie d'Intragaz avant et après ajouts d'immobilisations et de remboursement de la dette pour la période de 2013 à 2022. Par contre, ces calculs ne tiennent pas compte de distributions du rendement aux associés. Par conséquent, le flux de trésorerie après remboursements de dettes et d'ajouts d'immobilisations à la ligne 13 du tableau ci-dessous est surévalué.

<b>Flux de trésorerie (000\$)</b>										
<b>Sites combinés</b>										
<b>Pour les exercices financiers de 2013 à 2022</b>										
(1) Description	(2) 2013	(3) 2014	(4) 2015	(5) 2016	(6) 2017	(7) 2018	(8) 2019	(9) 2020	(10) 2021	(11) 2022
<b>5 Activités d'exploitation</b>										
6 Bénéfice net de l'exercice	6 379	6 175	5 972	5 769	5 564	5 359	5 155	4 951	4 752	4 562
7 Amortissements	3 830	3 784	3 796	3 810	3 824	3 826	3 829	3 777	3 666	3 651
8 Flux de trésorerie avant remboursements de dette et d'ajouts d'immobilisations	10 208	9 959	9 768	9 578	9 388	9 186	8 983	8 728	8 419	8 213
<b>9 Activités de financement</b>										
10 Remboursement de dette à long terme	-6 000	-6 000	-6 000	-6 000	-6 000	-6 000	-6 000	-6 000	-6 000	-6 000
11 Compte de réserve de la dette	-5 070	173	173	173	173	173	173	173	173	173
12 Coûts reliés à la dette	-2 000									
<b>13 Activités d'investissement</b>										
14 Ajout d'immobilisations (investissements moyens)	-506,5	-506,5	-506,5	-506,5	-506,5	-506,5	-506,5	-506,5	-506,5	-506,5
15 Flux de trésorerie après remboursements de dette et d'ajouts d'immobilisations et avant distributions	-3 368	3 625	3 434	3 244	3 054	2 852	2 649	2 394	2 085	1 879

**Question :**

- 9.2** Veuillez effectuer ce même exercice, en vous assurant cependant qu'il génère un flux de trésorerie net positif.

**Réponse :**

Les flux de trésorerie négatifs montrés à la réponse à la question 9.1 de la Régie seraient compensés par des mises de fonds ou avances des associés ou à même les fonds obtenus à titre de dette à long terme.



**RÉPONSE D'INTRAGAZ À UNE DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS**

**Origine :** Demande de renseignements n° 1

**Date :** 25 octobre 2012

**Demandeur :** Régie de l'énergie

---

**10. Référence :** Pièce B-0011, Intragaz-1, document 7, page I-4.

**Préambule :**

« *The annual depreciation accrual rates and calculated accumulated depreciation balances were calculated by using the straight line equal life group procedure applied on a whole life basis.* » [Nous soulignons]

**Question :**

**10.1** Veuillez expliciter la méthode décrite au préambule, et élaborer sur les raisons justifiant le choix de cette méthodologie.

\*\*\*\*\*

*Please explain the method described in the preamble and expand on the rationale for choosing this methodology. [Translation by Intragaz]*

**Réponse :**

When more than a single item of property is under consideration, a group procedure for depreciation is appropriate because normally all of the items within a group do not have identical service lives, but have lives that are dispersed over a range of time. There are two primary group procedures, namely, Average Service Life (ASL) and Equal Life Group (ELG).

The difference in calculation of depreciation expense derived from ELG and ASL can best be explained with the use of a simple example.

**ASL Versus ELG Example.**

- Assume one plant account with a total cost of \$2,000 is comprised of two assets, each with an original cost of \$1,000. The first asset has a life of 5 years, while the second asset has a life of 15 years.
- Under both procedures the average life of this plant account would equal 10 years  $((15 + 5)/2)$ .
- With the ASL procedure this average life would be used to determine the depreciation accruals for the first 5 years as follows:

$(\$2,000 / 10 \text{ years}) = \$200 \text{ per year}$

- The accrual for years 6 through 15 would be as follows:  
 $(\$1,000 / 10 \text{ years}) = \$100 \text{ per year}$
- Under the ELG procedure, the expense for each sub group is determined and then added together. Therefore, for the first 5 years, the accrual would be as follows:  
 $(\$1,000 / 5 \text{ years}) + (\$1,000 / 15 \text{ years}) = \$267 \text{ per year.}$
- The accrual for years 6 through 15 would be as follows:  
 $(\$1,000 / 15 \text{ years}) = \$67 \text{ per year.}$

The following table sets out the differences in the two methods:

Average Service Life Procedure				Equal Life Group Procedure			
Year	Accruals (\$)	Retirements (\$)	Acc. Deprn Balance (\$)	Year	Accruals (\$)	Retirements (\$)	Acc. Deprn Balance (\$)
1	200		200	1	267		267
2	200		400	2	267		534
3	200		600	3	267		801
4	200		800	4	267		1,068
5	200	1,000	0	5	267	1,000	335
6	100		100	6	67		402
7	100		200	7	67		469
8	100		300	8	67		536
9	100		400	9	67		603
10	100		500	10	67		670
11	100		600	11	66		736
12	100		700	12	66		802
13	100		800	13	66		868
14	100		900	14	66		934
15	100	1,000	0	15	66	1,000	0

It should be noted from the table that overall, both methods will recover the same original cost, however, there are two key differences. First, using the ASL procedure, after the first five years, no depreciation has been collected for the asset remaining in service. Essentially, the concept of depreciation expense matching the assets providing service is not met. With the ELG procedure, this problem is remedied and after the retirement at year five of the shorter life asset, an appropriate provision for the first five years of service on the longer living asset is accumulated ( $\$67 \times 5 \text{ years} = \$335$ ). Under ELG all current users are sharing the cost of all assets in service.

Secondly, under ASL the customers using the last remaining assets are required to pick up an adjustment for the under accrual of depreciation expense during the early years of the account. This inter-generational inequity would result in a situation where users in the later years of the system bear the cost of under accruals which benefited earlier users of the system.

Effectively, later users of the system would be subsidizing previous users. With potential changes in the utility industry, future users of the facilities may be different from the current system users. This lack of stability will magnify the inter-generational inequity of the ASL procedure.

As indicated in the above example, the rate of annual depreciation is based on the average life or average service life of the group, and this rate is applied to the surviving balances of the group's cost. As further noted in the above example, a characteristic of the ASL procedure is that the cost of plant retired prior to average life is not fully recouped at the time of retirement, whereas the cost of plant retired subsequent to average life is more than fully recouped. Over the entire life cycle, the portion of cost not recouped prior to average life is balanced by the cost recouped subsequent to average life. In this procedure, the accrued depreciation is based on the average service life of the group and the average remaining life of each vintage within the group derived from the area under the survivor curve between the attained age of the vintage and the maximum age.

In the ELG procedure, the property group is subdivided according to service life. That is, each equal life group includes that portion of the property which experiences the life of that specific group. The relative size of each equal life group is determined from the property's life dispersion curve. The calculated depreciation for the property group is the summation of the calculated depreciation based on the service life of each equal life group.

**Question :**

- 10.2** Veuillez expliquer plus précisément la procédure « *Whole Life basis* », et expliquer comment cette dernière se compare avec la procédure « *Remaining life basis* ».

\*\*\*\*\*

*Please explain in greater detail the "Whole Life Basis" procedure and explain how the latter compares to the "Remaining Life Basis" procedure. [Translation by Intragaz]*

**Réponse :**

Use of the "Whole Life" basis indicates that the depreciation rate is calculated by dividing the original cost by the average service life. With the use of a whole life rate, any new capital additions are depreciated over the precise average service life of the assets. Additionally, when whole life depreciation rates are used, separate testing of the adequacy of the accumulated depreciation reserve should be periodically undertaken, in order to determine if any remedial adjustment to the depreciation rate is required in order to ensure that the original cost of the assets are recovered over the expected useful life of the assets.

Use of the "Remaining Life" basis indicates that the depreciation rate is calculated by dividing the net book value of the asset by the estimate remaining useful life of the asset. When the remaining life basis is used, any accumulated depreciation variances are adjusted as the actual accumulated depreciation balance is used in the depreciation rate calculation. However, the depreciation rate applied to new capital additions is inclusive of adjustments for other assets and therefore not theoretically correct for the specific

new assets. Given that Intragaz applies the depreciation to each specific asset; it is the view of Gannett Fleming that the use of the Whole Life basis with a period test of the accumulated depreciation adequacy is the most appropriate method.

**Question :**

- 10.3** Veuillez indiquer si la méthode décrite au préambule est la seule méthode qui a été considérée dans l'étude des durées de vie. Sinon, veuillez soumettre les détails concernant cette autre méthodologie, ainsi que les raisons pour lesquelles cette dernière n'aurait pas été retenue par l'expert, le cas échéant.

\*\*\*\*\*

*Please explain in greater detail the "Whole Life Basis" procedure and explain how the latter compares to the "Remaining Life Basis" procedure. [Translation by Intragaz]*

**Réponse :**

Given that the development of the calculated accumulated depreciation was used only for a test of the reasonableness and adequacy of the actual accumulated depreciation balances, and for the reasons outlined in response to parts 10.1 and 10.2 of this request, the use of the Equal Life Group procedure applied on a whole life basis was the only method considered.

**Question :**

- 10.4** Veuillez indiquer si les auditeurs externes d'Intragaz ont vérifié les révisions des durées de vie effectuées en 2011.

\*\*\*\*\*

*Please indicate whether Intragaz's external auditors verified the life duration revisions done in 2011. [Translation by Intragaz]*

**Réponse :**

Non.

**RÉPONSE D'INTRAGAZ À UNE DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS**

**Origine :** Demande de renseignements n° 1

**Date :** 25 octobre 2012

**Demandeur :** Régie de l'énergie

---

**11. Référence :** Pièce B-0011, Intragaz-1, document 7, page I-4.

**Préambule :**

« *A test of the adequacy of the booked accumulated depreciation was made which has indicated four accounts that may require a true-up calculation which should be made over the remaining life of the assets within the group.* » [Nous soulignons]

**Question :**

**11.1** Veuillez élaborer sur la recommandation de l'expert.

\*\*\*\*\*

*Please expand on the expert's recommendation. [Translation by Intragaz]*

**Réponse :**

Gannett Fleming notes that the overall (inclusive of all accounts) accumulated depreciation variance is less than 5%. As such, at this time, Gannett Fleming has not recommended any specific corrective action to be taken on any specific account, given that the overall variance is within the tolerance limits and that the development of the calculated accumulated depreciation was used only for a test of the reasonableness and adequacy of the actual accumulated depreciation balances (see response 10.3 to Régie). However, if the discrepancy continues to grow to the point where the overall variance is outside the 5% tolerance standard, a separate amortization of accumulated depreciation variance should be considered in order to ensure the generational equity of the depreciation expense. The normal process for such an adjustment is through the development of an amortization rate that amortizes the accumulated depreciation variance over the estimated remaining life of the assets. The development of the amortization rate can be determined wherein one amortization rate is applicable to all accounts, or it could be developed on a specific account by account basis.

**Question :**

11.2 Veuillez indiquer l'opinion de l'expert quant à l'exigence d'une revue périodique des durées de vie des actifs d'Intragaz, le cas échéant.

\*\*\*\*\*

*Please indicate the expert's opinion regarding the requirement for a periodic review of the life duration of Intragaz's assets, if applicable. [Translation by Intragaz]*

**Réponse :**

Gannett Fleming considers that a depreciation study should be conducted when the company makes its next General Rate Application. In this manner, any adjustments arising from the depreciation study can be incorporated into the revenue requirement. However, Gannett Fleming notes that in the circumstances of large capital additions or retirements to the facilities in service, a review of the life estimates should be undertaken within a short period following increased investment or retirement activity.

**RÉPONSE D'INTRAGAZ À UNE DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS**

**Origine :** Demande de renseignements n° 1

**Date :** 25 octobre 2012

**Demandeur :** Régie de l'énergie

---

**12. Référence :** Pièce B-0011, Intragaz-1, document 7, page II-7.

**Préambule :**

*« The Company currently uses a 40-year average service life for this account. In the development of the Gannett Fleming recommendations, a particular focus was on the life considerations of the Saint-Flavien horizontal wells. The unique nature of these wells made peer comparisons difficult. As such, a significant amount of weighting was based on the views of the internal subject matter experts, and to a review of the work undertaken to date in order to maintain the integrity of the injection/withdrawal wells. »*

**Question :**

**12.1** Tout en respectant la nature confidentielle des noms des entreprises balisées, veuillez fournir un tableau comparatif entre la durée de vie proposée par Intragaz et celles utilisées par les pairs pour les actifs de la catégorie « Wells ».

\*\*\*\*\*

*While still respecting the confidential nature of the names of the companies used as benchmarks, please provide a comparative table of the life duration proposed by Intragaz and those used by peers for assets in the "Wells" category. [Translation by Intragaz]*

**Réponse :**

In the development of the average service life estimate related to account 146.01 - Wells, Gannett Fleming specifically considered five (5) peer companies. A summary of the life estimates is as follows:

- Three of the peer companies use a 40-year life estimate;
- One company uses a 44-year life estimate;
- One peer company uses a 50-year life estimate;
- Average of the peer group = 43 years; and
- Intragaz currently uses a 40-year life estimate.

Based on the comments of the internal company operational and management staff, and to be consistent with the majority of the peer group, Gannett Fleming recommended the continued use of a 40-year life estimate for this account.

**Question :**

- 12.2** Veuillez expliquer tout écart entre la durée de vie proposée par l'expert et celles utilisés par les pairs, en prenant soin d'identifier les similitudes et ou les différences.

\*\*\*\*\*

*Please explain all discrepancies between the life duration proposed by the expert and those used by peers, taking care to identify the similarities and/or the differences.  
[Translation by Intragaz]*

**Réponse :**

As indicated in response to request 12.1 three of the five peer companies use the same 40-year life estimate as recommended in the Gannett Fleming study. In the circumstances of both of the two peers that are longer, the characteristics of their facilities are somewhat different than Intragaz'. In comparison, the Intragaz facilities at Saint-Flavien, because of their low porosity and permeability, present a unique set of operational and maintenance challenges as described at page II-7 of the Gannett Fleming report. In the view of Gannett Fleming, because of these specific circumstances the use of a 40 year life is reasonable.



**RÉPONSE D'INTRAGAZ À UNE DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS**

**Origine :** Demande de renseignements n° 1

**Date :** 25 octobre 2012

**Demandeur :** Régie de l'énergie

---

**13. Référence :** Pièce B-0011, Intragaz-1, document 7, page II-7.

**Préambule :**

Pour la catégorie d'immobilisation « Wells » (compte #146.01), l'expert maintient la durée de vie de 40 ans.

Selon l'expert, les durées de vies des actifs des 3 catégories suivantes doivent être liées à la durée de vie de la catégorie « Wells ». Ainsi, l'expert maintient l'amortissement des catégories suivantes sur 40 ans :

- Compte # 145.51 – Site preparation (40 ans)
- Compte # 146.31 – Well completion (40 ans)
- Compte # 146.41 – Pipelines (40 ans)

\*\*\*\*\*

*According to the expert, the life duration of the following three categories must be linked to the life duration for the "Wells" category. This way, the expert maintains the amortization of the following categories over 40 years:*

- *Account # 145.51 – Preparation site (40 years)*
- *Account # 146.31 – Well completion (40 years)*
- *Account # 146.41 – Pipelines (40 years).*

*[Translation by Intragaz]*

**Question :**

**13.1** Veuillez identifier quels seraient les avantages et les inconvénients pour Intragaz, d'amortir les 4 catégories décrites au préambule sur une durée de vie de 50 ans par rapport à 40 ans.

\*\*\*\*\*

*Please identify what would be the advantages and disadvantages for Intragaz of amortizing the four categories described in the preamble over an life duration of 50 years compared to 40 years. [Translation by Intragaz]*

**Réponse :**

Depreciation, when used with a rate regulated company should recover the service value of the assets providing utility service over the period for which the assets are expected to

provide service. The three additional asset groups identified in this question, the investment is directly linked to the gas storage wells. In this circumstance the average service life should be the lesser of the life of the assets within these accounts or the life of the wells. For example, while the pipeline assets may have a physical life characteristic of greater than 40 years, once the wells are retired from service (estimated to be based on a 40-year life), the pipeline assets will have no useful utility service, and should be fully depreciated at that time. Therefore, if the pipeline were to be depreciated with a life of greater than 40 years, once the wells are retired, the pipelines would have a un-depreciated cost that would be stranded as there would be no utility service for the asset.

Please see responses 13.2 and 22.5 to Régie.

**Question :**

- 13.2** Veuillez quantifier l'impact de cette hypothèse (durée de vie sur 50 ans) sur la base de tarification, sur la dépense d'amortissement, et sur le revenu requis d'Intragaz, pour les 10 prochaines années, soit les années 2013 à 2022, pour les 4 catégories décrites au préambule.

\*\*\*\*\*

*Please quantify the impact of this hypothesis (life duration over 50 years) on Intragaz's rate base, depreciation expense and required revenue for the next ten years, i.e. 2013 to 2022, for the four categories described in the preamble. [Translation by Intragaz]*

**Réponse :**

L'hypothèse d'une durée de vie de 50 ans au lieu de 40 ans pour les quatre catégories décrites au préambule a pour effet de réduire la dépense d'amortissement de 556,9 k\$ par année. Cela fait aussi en sorte que la base de tarification diminuera moins rapidement et qu'elle sera en moyenne de près de 2,8 M\$ plus élevée par année sur une période de 10 ans.

Le fait de maintenir la valeur moyenne de la base de tarification à un niveau plus élevé a un effet à la hausse sur le rendement annuel sur la base de tarification et sur l'impôt présumé. Le tableau ci-après montre les différents effets de ce changement d'hypothèse.

Il est à noter aussi que ce changement d'hypothèse a un impact à la baisse sur le ratio d'endettement d'un peu plus de 1 % et cet effet n'a pas été considéré dans le tableau ci-après.

De plus, Intragaz n'a pas tenu compte de l'effet que pourrait avoir le prolongement de la récupération de ces actifs sur son niveau de risque, et par conséquent sur son taux de rendement sur équité.

Voir la réponse à la question 22.5 de la Régie pour la relation entre la période d'amortissement et le niveau de risque.

1 **Établissement du revenu requis**  
2 **Pour la période de 2013 à 2022**  
3 **Sites combinés (000 \$)**

(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)
Description	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
<b>Revenus requis</b>										
Dépenses d'exploitation	5 136,1	5 478,6	5 624,9	5 645,0	6 190,1	5 999,3	6 184,1	6 304,7	6 384,8	6 286,0
Amortissement	3 273,0	3 226,9	3 238,9	3 252,6	3 267,1	3 269,3	3 271,7	3 219,7	3 109,2	3 094,2
Rendement sur la base de tarification	9 473,6	9 220,6	8 969,0	8 716,5	8 462,6	8 208,1	7 953,3	7 700,8	7 455,4	7 222,7
Impôts présumés <sup>1,2</sup>	2 366,9	2 303,5	2 240,5	2 177,1	2 113,5	2 049,8	1 985,9	1 922,6	1 861,1	1 802,7
<b>Revenus annuels requis</b>	<b>20 249,6</b>	<b>20 229,6</b>	<b>20 073,3</b>	<b>19 791,2</b>	<b>20 033,3</b>	<b>19 526,5</b>	<b>19 395,0</b>	<b>19 147,8</b>	<b>18 810,5</b>	<b>18 405,6</b>
<b>Revenu annuel requis uniforme</b>	<b>19 699,0</b> <sup>3</sup>									

13 <sup>(1)</sup> Calcul des impôts présumés :  $\left[ \frac{(\text{Base de tarification} \times \% \text{ d'équité} \times \text{Rendement sur équité}) \times \text{Taux d'impôt}}{1 - \text{Taux d'impôt}} \right] + [\text{Revenus d'intérêt} \times \text{Taux d'impôt}]$

14 <sup>(2)</sup> Taux d'impôt de 26,9 %

15 <sup>(3)</sup> L'actualisation de ce montant à titre de revenu annuel requis uniforme correspond à la valeur actuelle nette des revenus annuels requis (ligne 10).

## Question :

**13.3** Veuillez effectuer le même exercice qu'à la question précédente, mais en prenant pour hypothèse que les tarifs d'emmagasinage seraient établis pour une période de 15 ans.

\* \* \* \* \*

*Please perform the same exercise as in the previous question but based on the hypothesis that storage rates would be established for a 15-year period. [Translation by Intragaz]*

## Réponse :

L'hypothèse d'une durée de vie de 50 ans au lieu de 40 ans pour les quatre catégories décrites au préambule a pour effet de réduire la dépense d'amortissement de 556,9 k\$ par année. Cela fait aussi en sorte que la base de tarification diminuera moins rapidement et qu'elle sera en moyenne de près de 3.96 M\$ plus élevée par année sur une période de 15 ans.

Le fait de maintenir la valeur moyenne de la base de tarification à un niveau plus élevé a un effet à la hausse sur le rendement annuel sur la base de tarification et sur l'impôt présumé. Le tableau ci-après montre les différents effets de ce changement d'hypothèse.

La dette a été échelonnée sur 15 ans avec des hypothèses de remboursement permettant le maintien d'un ratio d'endettement de 50 %. Intragaz n'a pas validé ces hypothèses auprès des prêteurs.

1  
2  
3

**Établissement du revenu requis  
Pour la période de 2013 à 2027  
Sites combinés (000 \$)**

(1) 4 Description	(2) 2013	(3) 2014	(4) 2015	(5) 2016	(6) 2017	(7) 2018	(8) 2019	(9) 2020	(10) 2021	(11) 2022	2023	2024	2025	2026	2027
5 <b>Revenus requis</b>															
6 Dépenses d'exploitation	5 136,1	5 478,6	5 624,9	5 645,0	6 190,1	5 999,3	6 184,1	6 304,7	6 384,8	6 286,0	6 731,7	6 893,2	7 058,7	7 228,3	7 402,1
7 Amortissement	3 187,6	3 141,5	3 153,5	3 167,2	3 181,7	3 183,9	3 186,3	3 134,3	3 023,8	3 008,8	3 010,1	2 938,9	2 859,3	2 866,9	2 879,4
8 Rendement sur la base de tarification	9 404,6	9 163,5	8 923,9	8 683,3	8 441,3	8 198,8	7 955,9	7 715,3	7 481,8	7 275,1	7 062,8	6 836,3	6 616,3	6 399,6	6 187,9
9 Impôts présumés <sup>1,2</sup>	2 344,8	2 284,7	2 224,9	2 164,8	2 104,5	2 043,9	1 983,3	1 923,3	1 865,0	1 813,3	1 762,8	1 706,1	1 651,0	1 596,7	1 543,7
10 <b>Revenus annuels requis</b>	<b>20 073,1</b>	<b>20 068,3</b>	<b>19 927,2</b>	<b>19 660,3</b>	<b>19 917,6</b>	<b>19 425,9</b>	<b>19 309,6</b>	<b>19 077,6</b>	<b>18 755,4</b>	<b>18 383,2</b>	<b>18 567,4</b>	<b>18 374,5</b>	<b>18 185,3</b>	<b>18 091,5</b>	<b>18 013,1</b>
11 <b>Revenu annuel requis uniforme</b>	<b>19 310,3<sup>3</sup></b>														

13 <sup>(1)</sup> Calcul des impôts présumés : 
$$\left[ \frac{(\text{Base de tarification} \times \% \text{ d'équité} \times \text{Rendement sur équité}) \times \text{Taux d'impôt}}{1 - \text{Taux d'impôt}} \right] + [\text{Revenus d'intérêt} \times \text{Taux d'impôt}]$$

14 <sup>(2)</sup> Taux d'impôt de 26,9 %

15 <sup>(3)</sup> L'actualisation de ce montant à titre de revenu annuel requis uniforme correspond à la valeur actuelle nette des revenus annuels requis (ligne 10).

16 Nouvelles hypothèses

17 La dette et les frais reliés à la dette sont échelonnés sur 15 ans

18 Les remboursements annuels de dette sont de 5 M\$/an pendant 10 ans et 4 M\$/an pendant 5 ans avec un ballon de 10 M\$ à la fin.

19 Les frais reliés à la cause tarifaire sont échelonnés sur 15 ans

**RÉPONSE D'INTRAGAZ À UNE DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS**

**Origine :** Demande de renseignements n° 1

**Date :** 25 octobre 2012

**Demandeur :** Régie de l'énergie

---

- 14. Référence :**
- (i) Pièce B-0011, Intragaz-1, document 7, page III-4 ;
  - (ii) Pièce B-0011, Intragaz-1, document 7, page II-13.

**Préambule :**

(i) Le tableau « Schedule 2 » de la pièce citée en référence indique, pour la catégorie « Wells », une variance de près de 1,8 M\$ ou 13,42 %.

(ii) « *A number of Canadian regulators have determined that an accumulated depreciation variance of +/- 5% is reasonable, and that no corrective action is required when variances are within this range of tolerance. As indicated in Schedule 2, at page III-4 of this report, five accounts would fall outside of this widely accepted range of tolerance. However, as also indicated in Schedule 2 the overall variance is less than 5.00%. Therefore Gannett Fleming recommends that no corrective action be taken at this time. However, the accumulated depreciation adequacy should continue to be monitored to ensure that the overall variance remains within the commonly accepted tolerance levels.* »

**Question :**

**14.1** Veuillez élaborer sur la façon selon laquelle l'expert propose d'effectuer le suivi: « *the accumulated depreciation adequacy should continue to be monitored to ensure that the overall variance remains within the commonly accepted tolerance levels* ».

\*\*\*\*\*

*Please elaborate on how the expert proposes to carry out the monitoring: "the accumulated depreciation adequacy should continue to be monitored to ensure that the overall variance remains within the commonly accepted tolerance levels". [Translation by Intragaz]*

**Réponse :**

Gannett Fleming recommends that a test of the accumulated depreciation reserve adequacy be conducted periodically as part of a depreciation study. Given the size and mature nature of the Intragaz facilities, Gannett Fleming considers that depreciation studies should be conducted when the company makes its next General Rate Application. In this manner, any adjustments arising from the depreciation study can be incorporated into the revenue requirement. However, Gannett Fleming notes that in the

circumstances of large capital additions or retirements to the facilities in service, a test of the adequacy of the accumulated depreciation account should be undertaken within a short period following increased investment or retirement activity. It is Gannett Fleming's understanding that there are no such programs anticipated at this time.

**Question :**

- 14.2** Pour la catégorie « Wells », l'écart entre l'amortissement cumulé aux livres et l'amortissement théorique est de 13,42 %. Cet écart est supérieur au taux de 5 % qui serait jugé acceptable selon l'expert. Veuillez indiquer quelles seraient les actions correctives qui pourraient être apportées à la catégorie « Wells » afin de remédier à cette situation de sur-dépréciation dès à présent, en prenant en considération que la durée de vie résiduelle est de près de 30 ans pour cette catégorie d'actif.

\* \* \* \* \*

*For the "Wells" category, the disparity between the accumulated depreciation on the books and the theoretical depreciation is 13.42%. This disparity is greater than the rate of 5% that would be considered acceptable according to the expert. Please indicate what corrective actions could be taken with respect to the "Wells" category in order to rectify this situation of over-depreciation as of now, taking into account that the remaining life is almost 30 years for this asset category. [Translation by Intragaz]*

**Réponse :**

As indicated at page I-4 of the Gannett Fleming depreciation study the calculated (or theoretical) accumulated depreciation balances were determined through the use of the straight line equal life group procedure. This calculated (or theoretical) accumulated depreciation was used only for a test of the reasonableness and adequacy of the actual accumulated depreciation balances (see response to Régie IR 10.3). A description of the calculations used in the equal life group procedure is provided in response to information request Regie 10.1. As indicated in the response to information request 10.1, the depreciation accrual rates applied to more recent vintages is higher than the depreciation accrual rates applied to older vintages. In contrast, the company has depreciated its plant on an average service life – whole life basis using a depreciation rate calculated by dividing 100% by the average service life estimate. As such, Intragaz uses the same depreciation accrual rate for all installation vintages of investment.

In the circumstances of Account 146.01 – Wells most of the investment has been installed over the last 10 year period. As indicated at page III-9 of the Gannett Fleming study, the annual accrual rates (column 3) applied to each vintage are all higher than the accrual rate used by Intragaz (which is based on dividing 100% by the 40-year average life estimate resulting in a 2.5% depreciation rate).

Gannett Fleming notes that as some of the early investment begins to age, the theoretical accumulated depreciation requirement will be more in line with the actual rates used by Intragaz. Additionally, Gannett Fleming notes that the overall (inclusive of all accounts) accumulated depreciation variance is less than 5%. As such, at this time, Gannett Fleming has not recommended any specific corrective action to be taken on any specific account, given that the overall variance is within the tolerance limits and further given that the calculations were made as a test of reasonableness.

**Question :**

**14.3** Veuillez fournir l'écart en dollars et en pourcentage, en prenant pour hypothèse une durée de vie de 50 ans pour la catégorie « Wells ».

\*\*\*\*\*

*Please provide the disparity in dollars and percentage, assuming a service life of 50 years for the "Wells" category. [Translation by Intragaz]*

**Réponse :**

Gannett Fleming has determined the calculated accumulated depreciation requirement to be \$10,759,449 as at October 31, 2011 when the Iowa 50-R4 is used. When compared to the \$15,197,650 of actual booked depreciation the use of a 50 year life results in a \$4,438,201 (41.24%) accumulated depreciation variance.

Gannett Fleming wishes to make the following observations:

1. It is not recommending the increase in service life of account 146.01 – Wells
2. The calculated accumulated depreciation was used only for a test of the reasonableness and adequacy of the actual accumulated depreciation balances

**RÉPONSE D'INTRAGAZ À UNE DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS**

**Origine :** Demande de renseignements n° 1

**Date :** 25 octobre 2012

**Demandeur :** Régie de l'énergie

- 
- 15. Référence :**
- (i) Pièce B-0008, Intragaz-1, document 5, page 25 ;
  - (ii) Bonbright, Danielsens Kamerschen, Principles of Public Utility Rates, Public Utilities Reports, Inc. (Arlington, Virginia: 1988), p. 219;
  - (ii) Pièce B-0012, Intragaz-1, document 8, Annexe 2, page 14.

**Préambule :**

(i) « It is clear that the Intragaz facilities are used and useful in serving the public because Gaz Metro relies on these facilities. » [Nous soulignons]

(ii) « The service one renders to society in the gas business is measured by what he gets out of the ground, not by what he puts into it, and there is little more relation between the investment and the results than a game of poker. » [Nous soulignons]

(iii) Intragaz fait état de divers scénarios alternatifs aux sites d'entreposage d'Intragaz, dont l'option 3 qui présente des prix inférieurs au tarif proposé par Intragaz.

\*\*\*\*\*

(iii) *Intragaz provides various alternative scenarios to its storage sites, including option 3 which presents prices lower than the rate proposed by Intragaz. [Translation by Intragaz]*

**Question :**

**15.1** Veuillez expliquer votre affirmation à la référence (i), en tenant compte des références (ii) et (iii).

\*\*\*\*\*

*Please explain your assertion in reference (i), taking into account references (ii) and (iii). [Translation by Intragaz]*

**Réponse :**

The quote in item (i) of the preamble truncates the sentence by omitting "...because Gaz Métro relies on these facilities, in conjunction with its own LNG facility, as its only in franchise source of supply security." Thus, the conclusion of that sentence is based in part on the use of Intragaz as an in-franchise storage facility. The conclusion is also



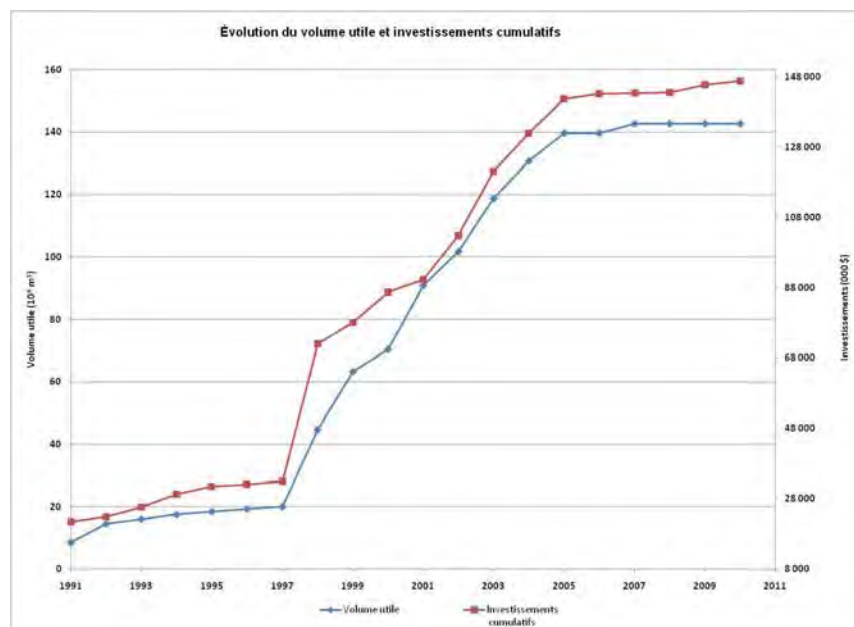
based on the usefulness study referenced in the same paragraph of Dr. Gaske's testimony.

This citation from the book *Principles of Public Utility Rates* can be found in chapter 11 entitled « The Rate Base : Cost or Value », and more specifically in a section entitled "Fair Value Rate Base" which essentially presents a critique of the fair value principle of rate regulation which has gradually vanished since the Hope case in 1944. The citation stems from a dissenting opinion in the Hope case. This dissenting opinion pertains to gas production and is not relevant to the Intragaz situation. It is important to put the citation in reference (ii) into proper perspective. The language quoted in the preamble is immediately preceded by the following quote:

*The prudent investment theory (he wrote) has relative merits in fixing rates for a utility which creates its service merely by its investment. The amount and quality of service rendered by the usual utility will, at least roughly, be measured by the amount of capital it puts into the enterprise. But it has no rational application where there is no such relationship between the investment and capacity to serve...*

The cited text makes it clear that there is a distinction between investment in gas production, where the output is unrelated to the amount of the investment, and regulated activities where investment and productivity are linked. Thus, the quote in item (ii) of the preamble does not apply to Intragaz for at least two reasons:

- 1) Intragaz' activity is storage and not production. Dr. Gaske's understanding is that gas production is not regulated by the Régie while storage is.
- 2) Intragaz' service levels have a direct correlation with investments. The following graph, which was filed by Intragaz in its R-3753-2011 (Intragaz-1, Document 1, page 6, Graph 1) application, clearly shows an almost perfect correlation between the amount of working gas (which corresponds to the amount of available storage space) and investments.



With regard to preamble item (iii) the fact that some alternatives to Intragaz' services could be less expensive at certain points in time does not allow one to conclude that Intragaz' assets are not useful. Indeed, the circumstances for Intragaz are much more complex than simply the price of alternatives. In particular, Gaz Métro, like any other LDC, will favor a portfolio approach in establishing its gas supply and load balancing resources. It is widely recognized that a portfolio approach provides the overall best approach to achieving the objectives of security of supply in a cost effective manner. By definition, a diversified portfolio will include options that offer different characteristics including price. Please see response to Régie 16.2.

In addition, the mere existence of lower-priced alternatives does not justify disallowance of the costs of used and useful assets by a regulator. For example, even if there are less expensive alternatives to either electricity or gas, one would not conclude that we should consider assets of Hydro-Québec or Gaz Métro to be useless or imprudent. The same logic should apply to Intragaz.

***Remarque d'Intragaz:***

En plus des commentaires du Dr Gaske exprimés ci-haut, nous croyons que la DDR 15.1, référence (iii), semble déborder du cadre de l'article 49 (1) de la Loi sur la Régie de l'énergie qui fait référence à des actifs "... utiles pour l'exploitation... » (le souligné est de nous). La Loi fait ainsi référence à l'utilité « physique » des actifs pour offrir le service qui fait l'objet de fixation du tarif.

**RÉPONSE D'INTRAGAZ À UNE DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS**

**Origine :** Demande de renseignements n° 1

**Date :** 25 octobre 2012

**Demandeur :** Régie de l'énergie

- 
- 16. Référence :**
- (i) Pièce B-0009, Intragaz-1, document 6;
  - (ii) Bonbright, Danielsens Kamerschen, *Principles of Public Utility Rates*, Public Utilities Reports, Inc. (Arlington, Virginia:1988), p.223.

**Préambule :**

(i) L'expert mentionne à la page 26 de son rapport ce qui suit: « *The fact that an asset is used does not make it automatically useful. However, the first step towards determining usefulness is often linked to the fact that the asset is used. The opposite is also true; an asset not currently being used does not make it automatically useless.* »

(ii) « *Prudent investment is the original historical cost minus any fraudulent, unwise, or extravagant outlays that should not be a burden on ratepayers.* » [Nous soulignons]

**Question :**

**16.1** En faisant abstraction que des actifs puissent ne pas être « utilisés », selon l'opinion de l'expert, quels autres exemples pourraient nous amener à une conclusion que des actifs seraient jugés « inutiles » (référence (i)), ou « unwise » (référence (ii)). Veuillez élaborer.

\*\*\*\*\*

*In addition to the expert's opinion that assets may not to be "used", please provide other examples that could lead us to conclude that assets would be considered "useless" (reference (i)), or "unwise" (reference (ii)). Please elaborate. [Translation by Intragaz]*

**Réponse :**

Cette demande fait référence à la preuve de GRB et Sproule (Intragaz-1, Document 6) dont le mandat était de donner une opinion sur l'utilité physique des actifs existant d'Intragaz pour offrir son service de stockage, tel que prévu à la Loi sur la Régie de l'énergie (la « Loi »). En effet, selon l'article 49 (1) de la Loi, la Régie doit, notamment, tenir compte de « ... la juste valeur des actifs qu'elle estime prudemment acquis et utiles pour l'exploitation... » (le souligné est de nous) afin d'établir la base de tarification de l'entité réglementée.

De plus, M. Huitema (de GRB) et M. Sorensen (de Sproule) sont des experts dans leur domaine d'activités mais ne sont pas des experts en réglementation économique.

La demande de renseignements 16 fait aussi référence au principe de prudence. Par contre, le mandat de GRB et Sproule couvrait uniquement l'utilité des actifs, et non le caractère prudemment acquis de ceux-ci.

Dans ce contexte, les demandes de renseignements 16.1 et 16.2 débordent à la fois du cadre du mandat et des champs de compétences de ces témoins experts.

Dans ce contexte, nous avons demandé au Dr Gaske, qui est un expert en réglementation, de fournir des exemples de situations, autres que lorsqu'un actif n'est pas utilisé, où des actifs pourraient être considérés « inutiles » ou « unwise ».

Voici la réponse du Dr Gaske.

It is somewhat unusual for a Commission to find that an asset is used, but not useful. These findings generally occur in extreme cases. For example, there were several cases in the early 1980's when electric utilities constructed large generating units that created substantial excess generating capacity on their system. Although the generating plants were in service and operating, several state Commissions excluded from the utilities' rate bases some or all of the costs associated with the excess capacity. Examples where this occurred include the following:

<b>State</b>	<b>Utility</b>	<b>Decision Date</b>	<b>Docket No.</b>
Iowa	Iowa-Illinois Gas & Electric Co.	2/9/1982	RPU-81-5
Missouri	Kansas City Power & Light Co.	1980	ER-80-48
North Dakota	Montana-Dakota Utilities Co.	1981	10,194
Pennsylvania	Pennsylvania Power & Light Co.	8/19/1983	R-822169

There also may be occasions when an asset is used, useful but considered unwise. These also would be exceptional cases because there is a general presumption that a utility investment is prudent unless proven otherwise. See the responses to Régie 15.1 and 16.2. Examples where an investment might be disallowed as unwise may include items such as corporate jets.

Intragaz tient finalement à souligner que la détermination du caractère utile et prudemment acquis des actifs doit se faire à la lumière de la Loi et des principes dégagés par la jurisprudence et en tenant compte des faits propres à chaque cas soumis à la Régie.

**Question :**

**16.2** Veuillez commenter l'affirmation suivante: Une alternative constituée d'une réservation ferme d'une capacité offrant un service équivalent à un coût moindre pourrait faire en sorte qu'un actif d'Intragaz, bien qu'utilisé, pourrait être considéré partiellement ou complètement « inutile », ou « unwise ».

\*\*\*\*\*

*Please comment on the following assertion: An alternative consisting of a firm reservation of a capacity that offers an equivalent service at a lower cost could have the effect that an Intragaz asset, although used, is considered partially or completely “useless” or “unwise”. [Translation by Intragaz]*

**Réponse :**

If a regulator is setting the rates for service, those rates must be sufficient to recover all prudently incurred costs of assets used and useful in providing service. As discussed in Dr. Gaske’s Prepared Direct Testimony (Document B-0015, Intragaz-1, Document 5) at page 24, the test of prudence is applied based on what was known at the time the investment was made. Thus, an asset does not become imprudent or “unwise” merely because lower cost alternatives are identified after the investment is made. Similarly, an asset does not become useless merely because a competitive alternative exists. So long as rates are just and reasonable and customers choose to use the service, a regulated company is entitled to charge rates that recover its costs. That principle applies regardless of the hypothetical existence of a lower cost alternative.

Please see the response to Régie 15.1 which discusses the usefulness of the Intragaz assets. With respect to whether development of assets is “unwise”, please see Dr. Gaske’s Prepared Direct Testimony (Document B-0015, Intragaz-1, Document 5) at pages 20-21, which discuss the active efforts of the Régie to attract investors to develop storage in Québec, and pages 24-25, which discuss the Régie’s presumption that Intragaz’ investments were prudent.

**RÉPONSE D'INTRAGAZ À UNE DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS**

**Origine :** Demande de renseignements n° 1

**Date :** 25 octobre 2012

**Demandeur :** Régie de l'énergie

---

**17. Référence :** (i) Pièce B-0009, pages 5 et 9.

**Préambule :**

À la page 5 de la référence, la Régie note, pour le site de Pointe-du-Lac, une capacité d'emmagasinage de 22,7 millions de m<sup>3</sup>, un taux de soutirage maximal de 1,2 millions de m<sup>3</sup>/jour et un taux d'injection maximal de 2,4 millions de m<sup>3</sup>/jour. La Régie note également que le volume de gaz du réservoir peut être cyclé 3,5 fois par an.

Pour le site de Saint-Flavien, à la page 9 de la référence, la Régie note une capacité d'emmagasinage de 120 millions de m<sup>3</sup>, un taux de soutirage maximal de 1,92 millions de m<sup>3</sup>/jour et un taux d'injection maximal de 0,9 millions de m<sup>3</sup>/jour.

**Question :**

**17.1** Veuillez expliquer, pour le site de Pointe-du-Lac, pourquoi la capacité de cyclage retenue par l'expert est limitée à 3,5 fois par an.

**Réponse :**

Même si la question fait référence au rapport des témoins experts Huitema et Sorensen, Intragaz a choisi d'y répondre car elle est la source de l'information faisant l'objet de la question. En effet, les experts n'émettent pas d'opinion dans leur rapport sur la capacité de cyclage des sites d'Intragaz mais en font simplement un descriptif qui sert de mise en contexte. Il ne s'agit donc pas d'une « capacité de cyclage retenue par l'expert » [le souligné est de nous] au sens où elle aurait été validée par l'expert, mais bien d'un résumé des informations fournies par Intragaz qui sert d'introduction au rapport.

Le cyclage fait référence au nombre de fois par année que le volume utile peut être injecté et retiré. Il est fonction de la porosité et perméabilité du réservoir ainsi que de la capacité des installations du site en question. La grande porosité et perméabilité du réservoir de Pointe-du-Lac, combinées aux installations en place, permettent un cyclage du volume utile d'environ 3,5 fois.

**Question :**

**17.2** Veuillez expliquer, pour le site de Saint-Flavien, s'il y a une possibilité de cycler; sinon veuillez expliquer.

**Réponse :**

À cause de sa plus faible porosité et perméabilité, le réservoir du site de Saint-Flavien requiert environ 200 jours pour le remplir lorsque vide. Par conséquent, il n'est possible de cycler le volume utile qu'une seule fois par année.

**RÉPONSE D'INTRAGAZ À UNE DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS**

**Origine :** Demande de renseignements n° 1

**Date :** 25 octobre 2012

**Demandeur :** Régie de l'énergie

---

**18. Référence :** Pièce B-0009, pages 29 et 30.

**Préambule :**

**« 5.5 UNDERGROUND STORAGE, WELLS AND COMPLETIONS (WORK-OVER)**

**5.5.1 POINTE-DU-LAC**

*More than 4 years of geological, geophysical and reservoir modeling was required to confirm and establish the feasibility of the Pointe-du-Lac project. These studies have been useful and updated throughout the years. Without this information, it would have been impossible to carry out the project and it would be impossible to maintain and operate the underground storage. »*

[...]

**« 5.5.2 SAINT-FLAVIEN**

*More than five (5) years of geological, geophysical and reservoir modeling was required to confirm and establish the feasibility of the St-Flavien project. These studies have been useful and have been updated throughout the years. Without this information, it would have been impossible to carry out the project and it would be impossible to maintain and operate the underground storage. »*

**Question :**

**18.1** Veuillez indiquer si, de l'avis de l'expert, 4 ou 5 ans de modélisation auraient été requis pour le développement de sites opérant dans un contexte plus concurrentiel. Veuillez notamment fournir, dans votre réponse, des exemples concrets de sites comparables.

\*\*\*\*\*

*Please indicate whether, in the expert's opinion, 4 or 5 years of modelling would have been required to develop sites operating in a more competitive context. In your response, please provide concrete examples of comparable sites. [Translation by Intragaz]*

**Réponse :**

Modeling has been an ongoing process in every active gas storage project that I am familiar with. Usually, the geological work was already underway by the time I became involved in the projects, so I cannot address how much time had already been devoted to that phase. However, the geological interpretations are normally updated several



times in the life of a project as new wells are drilled or as new seismic data are acquired. Year to year the amount of time devoted to modeling tends to decrease as the reservoirs become better understood.

Examples (not a complete list):

- AECO gas storage projects: Reservoir models were maintained by a consulting firm from 1988 to 2004 and then were brought in-house. The operator (AEC/EnCana, then Niska) has always had a full time geologist devoted to the storage reservoirs.
- McLeod gas storage projects (Alberta Hub): Reservoir models have been maintained throughout the life of the projects. The geological interpretations have been updated a number of times.
- Cross-Alta Gas Storage: Reservoir models maintained regularly from about 1999 to 2009. Geology updated two or three times in this period.
- Aitken Creek: Regular reservoir modeling from about 1995 to 2005. At least two geological updates.

**RÉPONSE D'INTRAGAZ À UNE DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS**

**Origine :** Demande de renseignements n° 1

**Date :** 25 octobre 2012

**Demandeur :** Régie de l'énergie

---

**19. Référence :** (i) Pièce B-0009, pages 37 à 39;  
(ii) Pièce B-0006, pages 20 et 30.

**Préambule :**

À la référence (i), l'expert d'Intragaz indique que certaines portions des équipements examinés ne peuvent être considérées comme utiles.

À la référence (ii), Intragaz détaille ses actifs au 1<sup>er</sup> janvier 2013 sur les sites de Pointe-du-Lac et de Saint-Flavien.

\*\*\*\*\*

*In reference (i), Intragaz' expert notes that certain portions of equipment that has been examined cannot be considered as useful.*

*In reference (ii), Intragaz presents a detailed list of its assets at the Pointe-du-Lac and Saint-Flavien sites for 1 January 2013. [Translation by Intragaz]*

**Question :**

**19.1** Veuillez indiquer si les actifs détaillés à la référence (ii) incluent les équipements non utiles de la référence (i). Si oui, veuillez élaborer.

\*\*\*\*\*

*Please indicate whether the list of assets presented in reference (ii) includes non-useful equipment from reference (i). If so, please elaborate. [Translation by Intragaz]*

**Réponse :**

Non. Les actifs détaillés à la référence ii) dont l'utilité n'a pu être supportée dans le rapport de GRB Engineering concernaient des actifs du site de Saint-Flavien et ont été déduits de l'annexe 6.1.1 de la pièce Intragaz-1, document 3, page 30, ligne 33.

**Question :**

19.2 Veuillez quantifier la valeur des équipements non utiles listés à la référence (i).

\* \* \* \* \*

*Please quantify the value of non-useful equipment listed in the reference. [Translation by Intragaz]*

**Réponse :**

La valeur des équipements dont l'utilité n'a pu être supportée par GRB Engineering se retrouve à l'annexe 6.1.1 de la pièce Intragaz-1, document 3, page 30, ligne 33. Leur valeur est établie à 132 200 \$.

**RÉPONSE D'INTRAGAZ À UNE DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS**

**Origine :** Demande de renseignements n° 1

**Date :** 25 octobre 2012

**Demandeur :** Régie de l'énergie

---

**20. Référence :** Pièce B-0005, Intragaz-1, document 2.

**Préambule :**

Les états financiers d'Intragaz.

**Question :**

**20.1** Veuillez déposer les états financiers d'Intragaz de 2011.

**Réponse :**

Voir les états financiers joints.

**Intragaz, Société en commandite**  
**États financiers**  
**aux 31 décembre 2011 et 2010**

Rapport de l'auditeur indépendant	2 - 3
États financiers	
Résultats	4
Capital	5
Flux de trésorerie	6
Bilans	7
Notes complémentaires	8 - 15



# Raymond Chabot Grant Thornton

## Rapport de l'auditeur indépendant

Aux associés de  
Intragaz, Société en commandite

**Raymond Chabot Grant Thornton**  
S E N C R L  
Bureau 400  
5700, rue J.-B.-Michaud  
Lévis (Québec) G6V 0B1

Téléphone : 418 835-3965  
Télécopieur : 418 835-3975  
[www.rcgt.com](http://www.rcgt.com)

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de Intragaz, Société en commandite, qui comprennent les bilans aux 31 décembre 2011 et 2010 et au 1er janvier 2010 et les états des résultats, du capital et des flux de trésorerie pour les exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

### Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour les entreprises à capital fermé, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

### Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus, dans le cadre de nos audits, sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

### **Opinion**

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Intragaz, Société en commandite aux 31 décembre 2011 et 2010 et au 1er janvier 2010 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour les exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010, conformément aux Normes comptables canadiennes pour les entreprises à capital fermé.

*Raymond Chabot Brant Thornton S.E.N.C.R.L.*<sup>1</sup>

Lévis  
Le 30 mars 2012

---

<sup>1</sup> Comptable agréé auditeur permis n° 18585

## Intragaz, Société en commandite

### Résultats

pour les exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010

	<u>2011-12-31</u>	<u>2010-12-31</u>
	\$	\$
<b>Chiffre d'affaires</b>		
Entreposage	22 702 475	23 155 022
Produits nets de placements - Placements au coût après amortissement		
Intérêts	<u>97 519</u>	<u>30 462</u>
	<u>22 799 994</u>	23 185 484
Frais directs	<u>3 072 212</u>	<u>2 950 217</u>
<b>Bénéfice brut</b>	<u>19 727 782</u>	<u>20 235 267</u>
Frais d'exploitation		
Recharges du commandité et honoraires professionnels	1 681 216	1 866 120
Frais bancaires	73 397	81 788
Intérêts sur la dette à long terme	1 854 395	2 475 252
Perte sur la radiation d'immobilisations corporelles	22 715	
Amortissement des immobilisations corporelles	<u>3 412 330</u>	<u>3 427 387</u>
	<u>7 044 053</u>	<u>7 850 547</u>
<b>Bénéfice net</b>	<u>12 683 729</u>	<u>12 384 720</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.



## Intragaz, Société en commandite Capital

pour les exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010

				2011-12-31	2010-12-31
	Intragaz inc.	Intragaz Holding, s.e.c	Société en commandite Gaz Métro	Total	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au début	6 924	60 960 502	15 242 422	76 209 848	67 105 508
Bénéfice net	1 420	10 145 854	2 536 455	12 683 729	12 384 720
	8 344	71 106 356	17 778 877	88 893 577	79 490 228
Distribution aux associés	80	568 001	142 000	710 081	3 280 380
Solde à la fin	8 264	70 538 355	17 636 877	88 183 496	76 209 848

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## Intragaz, Société en commandite

### Flux de trésorerie

pour les exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010

	<u>2011-12-31</u>	<u>2010-12-31</u>
	\$	\$
<b>ACTIVITÉS D'EXPLOITATION</b>		
Bénéfice net	12 683 729	12 384 720
Éléments hors caisse		
Amortissement des immobilisations corporelles	3 412 330	3 427 387
Amortissement des frais de financement reportés	60 151	76 417
Perte sur la radiation d'immobilisations corporelles	22 715	
Perte sur la radiation de projets en cours		47 961
Pièces de rechange disponible à long terme consommées		14 649
Variation nette d'éléments du fonds de roulement (note 4)	<u>639 519</u>	<u>(305 899)</u>
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	<u>16 818 444</u>	<u>15 645 235</u>
<b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>		
Dépôts à terme et trésorerie réservée	(5 632 335)	(1 600 000)
Encaissement d'avances à Intragaz Exploration, Société en commandite		350 429
Immobilisations corporelles	<u>(1 553 741)</u>	<u>(1 078 643)</u>
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	<u>(7 186 076)</u>	<u>(2 328 214)</u>
<b>ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>		
Remboursements d'emprunts	(9 000 000)	(10 000 000)
Distribution aux associés	<u>(710 081)</u>	<u>(3 280 380)</u>
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	<u>(9 710 081)</u>	<u>(13 280 380)</u>
<b>Augmentation (diminution) nette de la trésorerie</b>	<b>(77 713)</b>	<b>36 641</b>
Trésorerie au début	<u>391 334</u>	<u>354 693</u>
Trésorerie à la fin	<u>313 621</u>	<u>391 334</u>

Au cours de l'exercice, la société a acquis pour 55 538 \$ en immobilisations corporelles qui sont incluses dans les comptes fournisseurs et autres dettes d'exploitation au 31 décembre 2011 (4 811 \$ au 31 décembre 2010).

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

# Intragaz, Société en commandite

## Bilans

aux 31 décembre 2011 et 2010 et au 1er janvier 2010

	<u>2011-12-31</u>	<u>2010-12-31</u>	<u>2010-01-01</u>
	\$	\$	\$
<b>ACTIF</b>			
Court terme			
Trésorerie	313 621	391 334	354 693
Dépôts à terme, 0,6 % et 1,01 % (1 % au 31 décembre 2010 et 0,25 % au 1er janvier 2010), échéant en janvier 2012	9 150 000	3 100 000	4 900 000
Comptes clients et autres créances (note 5)	2 242 680	2 169 315	2 449 712
Fournitures d'entretien et de réparations	476 044	469 963	467 160
Frais payés d'avance	240 838	260 303	271 631
	<u>12 423 183</u>	<u>6 390 915</u>	<u>8 443 196</u>
Long terme			
Immobilisations corporelles (note 6)	105 223 084	107 053 661	109 519 819
Dépôt à terme et trésorerie réservée (note 7)	2 982 335	3 400 000	
Écart d'acquisition	2 530 598	2 530 598	2 530 598
	<u>123 159 200</u>	<u>119 375 174</u>	<u>120 493 613</u>
<b>PASSIF</b>			
Court terme			
Comptes fournisseurs et autres dettes d'exploitation (note 8)	1 055 481	1 323 394	1 622 590
Produits reportés	1 018 140		
Tranche échéant à moins de un an de la dette à long terme (note 9)	9 436 000	7 380 000	11 411 000
	<u>11 509 621</u>	<u>8 703 394</u>	<u>13 033 590</u>
Long terme			
Dettes à long terme (note 9)	23 466 083	34 461 932	40 354 515
	<u>34 975 704</u>	<u>43 165 326</u>	<u>53 388 105</u>
<b>AVOIR DES ASSOCIÉS</b>			
Capital	88 183 496	76 209 848	67 105 508
	<u>123 159 200</u>	<u>119 375 174</u>	<u>120 493 613</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Approuvés,

Intragaz inc.

Intragaz Holding, s.e.c.

Société en commandite Gaz  
Métro

# **Intragaz, Société en commandite**

## **Notes complémentaires**

aux 31 décembre 2011 et 2010 et au 1er janvier 2010

---

### **1 - STATUTS ET NATURE DES ACTIVITÉS**

La société en commandite, constituée en vertu des Lois de la province de Québec, exploite deux réservoirs souterrains de gaz naturel pour le compte de son unique client, Société en commandite Gaz Métro.

Pour le réservoir situé sur le site de Saint-Flavien, un contrat de service est valide pour une période de 15 ans à compter de la date de mise en service, soit le 20 avril 1998, et est renouvelable selon certaines conditions pour une période additionnelle de 15 ans.

Pour le réservoir situé sur le site de Pointe-du-Lac, les services sont fournis selon les mêmes conditions qui prévalaient au contrat de service échu le 30 avril 2011. Lorsque les tarifs finaux seront connus lors de la décision de la Régie de l'Énergie, un nouveau contrat de service sera établi.

Ces contrats stipulent que les revenus générés par le service d'entreposage sont fonction de quatre tarifs reliés au volume utile, à la livraison de pointe ainsi qu'aux volumes soutirés et injectés. Les tarifs pour le volume utile et la livraison de pointe sont fixes et représentent plus de 98 % des revenus totaux. De plus, le client s'est engagé à acquérir une capacité additionnelle développée en ce qui a trait au volume utile (Saint-Flavien) et possède un droit de premier refus (Pointe-du-Lac et Saint-Flavien) sur d'éventuelles capacités additionnelles en livraison de pointe et de volume utile.

Les associés sont Intragaz inc., l'associé commandité, Société en commandite Gaz Métro et Intragaz Holding, Société en commandite. La société en commandite sera dissoute au plus tard en 2050.

### **2 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES**

#### **États financiers**

Les états financiers ne tiennent compte que de l'actif, du passif, des revenus et des dépenses propres à l'exploitation de la société en commandite. L'état des résultats exclut les impôts sur les bénéfices des associés dans la détermination du bénéfice net de la société en commandite.

#### **Base de présentation**

Les états financiers de la société sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour les entreprises à capital fermé.

#### **Estimations comptables**

Pour dresser des états financiers, la direction de la société doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction de la société possède des événements en cours et sur les mesures qu'elle pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

## **Intragaz, Société en commandite**

### **Notes complémentaires**

aux 31 décembre 2011 et 2010 et au 1er janvier 2010

---

#### **2 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)**

##### **Actifs et passifs financiers**

###### *Évaluation initiale*

Lors de l'évaluation initiale, les actifs et les passifs financiers de la société provenant d'opérations conclues dans des conditions de concurrence normale sont évalués à la juste valeur qui est, dans le cas des actifs financiers ou des passifs financiers qui ne seront pas évalués ultérieurement à la juste valeur, majorée ou diminuée du montant des commissions et des coûts de transaction afférents. Les autres actifs et passifs financiers de la société provenant d'opérations entre apparentés sont évalués conformément aux recommandations du chapitre 3840, « Opérations entre apparentés ».

###### *Évaluation ultérieure*

À chaque date de clôture, les actifs et les passifs financiers de la société sont évalués au coût après amortissement (incluant toute dépréciation dans le cas des actifs financiers).

Les coûts de transaction relatifs aux actifs et passifs financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée de l'instrument financier correspondant. L'amortissement des coûts de transaction relatifs à la dette à long terme est constaté à l'état des résultats à titre de frais d'intérêts.

En ce qui a trait aux actifs financiers (ou groupes d'actifs financiers semblables) évalués au coût après amortissement, à chaque date de fin d'exercice, la société détermine s'il existe des indications d'une possible dépréciation. Dans l'affirmative et si la société détermine qu'il y a eu, au cours de l'exercice, un changement défavorable important dans le calendrier ou le montant prévu des flux de trésorerie futurs d'un actif financier (ou groupe d'actifs financiers), une réduction est alors comptabilisée à l'état des résultats à titre de moins-value. La reprise d'une moins-value comptabilisée antérieurement sur un actif financier évalué au coût après amortissement est comptabilisée aux résultats au cours de l'exercice où la reprise a lieu.

##### **Constataion des produits**

Les produits provenant de l'entreposage de gaz naturel sont constatés lorsque le service est rendu. De plus, le prix de vente doit être fixé et mesurable et le recouvrement raisonnablement assuré.

Les revenus d'intérêts sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice lorsqu'ils sont gagnés.

## Intragaz, Société en commandite

### Notes complémentaires

aux 31 décembre 2011 et 2010 et au 1er janvier 2010

#### 2 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

##### Immobilisations corporelles

###### *Amortissements*

Les immobilisations corporelles sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire et les périodes qui suivent :

	<u>Périodes</u>
Servitudes, aménagements, réservoirs souterrains, conduite de gaz, puits, mécanique et bâtiments	40 ans
Équipements lourds et pièces de rechange disponibles à long terme	20 à 30 ans
Installations électroniques	10 à 20 ans
Matériel roulant, outillage et mobilier	5 à 10 ans
Équipement informatique	5 ans

Les projets en cours, constitués de travaux techniques pour des raccordements de puits, feront l'objet d'un amortissement lors de leur mise en service.

###### *Dépréciation*

Les immobilisations corporelles sont soumises à un test de recouvrabilité lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. La valeur comptable d'un actif à long terme n'est pas recouvrable si elle excède le total des flux de trésorerie non actualisés qui résulteront vraisemblablement de l'utilisation et de la sortie éventuelle de l'actif. Dans un tel cas, une perte de valeur doit être constatée et correspond à l'excédent de la valeur comptable de l'actif à long terme sur sa juste valeur.

##### Frais de financement reportés

Les frais de financement reportés sont amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif et présentés à l'encontre de la dette à long terme.

##### Écart d'acquisition

L'écart d'acquisition représente l'excédent du coût d'acquisition d'une entreprise sur le montant net des valeurs attribuées aux éléments de l'actif acquis et du passif pris en charge. L'écart d'acquisition n'est pas amorti. Il est soumis à un test de dépréciation lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que la valeur comptable de l'unité d'exploitation à laquelle est rattaché l'écart d'acquisition pourrait excéder sa juste valeur. Lorsque la valeur comptable d'une unité d'exploitation excède sa juste valeur, une perte de valeur d'un montant égal à l'excédent doit être comptabilisée à l'égard de cet écart d'acquisition.

## **Intragaz, Société en commandite**

### **Notes complémentaires**

aux 31 décembre 2011 et 2010 et au 1er janvier 2010

---

#### **3 - APPLICATION INITIALE DES NORMES COMPTABLES CANADIENNES POUR LES ENTREPRISES À CAPITAL FERMÉ**

Les présents états financiers sont les premiers états financiers de la société établis selon les Normes comptables canadiennes pour les entreprises à capital fermé (ci-après les « nouvelles normes comptables »). La date de transition aux nouvelles normes comptables est le 1er janvier 2010.

Les méthodes comptables présentées à la note 2, découlant de l'application des nouvelles normes comptables, ont été utilisées pour la préparation des états financiers de l'exercice terminé le 31 décembre 2011, des données financières comparatives et du bilan d'ouverture à la date de transition.

#### **Exemptions relatives à l'application initiale**

Le chapitre 1500, « Application initiale des normes », contient des exemptions à l'application rétrospective complète dont la société peut se prévaloir au moment de la transition. La société a appliqué les exemptions facultatives suivantes :

##### *Regroupements d'entreprises*

La société a décidé de ne pas appliquer rétrospectivement le chapitre 1582, « Regroupements d'entreprises », aux regroupements d'entreprises qui se sont produits avant la date de transition;

##### *Opérations entre apparentés*

La société a décidé de ne pas retraiter les actifs et les passifs liés à des opérations entre apparentés antérieures à la date de transition aux nouvelles normes comptables.

#### **Incidence de la transition sur le capital au 1er janvier 2010**

L'incidence de la transition aux nouvelles normes comptables sur le capital de la société à la date de transition, soit le 1er janvier 2010, est négligeable.

#### **Rapprochement du bénéfice net au 31 décembre 2010**

Le bénéfice net au 31 décembre 2010 établi selon les nouvelles normes comptables correspond approximativement à celui établi selon le référentiel comptable antérieur.

#### **État des flux de trésorerie**

Les normes comptables relatives aux flux de trésorerie présentées dans le nouveau référentiel comptable sont semblables à celles présentées dans le référentiel comptable antérieur. Aucun ajustement important n'a été apporté aux flux de trésorerie de la société. Le seul changement effectué dans les états financiers de la société provient du retrait, dans le nouveau référentiel comptable, de l'obligation de divulguer le montant des intérêts versés.

## Intragaz, Société en commandite

### Notes complémentaires

aux 31 décembre 2011 et 2010 et au 1er janvier 2010

#### 4 - INFORMATIONS SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

La variation nette d'éléments du fonds de roulement se détaille comme suit :

	<u>2011-12-31</u>	<u>2010-12-31</u>
	\$	\$
Comptes clients et autres créances	(73 365)	(70 032)
Fournitures d'entretien et réparations	(6 081)	(2 803)
Frais payés d'avance	19 465	11 328
Comptes fournisseurs et autres dettes d'exploitation	(318 640)	(244 392)
Produits reportés	<u>1 018 140</u>	<u>          </u>
	<u>639 519</u>	<u>(305 899)</u>

#### 5 - COMPTES CLIENTS ET AUTRES CRÉANCES

	<u>2011-12-31</u>	<u>2010-12-31</u>	<u>2010-01-01</u>
	\$	\$	\$
Comptes clients			
Société en commandite Gaz Métro	2 231 381	2 157 846	2 098 299
Intragaz inc., l'associé commandité		764	310
Autres	312		674
Intérêts courus	10 987	10 705	
Avance à Intragaz Exploration, Société en commandite, sans intérêt			350 429
	<u>2 242 680</u>	<u>2 169 315</u>	<u>2 449 712</u>

#### 6 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	<u>2011-12-31</u>		<u>2010-12-31</u>	<u>2010-01-01</u>
	Coût	Amortis- sement cumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
	\$	\$	\$	\$
Terrains et gaz coussin	16 980 366		16 980 366	16 980 366
Servitudes et aménagements	3 710 688	1 435 811	2 274 877	2 458 375
Réservoir souterrains	8 571 897	3 258 204	5 313 693	5 742 290
Puits et mécanique	78 733 325	20 415 225	58 318 100	59 083 460
Bâtiments et aménagements	4 061 592	1 695 920	2 365 672	2 562 791
Équipements lourds	19 196 640	8 412 766	10 783 874	11 428 830
Matériel roulant, outillage et mobilier	647 273	597 396	49 877	49 648
Équipement informatique	699 659	688 538	11 121	15 054
Conduite de gaz	11 905 149	4 041 793	7 863 356	8 008 720
Installations électroniques	2 553 567	1 637 294	916 273	766 718
Pièces de rechange disponibles à long terme	395 892	50 017	345 875	349 649
Projets en cours				9 900
	<u>147 456 048</u>	<u>42 232 964</u>	<u>105 223 084</u>	<u>107 053 661</u>
				<u>47 961</u>
				<u>109 519 819</u>



## Intragaz, Société en commandite

### Notes complémentaires

aux 31 décembre 2011 et 2010 et au 1er janvier 2010

#### 7 - DÉPÔT À TERME ET TRÉSORERIE RÉSERVÉE

Le dépôt à terme, dont le solde au 31 décembre 2011 est de 2 900 000 \$ (3 400 000 \$ au 31 décembre 2010) porte intérêt à 1,70 %, vient à échéance en octobre 2012 et est donné en garantie de la dette à long terme en vertu de la convention de crédit. Cette convention exige que le montant du dépôt à terme soit égal à 25 % des versements en capital et intérêts de l'exercice précédent. L'excédent constitue la trésorerie réservée.

#### 8 - COMPTES FOURNISSEURS ET AUTRES DETTES D'EXPLOITATION

	<u>2011-12-31</u>	<u>2010-12-31</u>	<u>2010-01-01</u>
	\$	\$	\$
Comptes fournisseurs et charges à payer			
Société en commandite Gaz Métro	66 633	154 899	175 269
Intragaz inc., l'associé commandité	197 048	281 357	416 728
Intragaz Exploration, Société en commandite			54 180
Autres	228 238	185 857	137 629
Salaires et charges sociales à payer	78 125	75 586	84 325
Taxes à la consommation à payer	239 064	212 603	158 217
Intérêts à payer	246 373	413 092	596 242
	<u>1 055 481</u>	<u>1 323 394</u>	<u>1 622 590</u>

Les sommes à remettre à l'État (autres que les impôts sur les bénéfices) totalisent 259 909 \$ au 31 décembre 2011 (238 682 \$ au 31 décembre 2010 et 181 947 \$ au 1er janvier 2010).

#### 9 - DETTE À LONG TERME

	<u>2011-12-31</u>	<u>2010-12-31</u>	<u>2010-01-01</u>
	\$	\$	\$
Emprunt à terme présenté net des frais de financement non amortis au montant de 97 917 \$ (158 068 \$ au 31 décembre 2010 et 234 485 \$ au 1er janvier 2010), garanti par une hypothèque portant sur l'universalité des biens présents et futurs, taux variant de 2,438 % à 6,628 % (2,375 % à 6,628 % en 2010), exigible à l'échéance en septembre 2017 (a)	32 902 083	41 841 932	51 765 515
Tranche échéant à moins de un an	9 436 000	7 380 000	11 411 000
	<u>23 466 083</u>	<u>34 461 932</u>	<u>40 354 515</u>

Les versements sur la dette à long terme au cours des cinq prochains exercices s'élèvent à 9 436 000 \$ en 2012, à 11 384 000 \$ en 2013, à 5 000 000 \$ en 2014, à 4 000 000 \$ en 2015 et à 2 000 000 \$ en 2016.

## **Intragaz, Société en commandite**

### **Notes complémentaires**

aux 31 décembre 2011 et 2010 et au 1er janvier 2010

---

#### **9 - DETTE À LONG TERME (suite)**

- (a) La société a emprunté 52 000 000 \$ en vertu d'une convention de crédit. Depuis le 1er septembre 2007, la société ne peut plus emprunter en vertu de cette convention de crédit. Le montant maximal disponible est limité à la capacité de remboursement de la société qui est établie en fonction des prévisions des flux de trésorerie d'exploitation actualisés et de la valeur actualisée des fonds, nets des coûts d'extraction et de transport, pouvant être reçus lors de la vente du gaz coussin. Lorsque le solde de l'emprunt excède la capacité de remboursement de la société, l'excédent devient alors payable dans un délai de quatre-vingt-dix jours. En relation avec cette clause, les versements sur cet emprunt n'ont débuté qu'en 2009. En vertu de cette convention de crédit, la société doit respecter certaines clauses restrictives. Au 31 décembre 2011, celles-ci sont respectées.

#### **10 - AVANTAGES SOCIAUX FUTURS**

La société participe à un RÉER collectif garantissant le paiement d'une contribution égale à la contribution de base de l'employé jusqu'à un maximum de 6 % du salaire annuel brut. La charge nette de la société au titre de ce RÉER collectif s'élève à 42 167 \$ (37 195 \$ en 2010).

#### **11 - ENGAGEMENTS**

La société s'est engagée, auprès du ministère des Ressources naturelles et de la Faune pour une période de 20 ans jusqu'au 14 décembre 2017, tant qu'elle exploite le réservoir, à payer un loyer annuel établi selon le volume soutiré afin d'obtenir le droit d'exploiter le réservoir souterrain de Saint-Flavien. Le loyer annuel pour 2012 sera de 52 500 \$.

La société s'est également engagée, auprès du ministère des Ressources naturelles et de la Faune pour une période de 10 ans jusqu'au 30 juin 2020, tant qu'elle exploite le réservoir, à payer un loyer annuel établi selon le volume soutiré afin d'obtenir le droit d'exploiter le réservoir souterrain de Pointe-du-Lac. Le loyer annuel pour 2012 sera de 10 000 \$.

#### **12 - OPÉRATION CONCLUE AVEC UN APPARENTÉ**

Au cours de l'exercice, la société a payé des frais d'exploitation de 1 474 927 \$ (1 866 120 \$ en 2010) rechargés par Intragaz inc., l'associé commandité. Cette opération a été conclue dans le cours normal des activités et est mesurée à la valeur d'échange.

## Intragaz, Société en commandite

### Notes complémentaires

aux 31 décembre 2011 et 2010 et au 1er janvier 2010

#### 13 - INSTRUMENTS FINANCIERS

##### Risques financiers

Les principaux risques financiers auxquels la société est exposée sont détaillés ci-après.

##### *Risque de crédit*

La société est exposée au risque de crédit relativement aux actifs financiers comptabilisés aux bilans. La société a déterminé que les actifs financiers l'exposant davantage au risque de crédit sont la trésorerie, les dépôts à terme et les débiteurs.

Le risque de crédit relatif aux actifs financiers se limite à la valeur comptable aux bilans après déduction des provisions applicables pour les pertes. Le risque de crédit relatif à la trésorerie est considéré comme négligeable puisque la contrepartie est une institution financière réputée dont la notation externe de crédit est de bonne qualité. Le risque de crédit relatif aux dépôts à terme est aussi considéré comme négligeable.

##### *Risque de taux d'intérêt*

Les dépôts à terme et la dette à long terme portent intérêt à taux fixe et exposent donc la société au risque de variations de la juste valeur découlant des fluctuations des taux d'intérêt. La société estime que le risque de taux d'intérêt relatif aux dépôts à terme est limité compte tenu de leur échéance à court terme.

##### *Risque de liquidité*

Le risque de liquidité de la société est le risque qu'elle éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à ses passifs financiers. La société est donc exposée au risque de liquidité relativement à l'ensemble des passifs financiers comptabilisés aux bilans.

##### Valeur comptable des actifs financiers par catégorie

Les actifs financiers de la société, tels qu'ils sont présentés aux bilans, peuvent aussi être classés selon les catégories suivantes :

	<u>2011-12-31</u>	<u>2010-12-31</u>	<u>2010-01-01</u>
	\$	\$	\$
Actifs financiers évalués au coût après amortissement			
Trésorerie	395 956	391 334	354 693
Comptes clients et autres créances	2 242 680	2 169 315	2 449 712
Placements			
Dépôts à terme	12 050 000	6 500 000	4 900 000
	<u>14 688 636</u>	<u>9 060 649</u>	<u>7 704 405</u>

##### Passifs financiers garantis

Au 31 décembre 2011, la valeur comptable totale des passifs financiers qui sont garantis est de 33 060 151 \$.

**RÉPONSE D'INTRAGAZ À UNE DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS**

**Origine :** Demande de renseignements n° 1

**Date :** 25 octobre 2012

**Demandeur :** Régie de l'énergie

- 
- 21. Référence :** (i) Pièce B-0015, pages 28-30;  
(ii) Pièce B-0015, page 29.

**Préambule :**

- (i) « *NATURAL GAS STORAGE OPERATIONS AND RISKS* »
- (ii) « *Once operational, underground storage projects also face the danger of a loss of structural integrity which can lead to gas migration. In some cases, gas migration can be managed, either through the acquisition of expanded property rights or adjustments to compression, but in other cases migration can render the facility economically unviable.* »

**Question :**

- 21.1** En rapport avec la référence (i), veuillez fournir une évaluation qualitative et une évaluation quantitative de la contribution des principaux risques identifiés au risque global d'un site d'entreposage souterrain de gaz naturel?

\*\*\*\*\*

*In keeping with reference (i), please provide both a qualitative and a quantitative evaluation of how the main risks identified would contribute to the overall risk of an underground natural gas storage site. [Translation by Intragaz]*

**Réponse :**

Please see pages 27-30 of Dr. Gaske's Prepared Direct Testimony (Document B-0015, Intragaz-1, Document 5) which cite both the Régie and the FERC for the proposition that storage facilities have relatively high technological and operational risks. Although such risks cannot be precisely quantified, the evidence provides several examples of failed storage fields. Also see pages 20-21 of Gaske's Prepared Direct Testimony (Document B-0015, Intragaz-1, Document 5) which discusses the reluctance of the Régie to have Gaz Métro develop a storage field because of the high risk that consumers could be required to pay for a failed facility, and the demonstrated need for a significant rate of return premium in order to induce any developers to undertake the risks.

Many of the original technological and engineering risks have been successfully overcome and Intragaz now requires a return that is commensurate with the returns required for the proxy companies. Additional technological and engineering risks still

remain because successful storage fields have been known to later lose their holding capacity. Please see the response to Régie 21.2.

**Question :**

**21.2** En rapport avec la référence (ii), veuillez présenter l'évidence disponible quant à la fréquence de tels problèmes dans des sites qui ont déjà connu plus de 10 années d'exploitation fructueuse.

\*\*\*\*\*

*In keeping with reference (ii), please present the available evidence with regard to the frequency of such problems in sites that have already had 10 years of successful operations. [Translation by Intragaz]*

**Réponse :**

Structural integrity issues also are known to occur after a site has been operating for many years. In the example discussed on pages 29-30 of Dr. Gaske's evidence, the loss of structural integrity occurred after the Hester Storage Field had been operational for more than 10 years. Dr. Gaske has not undertaken a study of the frequency of such problems, but in his experience they are not uncommon in the storage industry.

**RÉPONSE D'INTRAGAZ À UNE DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS**

**Origine :** Demande de renseignements n° 1

**Date :** 25 octobre 2012

**Demandeur :** Régie de l'énergie

- 
- 22. Référence :**
- (i) Pièce B-0015, page 32;
  - (ii) Storage Holders as of October 1, 2012 (en annexe);
  - (iii) Pièce B-0015, page 69;
  - (iv) Pièce B-0015, page 34.

**Préambule :**

(i) « *The 10-year contract with Gaz Métro that Intragaz is proposing in this proceeding, in conjunction with a corresponding 10-year rate horizon, would help to mitigate risks. However, to the extent that its contract(s) with Gaz Métro has a term substantially less than the remaining depreciable life of the Intragaz facilities, Intragaz would retain significant risks.*» [Nous soulignons]

(ii) Union Gas Storage holders as of October 1, 2012.

(iii) « *If it obtains a contract of 10 or more years with Gaz Métro, Intragaz would have considerably greater business risk than the Canadian Utility proxy group because of its small size and the fact that its earnings are dependent on a single customer and market. In regard to financial risk, a deemed capital structure of 50 percent common equity for Intragaz would contain less leverage and financial risk than the Canadian Utility proxy companies.* »

(iv) « **Does Intragaz face any risks that are high relative to those of other pipeline or storage companies?**

A. Yes. The major risks for Intragaz relative to the proxy group that I describe in more detail later in my testimony include:

- 1) its reliance on a single customer, Gaz Métro;
- 2) contracts that are significantly shorter than the depreciable life of its assets; and,
- 3) its small size relative to the proxy companies.»

**Question :**

**22.1** La référence (ii) montre que la majorité des contrats d'entreposage signés par Union ont une durée de 1 à 5 ans alors que la requête d'Intragaz propose une durée de contrat de 10 ans tel que montré à la référence (i). Veuillez indiquer comment votre analyse a pris en compte la durée du contrat de 10 ans qui est significativement plus élevée que la pratique du marché d'entreposage au Canada.

\*\*\*\*\*

*Reference (ii) shows that the majority of storage contracts signed by Union are for 1 to 5 years while Intragaz' request proposes a contractual period of 10 years as noted in reference (i). Please show how your analysis has taken into account the contractual period of 10 years which is significantly higher than standard practice in the Canadian storage market. [Translation by Intragaz]*

**Réponse :**

Union's Dawn storage facility is one of the largest, most liquid gas hubs in North America. Because it has a very large number of potential customers, Union may have turnover in its mix of customers or their contract terms, but its location and role as a trading and transport hub makes it likely that it will be able to renew or replace contracts as they come due. In contrast, Intragaz has a single potential customer that could not be easily replaced. This lack of customer diversity means that investors would be far more reluctant to invest long-term capital in Intragaz without a commitment from its single customer.

See the response to IGUA 5.1. Also see pages 30-31 of Dr. Gaske's evidence which describes the Regie's conclusion that a traditional utility rate of return would be inadequate to attract capital to develop Intragaz's storage facilities.

**Question :**

**22.2** En rapport avec les références (iii) et (iv), veuillez expliquer en quoi signer un contrat de 10 ans pour la totalité de sa capacité d'entreposage avec l'entité réglementée Gaz Métro ayant une cote de crédit A aurait comme impact de laisser Intragaz avec un risque considérablement plus élevé que les groupes de références canadiens ou américains.

\* \* \* \* \*

*In keeping with references (iii) and (iv), please explain how signing a 10-year contract for its entire storage capacity with the regulated entity Gaz Métro which has an A credit rating would have the impact of leaving Intragaz with a risk that is considerably higher than other Canadian or American reference groups. [Translation by Intragaz]*

**Réponse :**

Lenders to Gaz Métro have a contract which commits Gaz Métro to fully repay 100 percent of the loan. That loan contract merits an A rating. In contrast, if Intragaz were to obtain a 10-year contract for storage service, it would have a commitment from Gaz Métro to pay for only 28 percent of its investment with a potential loss of the remaining investment thereafter. See the response to IGUAG 6.1. In addition, although Gaz Métro has been found to have greater risks than are typical for other Canadian utilities, its risk of losing all of its many customers, and virtually all of the value of its investment, is considerably less than the risk faced by Intragaz. Investors in Gaz Metro can rely on its franchise monopoly and the strong advantages of gas distribution in a large portion of its market as important factors that support an A credit rating. In contrast, the economics of gas storage are fundamentally different from the risks of gas distribution and Intragaz faces the possibility of a contract non-renewal that could virtually destroy the value of its

investment. Thus, Intragaz still retains significant risk with a 10-year contract. Please see the response to Régie 22.5.

The proxy companies generally are highly diversified with regard to types of operations and geographic markets. In addition, unlike Intragaz, none of the proxy companies is reliant upon a single customer that could decide to not renew its contract after 10 years. Please see pages 59-60 and 68-70 of Dr. Gaske's evidence. However, Dr. Gaske is not recommending a return considerably higher than other Canadian or American reference groups. Instead, the median rate of return for the Canadian proxy group is 11.78 percent and the median for the US proxy group is 11.26 percent. Thus, his recommendation is near the middle of the range for the proxy groups.

**Question :**

**22.3** En rapport avec la référence (iv), veuillez expliciter le risque associé à la faible taille d'Intragaz en regard de l'absence de compétition à laquelle elle fait face à l'intérieur du Québec pour des services similaires et en regard des besoins globaux d'entreposage de la franchise de Gaz Métro.

\* \* \* \* \*

*In keeping with reference (iv), please explain the risk associated with Intragaz' small size against the absence of competition it is facing within Québec for similar services and in relation to the overall storage needs of the Gaz Métro franchise. [Translation by Intragaz]*

**Réponse :**

The small size of Intragaz means that it could lose much of its revenues and virtually all of its income if one of its two storage sites were to experience an operational failure. All of the proxy companies derive revenue and income from a very large number of facilities. In addition, unlike Intragaz, the proxy companies have numerous customers.

The current position of Intragaz as the only storage provider in Quebec and the only in franchise storage provider undoubtedly has a unique value to Gaz Metro. However, the fact that Intragaz does not have a franchised monopoly on providing storage service to customers in Quebec, and the limited duration of a 10-year contract, means that the needs and/or options available to Gaz Metro can change such that Intragaz could be unable to obtain a contract renewal in 10 years. If there were no possibility that the contract would not be renewed, there would be no reason to limit the contract to a term that is less than remaining depreciable life of the Intragaz assets. Thus, the fact that Intragaz currently is the only storage provider in Quebec does not eliminate its risks.

**Question :**

**22.4** Veuillez expliquer comment le risque associé à Intragaz serait significativement plus grand que celui associé à Gaz Métro compte tenu que:

- le risque de développement du site d'entreposage est chose du passé et qu'il subsiste un risque opérationnel seulement;
- Gaz Métro est le seul client d'Intragaz



- Gaz Métro et Intragaz opèrent dans le même marché et sont tributaires des mêmes besoins et des mêmes clients ultimes.

\*\*\*\*\*

*Please explain how the risk associated with Intragaz would be significantly greater than the risk associated with Gaz Métro taking into account that:*

- *The risk of developing the storage site is no longer present, and there remains only an operational risk:*
- *Gaz Métro is Intragaz' only client*
- *Gaz Métro and Intragaz operate in the same market and are dependent on the same needs and the same end clients. [Translation by Intragaz]*

### Réponse :

Although the initial development risks have passed, Intragaz retains significant market and operational risks. See the responses to Régie 22.1, 22.2, 22.3 and 22.5.

Although Intragaz and Gaz Metro operate in essentially the same geographic market, the two companies provide different services and face fundamentally different markets for those different services. For example, if any of Gaz Metro's numerous customers wish to use natural gas, they have no alternative other than to use Gaz Metro's distribution service. On the other hand, Gaz Metro has several potential alternatives to the gas storage service that Intragaz provides and Intragaz must provide a valuable combination of cost and service reliability within Gaz Metro's supply portfolio in order to retain its only customer. Thus, the market for Intragaz's storage services is riskier and more uncertain than the market for Gaz Metro's distribution service.

### Question :

- 22.5** Dans l'hypothèse où le contrat d'Intragaz serait de 15 ans ou qu'Intragaz devrait procéder à un amortissement accéléré des actifs, veuillez commenter les impacts que ces mesures auraient sur le risque cité en référence (i).

\*\*\*\*\*

*In the event that Intragaz' contract would be signed for a period of 15 years or that Intragaz would have to proceed with an accelerated depreciation of assets, please comment on the impacts these measures would have on the risk mentioned in reference (i). [Translation by Intragaz]*

### Réponse :

If Intragaz were to obtain a contract that lasts for all of its remaining depreciable life, its market risks would be substantially reduced, but it would still have operational risks and the possibility of losses if it is unable to perform under its contract. A contract of this sort could be accomplished with either a 10-year contract with accelerated depreciation that recovers all costs within 10 years, or a longer term contract that matches the remaining depreciable life of the contract. In these circumstances, the risks of Intragaz would be only slightly higher than the risks of Gaz Métro, with greater operational risks associated with a longer cost recovery period.

A 15-year contract that leaves substantial portions of the investment unrecovered at the end of the contract would be slightly less risky than the 10-year contract that Intragaz is requesting and that forms the basis for the recommendation in this proceeding.

Thus, there would be a significant difference in the return required for a contract that recovers all of the remaining investment and one that leaves substantial investment unrecovered at the end of the contract. In all of these scenarios Intragaz would retain greater risk than its customer, Gaz Métro. See the responses to Régie 22.1, 22.2, 22.3 and 22.4.

**RÉPONSE D'INTRAGAZ À UNE DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS**

**Origine :** Demande de renseignements n° 1

**Date :** 25 octobre 2012

**Demandeur :** Régie de l'énergie

- 
- 23. Référence :** (i) Pièce B-0015, Intragaz-1, document 5, page 61;  
(ii) Pièce B-0015, Intragaz-1, document 5, page 63.

**Préambule :**

(i) « *One important factor will be growth in the overall economy. Schedule 1, pages 1 and 2, shows national economic growth rates. The Canadian Gross Domestic Product has grown at an average annual rate of 5.4 percent during the past 30 years, and at a rate of approximately 4.5 percent during the past decade. The U.S. nominal GDP has also grown at an average annual rate of 5.4 percent over the past 30 years and at a rate of approximately 3.9 percent over the last decade. It is reasonable to expect that long-term future growth in the economy generally will be comparable to past growth rates in the 3.9 – 5.4 percent range.* »

(ii) « *Please describe the growth rates used in your DCF analysis?*  
*A. My DCF analysis is based on a constant growth model that relies on analysts' forecasts of growth rates. This DCF analysis recognizes that the consensus of analysts' forecasts reflects the most important component of investors' growth rate expectations and it assumes that the analysts' forecasts incorporate all information required to estimate a long-term expected growth rate for a company. Financial research and empirical literature indicate that analyst forecasts are the best available estimates for future growth rates. I selected available earnings growth estimates from SNL Financial for each of the proxy companies. My growth rates may be found on Schedule 6.* »

**Question :**

- 23.1** Veuillez expliquer pourquoi les données historiques de croissance du PIB citées en référence (i) sont des estimateurs fiables de la croissance future qui reflètent les circonstances présentes dans l'économie.

\*\*\*\*\*

*Please explain why the historical data on GDP growth mentioned in reference (i) are reliable future growth estimates that reflect the current circumstances in the economy.  
[Translation by Intragaz]*

**Réponse :**

See pages 1-3 of Schedule 1 of Dr. Gaske's evidence. The nominal growth rates in both the U.S. and Canada have hovered near five percent during the past 30 years despite

short-term deviations above and below that level. A five percent historical growth rate is well within the range of 3.9 percent to 5.4 percent indicated in the testimony. Moreover, the U.S. Energy Information Administration published a forecast of nominal growth in the U.S. GDP of 4.4 percent during the period 2010-2035.  
See [http://www.eia.gov/forecasts/aeo/excel/aeotab\\_20.xlsx](http://www.eia.gov/forecasts/aeo/excel/aeotab_20.xlsx)

**Question :**

**23.2** Veuillez expliquer en détail la méthodologie établissant les taux de croissance produits par la société SNL Financial cités en référence (ii). Veuillez fournir les références, vos calculs et les ajustements que vous avez faits, le cas échéant.

\* \* \* \* \*

*Please explain in detail the methodology used by the company SNL Financial to set the growth rates mentioned in reference (ii). Where relevant, please provide the references, your calculations and the adjustments you have made, if any. [Translation by Intragaz]*

**Réponse :**

SNL Financial is a subscription service that collects, standardizes and disseminates all relevant corporate, financial, market and M&A data plus news and analysis for the following industries: banking, financial services, insurance, real estate, energy and media/communications. The long-term earnings growth rate estimates disseminated by SNL Financial are provided by FactSet Research Systems Inc. ("FactSet") and equal the median growth estimate from the independent equity analysts contributing to FactSet. Please see table below which contains a matrix of the analysts covering Dr. Gaske's Canadian and U.S. proxy group companies. Dr. Gaske did not perform any calculations or make any adjustments to the long-term earnings growth rates provided by SNL Financial.

	ANALYST COVERAGE									
	Canadian Utility Companies					U.S. Natural Gas Pipeline & Storage Companies				
	CU	EMA	ENB	FTS	TRP	BWP	SE	SEP	TCP	WPZ
BMO Capital Markets Corp.	X	X	X	X	X		X			
Canaccord Genuity Inc.		X	X	X	X					
CIBC World Markets Corp.		X	X	X	X					
Desjardins Securities Intl Inc.			X		X					
Deutsche Bank Securities Inc.			X		X	X	X	X	X	X
Janney Montgomery Scott LLC						X				
Ladenburg Thalmann & Co.						X			X	
Morningstar Inc.			X	X	X		X			X
National Bank Financial & Co.	X	X	X	X	X					
Oppenheimer & Co.						X				
Raymond James Financial Inc.						X		X		X
RBC Capital Markets	X	X	X	X	X	X		X		X
Scotia Capital Inc.	X	X	X	X	X		X			
Stifel Nicolaus & Co.										X
Tudor Pickering & Co. Securities										X
U.S. Capital Advisors LLC								X		X
UBS Investment Bank					X					
Wells Fargo Securities LLC						X		X		X
<b>No. of Analysts</b>	<b>4</b>	<b>6</b>	<b>9</b>	<b>7</b>	<b>10</b>	<b>7</b>	<b>4</b>	<b>5</b>	<b>2</b>	<b>8</b>

Source: SNL Financial

**Question :**

**23.3** À partir de votre échantillon de comparables, veuillez fournir les taux de croissance produits par la société SNL Financial depuis 2000 et les comparer aux taux réalisés annuellement. Veuillez fournir également les taux de croissance produits par la société SNL Financial depuis 2000 pour le segment entreposage uniquement pour votre échantillon de comparables et les comparer aux taux réalisés annuellement. Enfin, veuillez expliquer les changements méthodologiques de la société SNL Financial pendant cette période le cas échéant.

\* \* \* \* \*

*On the basis of your sample of comparable rates, please provide the growth rates produced by SNL Financial since 2000 and compare these rates to the actual annual rates. Please also provide the growth rates produced by SNL Financial since 2000 for the storage segment only for your sample of comparable rates and compare these rates to the actual annual rates. Finally, please explain SNL Financial's changes in methodology for this period if need be. [Translation by Intragaz]*

**Réponse :**

Dr. Gaske is unable to complete the analysis requested. SNL Financial does not provide access to long-term earnings growth rate estimates on a historical basis and SNL Financial did not start disseminating long-term growth rate estimates for Dr. Gaske's Canadian utility company proxy group until late 2011/early 2012.

**RÉPONSE D'INTRAGAZ À UNE DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS**

**Origine :** Demande de renseignements n° 1

**Date :** 25 octobre 2012

**Demandeur :** Régie de l'énergie

---

**24. Référence :** Pièce B-0015, Intragaz-1, document 5, schedule 7.

**Question :**

**24.1** Sur la même base de calcul que celle présentée à la référence, veuillez fournir le rendement requis par l'investisseur pour le marché canadien soit le S&P/TSE composite et pour le marché américain soit le S&P 500. Veuillez fournir vos références, déposer les données et vos calculs.

\*\*\*\*\*

*On the same basis of calculation as the one presented in the reference, please provide the return required by the investor for the Canadian market, i.e. the S&P/TSE composite, and for the American market, i.e. the S&P 500. Please provide your references and present your data and calculations. [Translation by Intragaz]*

**Réponse :**

On the same basis of calculation as the one presented in the reference, please provide the return required by the investor for the Canadian market, i.e. the S&P/TSE composite, and for the American market, i.e. the S&P 500. Please provide your references and present your data and calculations.

Please see the document entitled S&P500 at the end of this section. Using the Bloomberg Professional service, Dr. Gaske performed a DCF calculation on the S&P/TSX and the S&P 500 based on dividend yields and long-term growth rates as of October 31, 2012. The secondary market required ROE for the S&P/TSX is 11.71 percent, while the secondary market required ROE for the S&P 500 is 12.79 percent. Incorporating the flotation cost adjustment produces a required ROE of 12.18 percent for the S&P/TSX and 13.30 percent for the S&P 500. Please note that the dividend yields and growth rates for each company were weighted by their respective market capitalization in the S&P/TSX or S&P 500.

				<i>Secondary Market</i>		<i>Primary Market</i>
	Dividend Yield	Dividend Yield Times (1 + 0.50g)	Expected Growth Rate (g)	Investor Required Return	Flotation Cost Adjustment	Cost of Capital
S&P/TSX	2.99%	3.12%	8.59%	11.71%	1.040	12.18%
S&P 500	2.27%	2.39%	10.40%	12.79%	1.040	13.30%

S&P 500

Name	Ticker	Shares Outst'g	Price	Current Dividend Yield	BEst Long-Term Growth	Market Cap.	% of Total Market Cap.	Cap. Div. Yield	Cap. Weighted Long-Term Growth
3M Co	MMM	691,9	87,60	2,69	11,50	60 613,2	0,46%	0,01%	0,05%
Abbott Laboratories	ABT	1 569,3	65,52	3,11	10,04	102 822,8	0,79%	0,02%	0,08%
Abercrombie & Fitch Co	ANF	82,6	30,58	2,29	18,50	2 525,1	0,02%	0,00%	0,00%
Accenture PLC	ACN	750,5	67,41	2,40	12,50	50 590,1	0,39%	0,01%	0,05%
ACE Ltd	ACE	339,8	78,65	2,49	9,65	26 725,9	0,20%	0,01%	0,02%
Adobe Systems Inc	ADBE	495,1	34,00	n/a	11,40	16 831,9	0,13%	n/a	0,01%
ADT Corp/The	ADT	229,9	41,51	n/a	n/a	9 541,5	0,07%	n/a	n/a
Advanced Micro Devices Inc	AMD	707,6	2,05	n/a	4,50	1 450,5	0,01%	n/a	0,00%
AES Corp/VA	AES	748,0	10,45	1,53	8,50	7 816,6	0,06%	0,00%	0,01%
Aetna Inc	AET	334,5	43,70	1,60	10,50	14 617,7	0,11%	0,00%	0,01%
Aflac Inc	AFL	468,7	49,78	2,81	14,77	23 333,1	0,18%	0,01%	0,03%
Agilent Technologies Inc	A	348,4	35,99	1,11	10,52	12 540,5	0,10%	0,00%	0,01%
AGL Resources Inc	GAS	117,5	40,83	4,51	4,00	4 798,2	0,04%	0,00%	0,00%
Air Products & Chemicals Inc	APD	211,7	77,53	3,30	10,69	16 413,6	0,13%	0,00%	0,01%
Airgas Inc	ARG	77,0	88,97	1,80	12,46	6 854,4	0,05%	0,00%	0,01%
Akamai Technologies Inc	AKAM	177,3	37,99	n/a	14,50	6 735,9	0,05%	n/a	0,01%
Alcoa Inc	AA	1 067,2	8,57	1,40	10,00	9 145,9	0,07%	0,00%	0,01%
Alexion Pharmaceuticals Inc	ALXN	194,3	90,38	n/a	40,23	17 559,6	0,13%	n/a	0,05%
Allegheny Technologies Inc	ATI	107,2	26,35	2,73	15,00	2 824,7	0,02%	0,00%	0,00%
Allergan Inc/United States	AGN	301,0	89,92	0,22	13,61	27 063,0	0,21%	0,00%	0,03%
Allstate Corp/The	ALL	418,2	39,98	2,20	9,00	16 720,5	0,13%	0,00%	0,01%
Altera Corp	ALTR	320,6	30,48	1,31	7,75	9 771,1	0,07%	0,00%	0,01%
Altria Group Inc	MO	2 025,1	31,80	5,53	6,90	64 398,4	0,49%	0,03%	0,03%
Amazon.com Inc	AMZN	453,0	232,82	n/a	32,26	105 457,7	0,81%	n/a	0,26%
Ameren Corp	AEE	242,6	32,88	4,87	-4,00	7 977,8	0,06%	0,00%	0,00%
American Electric Power Co Inc	AEP	485,2	44,44	4,23	4,33	21 564,5	0,17%	0,01%	0,01%
American Express Co	AXP	1 119,1	55,97	1,43	9,68	62 633,9	0,48%	0,01%	0,05%
American International Group Inc	AIG	1 476,3	34,93	n/a	12,33	51 566,7	0,40%	n/a	0,05%
American Tower Corp	AMT	395,4	75,29	1,22	17,93	29 766,1	0,23%	0,00%	0,04%
Ameriprise Financial Inc	AMP	207,4	58,37	3,08	10,55	12 105,9	0,09%	0,00%	0,01%
AmerisourceBergen Corp	ABC	251,6	39,44	1,32	12,00	9 924,6	0,08%	0,00%	0,01%
Amgen Inc	AMGN	768,0	86,55	1,66	9,34	66 466,6	0,51%	0,01%	0,05%
Amphenol Corp	APH	161,0	60,13	0,70	18,50	9 680,1	0,07%	0,00%	0,01%
Anadarko Petroleum Corp	APC	499,8	68,81	0,52	7,60	34 388,4	0,26%	0,00%	0,02%
Analog Devices Inc	ADI	298,9	39,11	3,07	12,33	11 690,2	0,09%	0,00%	0,01%
Aon PLC	AON	318,7	53,95	1,17	8,33	17 192,1	0,13%	0,00%	0,01%
Apache Corp	APA	391,2	82,75	0,82	7,85	32 373,0	0,25%	0,00%	0,02%
Apartment Investment & Management Co	AIV	145,5	26,69	3,00	9,44	3 884,6	0,03%	0,00%	0,00%
Apollo Group Inc	APOL	111,9	20,08	n/a	9,80	2 247,6	0,02%	n/a	0,00%
Apple Inc	AAPL	940,7	595,10	1,78	21,27	559 805,8	4,29%	0,08%	0,91%
Applied Materials Inc	AMAT	1 237,5	10,60	3,40	8,67	13 117,4	0,10%	0,00%	0,01%
Archer-Daniels-Midland Co	ADM	658,6	26,84	2,61	10,00	17 677,5	0,14%	0,00%	0,01%
Assurant Inc	AIZ	78,7	37,81	2,22	11,00	2 975,9	0,02%	0,00%	0,00%
AT&T Inc	T	5 707,0	34,59	5,09	6,50	197 405,1	1,51%	0,08%	0,10%
Autodesk Inc	ADSK	226,9	31,84	n/a	16,20	7 224,5	0,06%	n/a	0,01%
Automatic Data Processing Inc	ADP	484,5	57,79	2,73	9,67	27 999,5	0,21%	0,01%	0,02%
AutoNation Inc	AN	121,8	44,40	n/a	20,48	5 406,3	0,04%	n/a	0,01%
AutoZone Inc	AZO	36,9	375,00	n/a	16,65	13 849,5	0,11%	n/a	0,02%
AvalonBay Communities Inc	AVB	96,9	135,56	2,86	10,14	13 137,1	0,10%	0,00%	0,01%
Avery Dennison Corp	AVY	101,5	32,38	3,34	7,00	3 285,4	0,03%	0,00%	0,00%
Avon Products Inc	AVP	432,1	15,49	5,94	-0,06	6 692,7	0,05%	0,00%	0,00%
Baker Hughes Inc	BHI	439,6	41,97	1,43	23,00	18 452,0	0,14%	0,00%	0,03%
Ball Corp	BLL	154,7	42,83	0,93	10,00	6 627,1	0,05%	0,00%	0,01%
Bank of America Corp	BAC	10 777,3	9,32	0,43	13,45	100 444,1	0,77%	0,00%	0,10%
Bank of New York Mellon Corp/The	BK	1 168,6	24,71	2,10	17,63	28 876,3	0,22%	0,00%	0,04%
Baxter International Inc	BAX	547,2	62,63	2,87	9,00	34 273,1	0,26%	0,01%	0,02%
BB&T Corp	BBT	699,5	28,95	2,76	6,50	20 251,7	0,16%	0,00%	0,01%
Beam Inc	BEAM	158,4	55,56	1,48	12,81	8 798,9	0,07%	0,00%	0,01%
Becton Dickinson and Co	BDX	199,6	75,68	2,38	7,40	15 102,3	0,12%	0,00%	0,01%
Bed Bath & Beyond Inc	BBBY	229,2	57,68	n/a	14,70	13 220,1	0,10%	n/a	0,01%
Bemis Co Inc	BMS	103,3	33,05	3,03	6,00	3 413,4	0,03%	0,00%	0,00%
Berkshire Hathaway Inc	BRK/B	1 086,4	86,35	n/a	n/a	93 809,0	0,72%	n/a	n/a
Best Buy Co Inc	BBY	336,7	15,21	4,47	5,08	5 120,7	0,04%	0,00%	0,00%
Big Lots Inc	BIG	59,6	29,13	n/a	11,45	1 735,1	0,01%	n/a	0,00%
Biogen Idec Inc	BIIB	236,6	138,22	n/a	15,83	32 702,4	0,25%	n/a	0,04%
BlackRock Inc	BLK	167,2	189,68	3,16	12,67	31 709,8	0,24%	0,01%	0,03%
BMC Software Inc	BMC	159,5	40,70	n/a	12,50	6 490,2	0,05%	n/a	0,01%
Boeing Co/The	BA	754,1	70,44	2,50	11,17	53 117,2	0,41%	0,01%	0,05%
BorgWarner Inc	BWA	117,0	65,82	n/a	19,55	7 703,4	0,06%	n/a	0,01%
Boston Properties Inc	BXP	150,9	106,30	2,07	5,78	16 036,0	0,12%	0,00%	0,01%
Boston Scientific Corp	BSX	1 372,9	5,14	n/a	9,57	7 056,6	0,05%	n/a	0,01%
Bristol-Myers Squibb Co	BMJ	1 650,7	33,25	4,09	7,18	54 885,4	0,42%	0,02%	0,03%
Broadcom Corp	BRCM	512,0	31,54	1,27	15,00	16 145,9	0,12%	0,00%	0,02%
Brown-Forman Corp	BF/B	128,9	64,06	1,46	12,50	8 254,5	0,06%	0,00%	0,01%
CA Inc	CA	459,3	22,52	4,44	10,00	10 343,1	0,08%	0,00%	0,01%
Cablevision Systems Corp	CVC	212,3	17,42	3,44	6,80	3 697,6	0,03%	0,00%	0,00%
Cabot Oil & Gas Corp	COG	210,2	46,98	0,17	n/a	9 877,2	0,08%	0,00%	n/a
Cameron International Corp	CAM	246,3	50,64	n/a	17,00	12 471,5	0,10%	n/a	0,02%
Campbell Soup Co	CPB	316,0	35,27	3,29	6,25	11 145,3	0,09%	0,00%	0,01%
Capital One Financial Corp	COF	581,3	60,17	0,33	9,72	34 976,8	0,27%	0,00%	0,03%
Cardinal Health Inc	CAH	341,1	41,13	2,67	10,50	14 028,8	0,11%	0,00%	0,01%



## S&amp;P 500

Name	Ticker	Shares Outst'g	Price	Current Dividend Yield	BEst Long- Term Growth	Market Cap.	% of Total Market Cap.	Cap. Weighted Div. Yield	Cap. Weighted Long- Term Growth
CareFusion Corp	CFN	221,9	26,56	n/a	9,84	5 894,1	0,05%	n/a	0,00%
CarMax Inc	KMX	228,8	33,75	n/a	12,79	7 722,4	0,06%	n/a	0,01%
Carnival Corp	CCL	594,5	37,88	2,64	15,00	22 519,1	0,17%	0,00%	0,03%
Caterpillar Inc	CAT	653,3	84,81	2,45	11,00	55 403,7	0,42%	0,01%	0,05%
CBRE Group Inc	CBG	328,2	18,02	n/a	13,33	5 914,5	0,05%	n/a	0,01%
CBS Corp	CBS	596,8	32,40	1,48	10,91	19 337,2	0,15%	0,00%	0,02%
Celgene Corp	CELG	423,0	73,32	n/a	23,73	31 013,4	0,24%	n/a	0,06%
CenterPoint Energy Inc	CNP	427,4	21,67	3,74	5,67	9 261,5	0,07%	0,00%	0,00%
CenturyLink Inc	CTL	622,7	38,38	7,56	2,56	23 897,3	0,18%	0,01%	0,00%
Cerner Corp	CERN	171,6	76,19	n/a	19,00	13 071,5	0,10%	n/a	0,02%
CF Industries Holdings Inc	CF	62,7	205,19	0,78	12,00	12 864,8	0,10%	0,00%	0,01%
CH Robinson Worldwide Inc	CHRW	161,5	60,33	2,19	14,80	9 741,8	0,07%	0,00%	0,01%
Charles Schwab Corp/The	SCHW	1 274,1	13,58	1,77	17,87	17 302,4	0,13%	0,00%	0,02%
Chesapeake Energy Corp	CHK	665,4	20,26	1,73	7,23	13 481,1	0,10%	0,00%	0,01%
Chevron Corp	CVX	1 962,1	110,21	3,27	-0,92	216 247,4	1,66%	0,05%	-0,02%
Chipotle Mexican Grill Inc	CMG	31,5	254,53	n/a	20,83	8 016,7	0,06%	n/a	0,01%
Chubb Corp/The	CB	261,9	76,98	2,13	7,44	20 161,1	0,15%	0,00%	0,01%
Cigna Corp	CI	288,4	51,00	0,08	10,56	14 706,5	0,11%	0,00%	0,01%
Cincinnati Financial Corp	CINF	162,7	39,84	4,09	5,00	6 481,4	0,05%	0,00%	0,00%
Cintas Corp	CTAS	124,9	41,81	1,53	11,17	5 222,2	0,04%	0,00%	0,00%
Cisco Systems Inc	CSCO	5 290,1	17,14	3,27	9,50	90 671,7	0,69%	0,02%	0,07%
Citigroup Inc	C	2 932,5	37,39	0,11	10,49	109 646,2	0,84%	0,00%	0,09%
Citrix Systems Inc	CTXS	187,0	61,81	n/a	15,71	11 556,3	0,09%	n/a	0,01%
Cliffs Natural Resources Inc	CLF	142,5	36,27	6,89	11,00	5 168,3	0,04%	0,00%	0,00%
Clorox Co/The	CLX	129,6	72,30	3,54	8,42	9 371,1	0,07%	0,00%	0,01%
CME Group Inc/IL	CME	332,3	55,93	3,22	14,73	18 586,2	0,14%	0,00%	0,02%
CMS Energy Corp	CMS	265,2	24,32	3,95	6,00	6 449,8	0,05%	0,00%	0,00%
Coach Inc	COH	283,9	56,05	2,14	12,71	15 912,3	0,12%	0,00%	0,02%
Coca-Cola Co/The	KO	4 485,2	37,18	2,74	7,49	166 758,3	1,28%	0,04%	0,10%
Coca-Cola Enterprises Inc	CCE	287,0	31,44	2,04	6,86	9 024,8	0,07%	0,00%	0,00%
Cognizant Technology Solutions Corp	CTSH	298,6	66,65	n/a	18,13	19 899,4	0,15%	n/a	0,03%
Colgate-Palmolive Co	CL	472,5	104,96	2,36	8,66	49 591,7	0,38%	0,01%	0,03%
Comcast Corp	CMCSA	2 118,9	37,51	1,73	14,34	79 480,2	0,61%	0,01%	0,09%
Comerica Inc	CMA	190,3	29,81	2,01	6,64	5 674,2	0,04%	0,00%	0,00%
Computer Sciences Corp	CSC	155,2	30,45	2,63	8,00	4 725,9	0,04%	0,00%	0,00%
ConAgra Foods Inc	CAG	407,5	27,84	3,59	6,67	11 345,7	0,09%	0,00%	0,01%
ConocoPhillips	COP	1 213,9	57,85	4,56	-0,49	70 223,8	0,54%	0,02%	0,00%
CONSOL Energy Inc	CNX	227,7	35,16	1,42	12,00	8 004,3	0,06%	0,00%	0,01%
Consolidated Edison Inc	ED	292,9	60,38	4,01	3,26	17 684,8	0,14%	0,01%	0,00%
Constellation Brands Inc	STZ	158,9	35,34	n/a	10,88	5 616,9	0,04%	n/a	0,00%
Cooper Industries PLC	CBE	161,5	74,94	1,12	14,25	12 102,0	0,09%	0,00%	0,01%
Corning Inc	GLW	1 477,8	11,75	3,06	12,00	17 364,6	0,13%	0,00%	0,02%
Costco Wholesale Corp	COST	432,4	98,43	1,12	13,27	42 563,5	0,33%	0,00%	0,04%
Coventry Health Care Inc	CVH	133,9	43,64	1,15	12,00	5 841,6	0,04%	0,00%	0,01%
Covidien PLC	COV	480,1	54,95	1,89	9,00	26 381,3	0,20%	0,00%	0,02%
CR Bard Inc	BCR	82,3	96,19	0,83	9,20	7 917,6	0,06%	0,00%	0,01%
Crown Castle International Corp	CCI	293,0	66,75	n/a	36,90	19 560,3	0,15%	n/a	0,06%
CSX Corp	CSX	1 031,4	20,47	2,74	15,00	21 112,3	0,16%	0,00%	0,02%
Cummins Inc	CMI	190,1	93,58	2,14	12,25	17 786,4	0,14%	0,00%	0,02%
CVS Caremark Corp	CVS	1 272,2	46,40	1,40	13,50	59 031,8	0,45%	0,01%	0,06%
DanaHER Corp	DHR	692,7	51,73	0,19	15,00	35 832,8	0,27%	0,00%	0,04%
Darden Restaurants Inc	DRI	128,6	52,62	3,80	12,46	6 767,3	0,05%	0,00%	0,01%
DaVita Inc	DVA	95,4	112,52	n/a	12,33	10 734,4	0,08%	n/a	0,01%
Dean Foods Co	DF	184,8	16,84	n/a	5,75	3 112,7	0,02%	n/a	0,00%
Deere & Co	DE	391,7	85,44	2,15	13,00	33 464,0	0,26%	0,01%	0,03%
Dell Inc	DELL	1 734,6	9,23	3,47	7,33	16 010,4	0,12%	0,00%	0,01%
Denbury Resources Inc	DNR	391,2	15,33	n/a	n/a	5 997,1	0,05%	n/a	n/a
DENTSPLY International Inc	XRAY	141,9	36,84	0,60	11,50	5 228,7	0,04%	0,00%	0,00%
Devon Energy Corp	DVN	404,5	58,21	1,37	6,10	23 545,9	0,18%	0,00%	0,01%
Diamond Offshore Drilling Inc	DO	139,0	69,24	5,05	18,00	9 626,4	0,07%	0,00%	0,01%
DIRECTV	DTV	627,9	51,11	n/a	19,20	32 089,6	0,25%	n/a	0,05%
Discover Financial Services	DFS	504,8	41,00	0,98	10,67	20 695,8	0,16%	0,00%	0,02%
Discovery Communications Inc	DISCA	145,8	59,02	n/a	21,90	8 607,9	0,07%	n/a	0,01%
Dollar Tree Inc	DLTR	230,3	39,87	n/a	17,10	9 183,1	0,07%	n/a	0,01%
Dominion Resources Inc/VA	D	574,6	52,78	4,00	4,85	30 327,9	0,23%	0,01%	0,01%
Dover Corp	DOV	179,0	58,22	2,40	14,67	10 422,0	0,08%	0,00%	0,01%
Dow Chemical Co/The	DOW	1 199,2	29,30	4,37	14,33	35 137,5	0,27%	0,01%	0,04%
DR Horton Inc	DHI	319,3	20,96	0,72	10,00	6 692,4	0,05%	0,00%	0,01%
Dr Pepper Snapple Group Inc	DPS	208,1	42,85	3,17	7,41	8 917,6	0,07%	0,00%	0,01%
DTE Energy Co	DTE	172,1	62,10	3,99	5,00	10 685,7	0,08%	0,00%	0,00%
Duke Energy Corp	DUK	703,9	65,69	4,66	4,40	46 241,5	0,35%	0,02%	0,02%
Dun & Bradstreet Corp/The	DNB	44,9	81,04	1,88	10,00	3 637,2	0,03%	0,00%	0,00%
E*TRADE Financial Corp	ETFC	286,1	8,36	n/a	26,00	2 391,4	0,02%	n/a	0,00%
Eastman Chemical Co	EMN	153,4	59,24	1,76	10,33	9 085,5	0,07%	0,00%	0,01%
Eaton Corp	ETN	337,6	47,22	3,22	10,25	15 941,5	0,12%	0,00%	0,01%
eBay Inc	EBAY	1 294,0	48,29	n/a	14,60	62 486,5	0,48%	n/a	0,07%
Ecobac Inc	ECL	292,9	69,60	1,15	14,75	20 386,4	0,16%	0,00%	0,02%
Edison International	EIX	325,8	46,94	2,77	0,98	15 293,6	0,12%	0,00%	0,00%
Edwards Lifesciences Corp	EW	115,7	86,83	n/a	17,25	10 047,4	0,08%	n/a	0,01%
El du Pont de Nemours & Co	DD	932,5	44,52	3,86	6,10	41 513,6	0,32%	0,01%	0,02%
Electronic Arts Inc	EA	318,4	12,35	n/a	16,55	3 932,2	0,03%	n/a	0,00%

S&P 500

Name	Ticker	Shares Outst'g	Price	Current Dividend Yield	BEst Long- Term Growth	Market Cap.	% of Total Market Cap.	Cap. Weighted Div. Yield	Cap. Weighted Long- Term Growth
Eli Lilly & Co	LLY	1 160,5	48,63	4,03	-0,23	56 432,8	0,43%	0,02%	0,00%
EMC Corp/MA	EMC	2 106,7	24,42	n/a	14,80	51 444,5	0,39%	n/a	0,06%
Emerson Electric Co	EMR	727,3	48,43	3,30	12,00	35 224,3	0,27%	0,01%	0,03%
Enesco PLC	ESV	232,0	57,82	2,59	18,00	13 413,7	0,10%	0,00%	0,02%
Entergy Corp	ETR	177,3	72,58	4,57	3,50	12 869,8	0,10%	0,00%	0,00%
EOG Resources Inc	EOG	270,0	116,49	0,58	10,64	31 455,0	0,24%	0,00%	0,03%
EQT Corp	EQT	149,6	60,63	1,45	30,00	9 071,0	0,07%	0,00%	0,02%
Equifax Inc	EFX	119,6	50,04	1,44	11,00	5 984,7	0,05%	0,00%	0,01%
Equity Residential	EQR	302,7	57,41	2,35	8,28	17 376,6	0,13%	0,00%	0,01%
Estee Lauder Cos Inc/The	EL	237,0	61,62	0,85	14,03	14 601,1	0,11%	0,00%	0,02%
Exelon Corp	EXC	853,6	35,78	5,87	-1,42	30 540,8	0,23%	0,01%	0,00%
Expedia Inc	EXPE	122,1	59,15	0,88	13,17	7 220,3	0,06%	0,00%	0,01%
Expeditors International of Washington Inc	EXPD	210,5	36,61	1,53	9,33	7 707,9	0,06%	0,00%	0,01%
Express Scripts Holding Co	ESRX	810,8	61,54	n/a	16,88	49 893,6	0,38%	n/a	0,06%
Exxon Mobil Corp	XOM	4 615,9	91,17	2,50	3,38	420 835,2	3,22%	0,08%	0,11%
F5 Networks Inc	FFIV	78,7	82,48	n/a	18,00	6 492,4	0,05%	n/a	0,01%
Family Dollar Stores Inc	FDO	115,4	65,96	1,27	14,10	7 612,0	0,06%	0,00%	0,01%
Fastenal Co	FAST	296,3	44,70	1,88	18,77	13 245,6	0,10%	0,00%	0,02%
Federated Investors Inc	FII	103,9	23,24	4,13	8,00	2 414,9	0,02%	0,00%	0,00%
FedEx Corp	FDX	314,1	91,99	0,61	10,74	28 893,1	0,22%	0,00%	0,02%
Fidelity National Information Services Inc	FIS	294,6	32,87	2,43	12,86	9 683,9	0,07%	0,00%	0,01%
Fifth Third Bancorp	FITB	897,5	14,53	2,75	2,78	13 040,2	0,10%	0,00%	0,00%
First Horizon National Corp	FHN	247,1	9,31	0,43	8,33	2 300,8	0,02%	0,00%	0,00%
First Solar Inc	FSLR	87,0	24,31	n/a	9,50	2 114,2	0,02%	n/a	0,00%
FirstEnergy Corp	FE	418,2	45,72	4,81	1,50	19 120,8	0,15%	0,01%	0,00%
Fiserv Inc	FISV	133,5	74,94	n/a	12,13	10 002,5	0,08%	n/a	0,01%
FLIR Systems Inc	FLIR	151,1	19,43	1,44	12,00	2 934,9	0,02%	0,00%	0,00%
Flowserve Corp	FLS	50,0	135,49	1,06	11,00	6 772,3	0,05%	0,00%	0,01%
Fluor Corp	FLR	167,0	55,85	1,15	13,43	9 325,2	0,07%	0,00%	0,01%
FMC Corp	FMC	137,4	53,52	0,67	11,38	7 353,3	0,06%	0,00%	0,01%
FMC Technologies Inc	FTI	237,7	40,90	n/a	15,33	9 723,2	0,07%	n/a	0,01%
Ford Motor Co	F	3 743,1	11,16	1,79	10,61	41 773,4	0,32%	0,01%	0,03%
Forest Laboratories Inc	FRX	265,7	33,71	n/a	14,16	8 956,5	0,07%	n/a	0,01%
Fossil Inc	FOSS	60,8	87,10	n/a	18,23	5 299,3	0,04%	n/a	0,01%
Franklin Resources Inc	BEN	212,6	127,80	0,85	12,67	27 170,7	0,21%	0,00%	0,03%
Freeport-McMoRan Copper & Gold Inc	FCX	949,2	38,88	3,22	n/a	36 906,8	0,28%	0,01%	n/a
Frontier Communications Corp	FTR	998,5	4,72	8,47	-10,01	4 713,0	0,04%	0,00%	0,00%
GameStop Corp	GME	123,4	22,83	4,38	9,27	2 817,9	0,02%	0,00%	0,00%
Gannett Co Inc	GCI	229,8	16,90	4,73	6,00	3 883,4	0,03%	0,00%	0,00%
Gap Inc/The	GPS	480,9	35,72	1,40	10,98	17 179,0	0,13%	0,00%	0,01%
General Dynamics Corp	GD	353,1	68,08	3,00	8,00	24 037,0	0,18%	0,01%	0,01%
General Electric Co	GE	10 558,8	21,06	3,23	10,33	222 369,3	1,70%	0,06%	0,18%
General Mills Inc	GIS	645,2	40,08	3,29	7,75	25 860,6	0,20%	0,01%	0,02%
Genuine Parts Co	GPC	155,1	62,58	3,16	8,32	9 706,2	0,07%	0,00%	0,01%
Genworth Financial Inc	GNW	491,6	5,96	n/a	5,00	2 930,1	0,02%	n/a	0,00%
Gilead Sciences Inc	GILD	756,6	67,16	n/a	19,98	50 811,1	0,39%	n/a	0,08%
Goldman Sachs Group Inc/The	GS	479,4	122,39	1,63	11,03	58 675,8	0,45%	0,01%	0,05%
Goodyear Tire & Rubber Co/The	GT	245,0	11,41	n/a	43,84	2 795,0	0,02%	n/a	0,01%
Google Inc	GOOG	262,0	679,77	n/a	14,55	178 080,7	1,36%	n/a	0,20%
H&R Block Inc	HRB	271,1	17,70	4,52	11,00	4 798,6	0,04%	0,00%	0,00%
Halliburton Co	HAL	928,0	32,29	1,11	20,50	29 964,7	0,23%	0,00%	0,05%
Harley-Davidson Inc	HOG	227,9	46,76	1,33	13,00	10 656,6	0,08%	0,00%	0,01%
Harman International Industries Inc	HAR	67,2	41,93	1,43	20,00	2 816,2	0,02%	0,00%	0,00%
Harris Corp	HRS	113,6	45,78	3,23	4,00	5 198,8	0,04%	0,00%	0,00%
Hartford Financial Services Group Inc	HIG	435,8	21,71	1,84	9,50	9 461,5	0,07%	0,00%	0,01%
Hasbro Inc	HAS	130,2	35,99	4,00	9,00	4 686,9	0,04%	0,00%	0,00%
HCP Inc	HCP	452,1	44,30	4,51	5,41	20 026,5	0,15%	0,01%	0,01%
Health Care REIT Inc	HCN	259,0	59,43	4,98	6,09	15 393,9	0,12%	0,01%	0,01%
Helmerich & Payne Inc	HP	105,7	47,80	0,59	n/a	5 052,1	0,04%	0,00%	n/a
Hershey Co/The	HSY	165,7	68,85	2,44	8,10	11 409,3	0,09%	0,00%	0,01%
Hess Corp	HES	341,5	52,26	0,77	3,80	17 847,4	0,14%	0,00%	0,01%
Hewlett-Packard Co	HPQ	1 966,2	13,85	3,81	3,50	27 231,3	0,21%	0,01%	0,01%
HJ Heinz Co	HNZ	320,2	57,51	3,58	7,33	18 416,6	0,14%	0,01%	0,01%
Home Depot Inc/The	HD	1 507,4	61,38	1,89	15,75	92 526,8	0,71%	0,01%	0,11%
Honeywell International Inc	HON	783,4	61,24	2,68	10,50	47 973,7	0,37%	0,01%	0,04%
Hormel Foods Corp	HRL	262,9	29,53	2,03	8,50	7 762,8	0,06%	0,00%	0,01%
Hospira Inc	HSP	165,1	30,69	n/a	1,53	5 067,3	0,04%	n/a	0,00%
Host Hotels & Resorts Inc	HST	724,8	14,46	2,21	9,97	10 479,9	0,08%	0,00%	0,01%
Hudson City Bancorp Inc	HCBK	528,2	8,49	3,77	-3,00	4 481,7	0,03%	0,00%	0,00%
Humana Inc	HUM	161,7	74,27	1,40	9,80	12 010,4	0,09%	0,00%	0,01%
Huntington Bancshares Inc/OH	HBAN	855,5	6,39	2,50	5,33	5 466,5	0,04%	0,00%	0,00%
Illinois Tool Works Inc	ITW	463,4	61,33	2,48	7,48	28 423,3	0,22%	0,01%	0,02%
Ingersoll-Rand PLC	IR	301,0	47,03	1,36	11,00	14 156,1	0,11%	0,00%	0,01%
Integrus Energy Group Inc	TEG	78,3	54,04	5,03	5,50	4 230,7	0,03%	0,00%	0,00%
Intel Corp	INTC	4 976,0	21,63	4,16	9,98	107 606,0	0,82%	0,03%	0,08%
IntercontinentalExchange Inc	ICE	72,8	131,00	n/a	13,50	9 531,8	0,07%	n/a	0,01%
International Business Machines Corp	IBM	1 129,9	194,53	1,75	9,50	219 805,7	1,68%	0,03%	0,16%
International Flavors & Fragrances Inc	IFF	81,5	64,62	2,10	3,00	5 265,0	0,04%	0,00%	0,00%
International Game Technology	IGT	267,1	12,84	1,87	13,00	3 429,6	0,03%	0,00%	0,00%
International Paper Co	IP	437,3	35,83	3,35	5,00	15 669,7	0,12%	0,00%	0,01%
Interpublic Group of Cos Inc/The	IPG	431,4	10,10	2,38	5,00	4 357,0	0,03%	0,00%	0,00%

## S&amp;P 500

Name	Ticker	Shares Outst'g	Price	Current Dividend Yield	BEst Long- Term Growth	Market Cap.	% of Total Market Cap.	Cap. Weighted Div. Yield	Cap. Weighted Long- Term Growth
Intuit Inc	INTU	295,4	59,42	1,14	13,71	17 550,9	0,13%	0,00%	0,02%
Intuitive Surgical Inc	ISRG	39,8	542,22	n/a	19,14	21 560,3	0,17%	n/a	0,03%
Invesco Ltd	IVZ	448,2	24,32	2,84	12,50	10 900,7	0,08%	0,00%	0,01%
Iron Mountain Inc	IRM	171,6	34,60	3,12	13,00	5 938,7	0,05%	0,00%	0,01%
Jabil Circuit Inc	JBL	205,6	17,34	1,85	12,00	3 564,4	0,03%	0,00%	0,00%
Jacobs Engineering Group Inc	JEC	129,7	38,59	n/a	13,23	5 006,7	0,04%	n/a	0,01%
JC Penney Co Inc	JCP	219,1	24,01	n/a	21,77	5 260,2	0,04%	n/a	0,01%
JDS Uniphase Corp	JDSU	229,8	9,69	n/a	n/a	2 226,8	0,02%	n/a	n/a
JM Smucker Co/The	SJM	109,5	85,64	2,43	7,50	9 373,6	0,07%	0,00%	0,01%
Johnson & Johnson	JNJ	2 757,0	70,82	3,45	6,51	195 253,6	1,50%	0,05%	0,10%
Johnson Controls Inc	JCI	683,9	25,75	2,80	12,00	17 610,7	0,13%	0,00%	0,02%
Joy Global Inc	JOY	105,9	62,45	1,12	16,80	6 612,1	0,05%	0,00%	0,01%
JPMorgan Chase & Co	JPM	3 799,6	41,68	2,88	7,25	158 367,3	1,21%	0,03%	0,09%
Juniper Networks Inc	JNPR	526,6	16,57	n/a	14,00	8 725,6	0,07%	n/a	0,01%
Kellogg Co	K	357,7	52,32	3,36	7,90	18 716,7	0,14%	0,00%	0,01%
KeyCorp	KEY	936,2	8,42	2,38	6,58	7 882,8	0,06%	0,00%	0,00%
Kimberly-Clark Corp	KMB	394,9	83,45	3,55	8,44	32 953,7	0,25%	0,01%	0,02%
Kimco Realty Corp	KIM	407,0	19,52	4,30	14,83	7 943,8	0,06%	0,00%	0,01%
Kinder Morgan Inc/Delaware	KMI	1 036,9	34,71	4,15	7,00	35 990,1	0,28%	0,01%	0,02%
KLA-Tencor Corp	KLAC	166,5	46,52	3,44	10,00	7 746,3	0,06%	0,00%	0,01%
Kohl's Corp	KSS	234,5	53,28	2,40	13,00	12 494,6	0,10%	0,00%	0,01%
Kraft Foods Group Inc	KRFT	592,0	45,48	n/a	6,00	26 924,2	0,21%	n/a	0,01%
Kroger Co/The	KR	527,6	25,22	2,38	8,91	13 305,8	0,10%	0,00%	0,01%
L-3 Communications Holdings Inc	LLL	96,6	73,80	2,71	1,67	7 125,7	0,05%	0,00%	0,00%
Laboratory Corp of America Holdings	LH	94,6	84,73	n/a	12,25	8 015,5	0,06%	n/a	0,01%
Lam Research Corp	LRCX	177,3	35,40	n/a	10,00	6 277,3	0,05%	n/a	0,00%
Legg Mason Inc	LM	135,1	25,48	1,73	13,00	3 441,3	0,03%	0,00%	0,00%
Leggett & Platt Inc	LEG	141,0	26,53	4,37	15,00	3 740,7	0,03%	0,00%	0,00%
Lennar Corp	LEN	159,6	37,47	0,43	8,00	5 979,5	0,05%	0,00%	0,00%
Leucadia National Corp	LUK	244,6	22,70	1,10	n/a	5 552,0	0,04%	0,00%	n/a
Life Technologies Corp	LIFE	175,3	48,91	n/a	8,98	8 573,7	0,07%	n/a	0,01%
Lincoln National Corp	LNC	279,2	24,79	1,29	4,10	6 920,7	0,05%	0,00%	0,00%
Linear Technology Corp	LLTC	235,5	31,26	3,20	10,33	7 360,2	0,06%	0,00%	0,01%
Lockheed Martin Corp	LMT	323,6	93,67	4,91	7,83	30 310,4	0,23%	0,01%	0,02%
Loews Corp	L	393,6	42,28	0,59	n/a	16 641,5	0,13%	0,00%	n/a
Lorillard Inc	LO	129,4	116,01	5,34	9,15	15 016,9	0,12%	0,01%	0,01%
Lowe's Cos Inc	LOW	1 140,6	32,38	1,98	16,13	36 931,5	0,28%	0,01%	0,05%
LSI Corp	LSI	557,6	6,85	n/a	15,33	3 819,3	0,03%	n/a	0,00%
Ltd Brands Inc	LTD	287,4	47,89	2,09	12,54	13 764,3	0,11%	0,00%	0,01%
LyondellBasell Industries NV	LYB	575,2	53,39	3,00	9,67	30 708,9	0,24%	0,01%	0,02%
M&T Bank Corp	MTB	127,5	104,10	2,69	16,54	13 268,7	0,10%	0,00%	0,02%
Macy's Inc	M	402,5	38,07	2,10	10,27	15 324,0	0,12%	0,00%	0,01%
Marathon Oil Corp	MRO	705,4	30,06	2,26	-0,54	21 205,3	0,16%	0,00%	0,00%
Marathon Petroleum Corp	MPC	338,3	54,93	2,55	11,00	18 582,7	0,14%	0,00%	0,02%
Mariott International Inc/DE	MAR	315,5	36,48	1,43	20,22	11 510,9	0,09%	0,00%	0,02%
Marsh & McLennan Cos Inc	MMC	544,2	34,03	2,70	8,08	18 519,0	0,14%	0,00%	0,01%
Masco Corp	MAS	357,1	15,09	1,99	10,00	5 388,6	0,04%	0,00%	0,00%
Mastercard Inc	MA	119,3	460,93	0,26	17,93	54 977,9	0,42%	0,00%	0,08%
Mattel Inc	MAT	343,1	36,78	3,37	9,00	12 620,4	0,10%	0,00%	0,01%
McCormick & Co Inc/MD	MKC	120,1	61,62	2,01	8,00	7 401,5	0,06%	0,00%	0,00%
McDonald's Corp	MCD	1 008,4	86,80	3,55	9,96	87 531,8	0,67%	0,02%	0,07%
McGraw-Hill Cos Inc/The	MHP	278,0	55,28	1,85	9,50	15 367,8	0,12%	0,00%	0,01%
McKesson Corp	MCK	236,0	93,31	0,86	14,33	22 024,9	0,17%	0,00%	0,02%
Mead Johnson Nutrition Co	MJN	203,8	61,66	1,95	11,50	12 564,1	0,10%	0,00%	0,01%
MeadWestvaco Corp	MWV	174,8	29,69	3,37	10,00	5 189,8	0,04%	0,00%	0,00%
Medtronic Inc	MDT	1 020,1	41,58	2,50	6,43	42 417,4	0,32%	0,01%	0,02%
Merck & Co Inc	MRK	3 045,6	45,63	3,68	4,79	138 972,2	1,06%	0,04%	0,05%
MetLife Inc	MET	1 062,3	35,49	2,09	10,00	37 699,3	0,29%	0,01%	0,03%
MetroPCS Communications Inc	PCS	364,1	10,21	n/a	11,12	3 717,5	0,03%	n/a	0,00%
Microchip Technology Inc	MCHP	193,7	31,35	4,48	10,00	6 072,3	0,05%	0,00%	0,00%
Micron Technology Inc	MU	1 017,6	5,43	n/a	12,54	5 520,3	0,04%	n/a	0,01%
Microsoft Corp	MSFT	8 416,5	28,54	3,22	10,95	240 163,8	1,84%	0,06%	0,20%
Molex Inc	MOLX	95,6	25,97	3,39	11,67	2 481,7	0,02%	0,00%	0,00%
Molson Coors Brewing Co	TAP	156,2	43,14	2,97	3,92	6 736,9	0,05%	0,00%	0,00%
Mondelez International Inc	MDLZ	1 774,6	26,54	1,96	7,86	47 099,2	0,36%	0,01%	0,03%
Monsanto Co	MON	534,6	86,07	1,74	11,23	46 012,8	0,35%	0,01%	0,04%
Monster Beverage Corp	MNST	176,4	44,67	n/a	17,00	7 881,1	0,06%	n/a	0,01%
Moody's Corp	MCO	222,3	48,16	1,33	11,00	10 706,0	0,08%	0,00%	0,01%
Morgan Stanley	MS	1 975,5	17,38	1,15	11,00	34 334,3	0,26%	0,00%	0,03%
Mosaic Co/The	MOS	296,9	52,34	1,91	5,14	15 539,4	0,12%	0,00%	0,01%
Motorola Solutions Inc	MSI	280,5	51,68	2,01	n/a	14 496,2	0,11%	0,00%	n/a
Murphy Oil Corp	MUR	194,3	60,00	2,08	10,00	11 655,4	0,09%	0,00%	0,01%
Mylan Inc/PA	MYL	407,5	25,34	n/a	10,24	10 326,8	0,08%	n/a	0,01%
Nabors Industries Ltd	NBR	290,4	13,49	n/a	8,00	3 917,3	0,03%	n/a	0,00%
NASDAQ OMX Group Inc/The	NDAQ	166,9	23,81	2,18	7,65	3 973,7	0,03%	0,00%	0,00%
National Oilwell Varco Inc	NOV	426,4	73,70	0,65	13,50	31 427,3	0,24%	0,00%	0,03%
NetApp Inc	NTAP	363,3	26,90	n/a	14,83	9 773,2	0,07%	n/a	0,01%
Netflix Inc	NFLX	55,5	79,09	n/a	21,71	4 393,1	0,03%	n/a	0,01%
Newell Rubbermaid Inc	NWL	288,4	20,64	2,91	9,13	5 952,6	0,05%	0,00%	0,00%
Newfield Exploration Co	NFX	135,0	27,12	n/a	11,50	3 660,7	0,03%	n/a	0,00%
Newmont Mining Corp	NEM	491,2	54,55	2,57	-3,00	26 797,6	0,21%	0,01%	-0,01%

## S&amp;P 500

Name	Ticker	Shares Outst'g	Price	Current Dividend Yield	BEst Long- Term Growth	Market Cap.	% of Total Market Cap.	Cap. Weighted Div. Yield	Cap. Weighted Long- Term Growth
News Corp	NWSA	1 568,8	23,92	0,71	12,97	37 526,1	0,29%	0,00%	0,04%
NextEra Energy Inc	NEE	423,2	70,06	3,43	5,13	29 649,8	0,23%	0,01%	0,01%
NIKE Inc	NKE	360,7	91,38	1,58	12,30	32 957,1	0,25%	0,00%	0,03%
NiSource Inc	NI	284,9	25,47	3,77	n/a	7 256,6	0,06%	0,00%	n/a
Noble Corp	NE	252,6	37,61	1,38	13,00	9 500,4	0,07%	0,00%	0,01%
Noble Energy Inc	NBL	177,8	95,01	1,05	7,00	16 895,4	0,13%	0,00%	0,01%
Nordstrom Inc	JWN	201,0	56,77	1,90	12,89	11 410,5	0,09%	0,00%	0,01%
Norfolk Southern Corp	NSC	316,0	61,35	3,26	15,00	19 389,2	0,15%	0,00%	0,02%
Northeast Utilities	NU	313,8	39,30	3,49	7,64	12 332,5	0,09%	0,00%	0,01%
Northern Trust Corp	NTRS	240,5	47,78	2,51	4,08	11 491,9	0,09%	0,00%	0,00%
Northrop Grumman Corp	NOC	245,4	68,69	3,20	3,33	16 859,5	0,13%	0,00%	0,00%
NRG Energy Inc	NRG	227,8	21,56	1,67	-13,70	4 912,3	0,04%	0,00%	-0,01%
Nucor Corp	NUE	317,5	40,13	3,64	8,50	12 739,6	0,10%	0,00%	0,01%
NVIDIA Corp	NVDA	619,5	11,97	n/a	14,33	7 415,1	0,06%	n/a	0,01%
NYSE Euronext	NYX	246,0	24,76	4,85	15,60	6 091,0	0,05%	0,00%	0,01%
O'Reilly Automotive Inc	ORLY	116,1	85,68	n/a	17,67	9 943,7	0,08%	n/a	0,01%
Occidental Petroleum Corp	OXY	809,9	78,96	2,74	-2,63	63 953,4	0,49%	0,01%	-0,01%
Omnicom Group Inc	OMC	264,2	47,91	2,50	6,00	12 656,9	0,10%	0,00%	0,01%
ONEOK Inc	OKE	204,6	47,30	2,79	16,00	9 678,2	0,07%	0,00%	0,01%
Oracle Corp	ORCL	4 819,1	31,05	0,77	13,54	149 631,7	1,15%	0,01%	0,16%
Owens-Illinois Inc	OI	164,5	19,49	n/a	8,67	3 206,7	0,02%	n/a	0,00%
PACCAR Inc	PCAR	353,0	43,34	1,85	10,25	15 299,0	0,12%	0,00%	0,01%
Pall Corp	PLL	114,4	62,96	1,59	12,84	7 205,0	0,06%	0,00%	0,01%
Parker Hannifin Corp	PH	149,4	78,66	2,08	6,00	11 755,3	0,09%	0,00%	0,01%
Patterson Cos Inc	PDCO	110,3	33,40	1,68	12,33	3 685,5	0,03%	0,00%	0,00%
Paychex Inc	PAYX	363,5	32,43	4,07	9,50	11 786,9	0,09%	0,00%	0,01%
Peabody Energy Corp	BTU	268,3	27,90	1,22	12,00	7 486,5	0,06%	0,00%	0,01%
Pentair Ltd	PNR	209,5	42,24	2,08	13,50	8 851,3	0,07%	0,00%	0,01%
People's United Financial Inc	PBCT	336,0	12,03	5,32	7,00	4 041,5	0,03%	0,00%	0,00%
Pepco Holdings Inc	POM	228,9	19,87	5,44	5,00	4 548,0	0,03%	0,00%	0,00%
PepsiCo Inc	PEP	1 546,9	69,24	3,11	8,78	107 104,2	0,82%	0,03%	0,07%
PerkinElmer Inc	PKI	114,1	30,93	0,91	11,41	3 528,2	0,03%	0,00%	0,00%
Perrigo Co	PRGO	93,5	115,01	0,28	11,31	10 758,8	0,08%	0,00%	0,01%
PetSmart Inc	PETM	108,2	66,39	0,99	18,34	7 182,5	0,06%	0,00%	0,01%
Pfizer Inc	PFE	7 469,5	24,87	3,54	3,48	185 766,0	1,42%	0,05%	0,05%
PG&E Corp	PCG	430,0	42,52	4,28	4,00	18 282,9	0,14%	0,01%	0,01%
Philip Morris International Inc	PM	1 685,7	88,56	3,84	10,60	149 287,5	1,14%	0,04%	0,12%
Phillips 66	PSX	626,9	47,16	2,12	10,00	29 565,7	0,23%	0,00%	0,02%
Pinnacle West Capital Corp	PNW	109,5	52,97	4,12	5,33	5 802,5	0,04%	0,00%	0,00%
Pioneer Natural Resources Co	PXD	123,0	105,65	0,08	15,85	12 998,8	0,10%	0,00%	0,02%
Pitney Bowes Inc	PBI	200,6	14,36	10,45	n/a	2 881,2	0,02%	0,00%	n/a
Plum Creek Timber Co Inc	PCL	161,6	43,90	3,83	5,00	7 094,2	0,05%	0,00%	0,00%
PNC Financial Services Group Inc	PNC	529,0	58,19	2,75	3,64	30 782,5	0,24%	0,01%	0,01%
PPG Industries Inc	PPG	153,4	117,08	2,02	7,00	17 954,2	0,14%	0,00%	0,01%
PPL Corp	PPL	580,7	29,58	4,87	5,00	17 178,2	0,13%	0,01%	0,01%
Praxair Inc	PX	297,1	106,21	2,07	10,59	31 557,8	0,24%	0,01%	0,03%
Precision Castparts Corp	PCP	145,3	173,07	0,07	12,45	25 155,4	0,19%	0,00%	0,02%
priceline.com Inc	PCLN	49,8	573,77	n/a	19,84	28 588,1	0,22%	n/a	0,04%
Principal Financial Group Inc	PFG	293,6	27,54	3,05	13,00	8 085,4	0,06%	0,00%	0,01%
Procter & Gamble Co/The	PG	2 734,2	69,24	3,25	7,56	189 318,1	1,45%	0,05%	0,11%
Progressive Corp/The	PGR	604,7	22,30	1,83	7,75	13 484,8	0,10%	0,00%	0,01%
Prologis Inc	PLD	460,7	34,29	3,27	3,93	15 796,6	0,12%	0,00%	0,00%
Prudential Financial Inc	PRU	464,0	57,05	2,54	14,50	26 471,2	0,20%	0,01%	0,03%
Public Service Enterprise Group Inc	PEG	505,9	32,04	4,43	0,30	16 210,2	0,12%	0,01%	0,00%
Public Storage	PSA	171,6	138,63	3,17	5,34	23 784,1	0,18%	0,01%	0,01%
PulteGroup Inc	PHM	386,3	17,34	n/a	10,00	6 698,8	0,05%	n/a	0,01%
QEP Resources Inc	QEP	178,1	29,00	0,28	15,00	5 165,4	0,04%	0,00%	0,01%
QUALCOMM Inc	QCOM	1 703,3	58,58	1,71	15,14	99 773,7	0,76%	0,01%	0,12%
Quanta Services Inc	PWR	209,2	25,93	n/a	17,50	5 424,9	0,04%	n/a	0,01%
Quest Diagnostics Inc	DGX	159,0	57,72	1,18	11,63	9 175,6	0,07%	0,00%	0,01%
Ralph Lauren Corp	RL	60,3	153,69	1,04	12,33	9 270,9	0,07%	0,00%	0,01%
Range Resources Corp	RRC	162,6	65,36	0,24	10,00	10 629,4	0,08%	0,00%	0,01%
Raytheon Co	RTN	329,9	56,56	3,54	9,00	18 657,3	0,14%	0,01%	0,01%
Red Hat Inc	RHT	193,3	49,17	n/a	17,00	9 505,8	0,07%	n/a	0,01%
Regions Financial Corp	RF	1 413,0	6,52	0,61	8,00	9 212,8	0,07%	0,00%	0,01%
Republic Services Inc	RSG	365,3	28,35	3,32	6,60	10 355,6	0,08%	0,00%	0,01%
Reynolds American Inc	RAI	558,9	41,64	5,67	7,68	23 274,6	0,18%	0,01%	0,01%
Robert Half International Inc	RHI	141,8	26,89	2,23	14,33	3 813,1	0,03%	0,00%	0,00%
Rockwell Automation Inc	ROK	141,1	71,06	2,65	15,00	10 030,0	0,08%	0,00%	0,01%
Rockwell Collins Inc	COL	142,2	53,58	2,24	8,28	7 616,5	0,06%	0,00%	0,00%
Roper Industries Inc	ROP	97,8	109,17	0,50	15,00	10 677,8	0,08%	0,00%	0,01%
Ross Stores Inc	ROST	223,9	60,95	0,92	13,50	13 648,4	0,10%	0,00%	0,01%
Rowan Cos Plc	RDC	124,2	31,71	n/a	13,00	3 938,3	0,03%	n/a	0,00%
RR Donnelley & Sons Co	RRD	180,3	10,02	10,38	5,00	1 806,6	0,01%	0,00%	0,00%
Ryder System Inc	R	51,1	45,12	2,75	8,97	2 306,2	0,02%	0,00%	0,00%
Safeway Inc	SWY	239,6	16,31	4,29	8,49	3 907,9	0,03%	0,00%	0,00%
SAIC Inc	SAI	341,8	10,99	4,37	3,87	3 756,7	0,03%	0,00%	0,00%
Salesforce.com Inc	CRM	138,7	145,98	n/a	25,28	20 250,5	0,16%	n/a	0,04%
SanDisk Corp	SNDK	241,5	41,76	n/a	16,85	10 086,9	0,08%	n/a	0,01%
SCANA Corp	SCG	131,3	49,08	4,03	4,34	6 444,2	0,05%	0,00%	0,00%
Schlumberger Ltd	SLB	1 327,6	69,53	1,58	17,00	92 305,9	0,71%	0,01%	0,12%

S&P 500

Name	Ticker	Shares Outst'g	Price	Current Dividend Yield	BEst Long-Term Growth	Market Cap.	% of Total Market Cap.	Cap. Weighted Div. Yield	Cap. Weighted Long-Term Growth
Scripps Networks Interactive Inc	SNI	114,7	60,72	0,79	15,07	6 963,1	0,05%	0,00%	0,01%
Seagate Technology PLC	STX	392,1	27,32	4,69	7,63	10 711,4	0,08%	0,00%	0,01%
Sealed Air Corp	SEE	194,2	16,22	3,21	5,50	3 149,3	0,02%	0,00%	0,00%
Sempra Energy	SRE	241,7	69,75	3,44	7,00	16 858,5	0,13%	0,00%	0,01%
Sherwin-Williams Co/The	SHW	103,1	142,58	1,09	13,02	14 701,0	0,11%	0,00%	0,01%
Sigma-Aldrich Corp	SIAL	120,3	70,14	1,14	7,11	8 439,7	0,06%	0,00%	0,00%
Simon Property Group Inc	SPG	313,1	152,21	2,89	5,68	47 657,6	0,37%	0,01%	0,02%
SLM Corp	SLM	469,4	17,58	2,84	-4,30	8 252,1	0,06%	0,00%	0,00%
Snap-on Inc	SNA	58,2	77,33	1,76	10,00	4 503,0	0,03%	0,00%	0,00%
Southern Co/The	SO	874,8	46,84	4,18	5,50	40 975,5	0,31%	0,01%	0,02%
Southwest Airlines Co	LUV	738,0	8,82	0,45	15,75	6 509,0	0,05%	0,00%	0,01%
Southwestern Energy Co	SWN	349,1	34,70	n/a	n/a	12 114,6	0,09%	n/a	n/a
Spectra Energy Corp	SE	652,9	28,87	4,23	5,00	18 848,4	0,14%	0,01%	0,01%
Sprint Nextel Corp	S	3 000,4	5,54	n/a	5,00	16 622,1	0,13%	n/a	0,01%
St Jude Medical Inc	STJ	314,0	38,26	2,40	10,22	12 012,5	0,09%	0,00%	0,01%
Stanley Black & Decker Inc	SWK	168,8	69,30	2,83	8,00	11 696,9	0,09%	0,00%	0,01%
Staples Inc	SPLS	682,4	11,52	3,82	8,23	7 857,5	0,06%	0,00%	0,00%
Starbucks Corp	SBUX	760,0	45,90	1,48	17,43	34 884,0	0,27%	0,00%	0,05%
Starwood Hotels & Resorts Worldwide Inc	HOT	196,0	51,85	2,41	18,15	10 161,4	0,08%	0,00%	0,01%
State Street Corp	STT	479,1	44,57	2,15	5,75	21 353,7	0,16%	0,00%	0,01%
Stericycle Inc	SRCL	85,9	94,76	n/a	16,00	8 142,3	0,06%	n/a	0,01%
Stryker Corp	SYK	380,2	52,60	1,62	10,00	19 998,6	0,15%	0,00%	0,02%
SunTrust Banks Inc	STI	538,8	27,20	0,74	14,36	14 655,9	0,11%	0,00%	0,02%
Symantec Corp	SYMC	693,9	18,19	n/a	7,50	12 622,1	0,10%	n/a	0,01%
Sysco Corp	SY	586,6	31,07	3,48	10,00	18 225,8	0,14%	0,00%	0,01%
T Rowe Price Group Inc	TROW	254,9	64,94	2,09	14,00	16 550,9	0,13%	0,00%	0,02%
Target Corp	TGT	654,9	63,75	2,26	12,60	41 748,9	0,32%	0,01%	0,04%
TE Connectivity Ltd	TEL	427,8	32,18	2,61	15,00	13 766,9	0,11%	0,00%	0,02%
TECO Energy Inc	TE	216,6	17,87	4,92	3,67	3 870,3	0,03%	0,00%	0,00%
Tenet Healthcare Corp	THC	104,2	23,60	n/a	11,00	2 458,8	0,02%	n/a	0,00%
Teradata Corp	TDC	168,6	68,31	n/a	14,75	11 517,1	0,09%	n/a	0,01%
Teradyne Inc	TER	187,6	14,62	n/a	11,75	2 742,6	0,02%	n/a	0,00%
Tesoro Corp	TSO	139,8	37,71	1,59	34,81	5 271,7	0,04%	0,00%	0,01%
Texas Instruments Inc	TXN	1 120,8	28,09	2,99	9,50	31 483,4	0,24%	0,01%	0,02%
Textron Inc	TXT	281,8	25,21	0,32	31,50	7 104,8	0,05%	0,00%	0,02%
Thermo Fisher Scientific Inc	TMO	365,6	61,06	0,85	10,94	22 320,6	0,17%	0,00%	0,02%
Tiffany & Co	TIF	126,6	63,22	2,02	13,73	8 006,1	0,06%	0,00%	0,01%
Time Warner Cable Inc	TWC	306,4	99,11	2,26	14,78	30 363,8	0,23%	0,01%	0,03%
Time Warner Inc	TWX	948,9	43,45	2,39	13,52	41 230,7	0,32%	0,01%	0,04%
Titanium Metals Corp	TIE	175,1	11,71	2,56	15,00	2 050,0	0,02%	0,00%	0,00%
TJX Cos Inc	TJX	736,1	41,63	1,11	12,13	30 643,9	0,23%	0,00%	0,03%
Torchmark Corp	TMK	95,4	50,59	1,19	9,00	4 826,2	0,04%	0,00%	0,00%
Total System Services Inc	TSS	188,1	22,49	1,78	9,71	4 229,7	0,03%	0,00%	0,00%
Travelers Cos Inc/The	TRV	381,4	70,94	2,59	7,75	27 060,0	0,21%	0,01%	0,02%
TripAdvisor Inc	TRIP	129,5	30,29	n/a	17,25	3 923,5	0,03%	n/a	0,01%
Tyco International Ltd	TYC	462,0	26,87	2,23	13,00	12 413,9	0,10%	0,00%	0,01%
Tyson Foods Inc	TSN	291,9	16,81	0,95	7,33	4 907,2	0,04%	0,00%	0,00%
Union Pacific Corp	UNP	470,4	123,03	1,95	13,20	57 872,9	0,44%	0,01%	0,06%
United Parcel Service Inc	UPS	726,3	73,25	3,11	9,58	53 203,6	0,41%	0,01%	0,04%
United States Steel Corp	X	144,3	20,39	0,98	6,50	2 941,9	0,02%	0,00%	0,00%
United Technologies Corp	UTX	916,5	78,16	2,74	12,96	71 637,1	0,55%	0,02%	0,07%
UnitedHealth Group Inc	UNH	1 021,5	56,00	1,52	10,25	57 203,6	0,44%	0,01%	0,04%
Unum Group	UNM	280,0	20,28	2,56	10,00	5 678,4	0,04%	0,00%	0,00%
Urban Outfitters Inc	URBN	145,5	35,76	n/a	18,44	5 204,2	0,04%	n/a	0,01%
US Bancorp	USB	1 880,0	33,21	2,35	7,57	62 434,8	0,48%	0,01%	0,04%
Valero Energy Corp	VLO	551,6	29,20	2,41	6,30	16 051,7	0,12%	0,00%	0,01%
Varian Medical Systems Inc	VAR	110,7	66,76	n/a	10,67	7 391,3	0,06%	n/a	0,01%
Ventas Inc	VTR	295,6	63,27	3,92	5,21	18 699,8	0,14%	0,01%	0,01%
VeriSign Inc	VRSN	155,3	37,07	n/a	15,50	5 755,4	0,04%	n/a	0,01%
Verizon Communications Inc	VZ	2 854,0	44,64	4,61	6,43	127 402,6	0,98%	0,05%	0,06%
VF Corp	VFC	109,9	156,48	2,22	12,40	17 203,1	0,13%	0,00%	0,02%
Viacom Inc	VIAB	463,4	51,27	2,15	12,20	23 760,3	0,18%	0,00%	0,02%
Visa Inc	V	527,4	138,76	0,95	18,71	73 185,8	0,56%	0,01%	0,10%
Vornado Realty Trust	VNO	185,8	80,21	3,44	-2,87	14 904,2	0,11%	0,00%	0,00%
Vulcan Materials Co	VMC	129,4	45,97	0,09	9,67	5 948,0	0,05%	0,00%	0,00%
Wal-Mart Stores Inc	WMT	3 361,4	75,02	2,12	10,18	252 175,5	1,93%	0,04%	0,20%
Walgreen Co	WAG	944,1	35,23	3,12	12,40	33 259,1	0,25%	0,01%	0,03%
Walt Disney Co/The	DIS	1 794,3	49,07	1,22	11,56	88 045,1	0,67%	0,01%	0,08%
Washington Post Co/The	WPO	6,2	333,51	2,94	n/a	2 076,4	0,02%	0,00%	n/a
Waste Management Inc	WM	463,9	32,74	4,34	2,80	15 188,1	0,12%	0,01%	0,00%
Waters Corp	WAT	87,7	81,81	n/a	9,08	7 172,9	0,05%	n/a	0,00%
Watson Pharmaceuticals Inc	WPI	127,6	85,95	n/a	12,89	10 971,2	0,08%	n/a	0,01%
WellPoint Inc	WLP	325,2	61,28	1,88	10,50	19 927,5	0,15%	0,00%	0,02%
Wells Fargo & Co	WFC	5 289,6	33,69	2,61	11,13	178 206,6	1,37%	0,04%	0,15%
Western Digital Corp	WDC	245,2	34,23	2,92	2,13	8 393,4	0,06%	0,00%	0,00%
Western Union Co/The	WU	602,4	12,70	3,94	11,01	7 650,4	0,06%	0,00%	0,01%
Weyerhaeuser Co	WY	540,7	27,69	2,46	5,00	14 971,2	0,11%	0,00%	0,01%
Whirlpool Corp	WHR	77,9	29,68	2,05	n/a	7 604,8	0,06%	0,00%	n/a
Whole Foods Market Inc	WFM	184,7	94,73	0,59	19,43	17 493,5	0,13%	0,00%	0,03%
Williams Cos Inc/The	WMB	627,3	34,99	3,57	12,00	21 950,2	0,17%	0,01%	0,02%
Windstream Corp	WIN	588,0	9,54	10,48	-3,21	5 609,5	0,04%	0,00%	0,00%

## S&P 500

Name	Ticker	Shares Outst'g	Price	Current Dividend Yield	BEst Long- Term Growth	Market Cap.	% of Total Market Cap.	Cap. Weighted Div. Yield	Cap. Weighted Long- Term Growth					
Wisconsin Energy Corp	WEC	230,5	38,47	3,12	4,75	8 865,6	0,07%	0,00%	0,00%					
WPX Energy Inc	WPX	199,0	16,94	n/a	n/a	3 371,7	0,03%	n/a	n/a					
WW Grainger Inc	GWW	69,5	201,41	1,59	14,35	13 997,0	0,11%	0,00%	0,02%					
Wyndham Worldwide Corp	WYN	140,3	50,40	1,83	18,60	7 069,5	0,05%	0,00%	0,01%					
Wynn Resorts Ltd	WYNN	100,5	121,06	1,65	9,00	12 169,2	0,09%	0,00%	0,01%					
Xcel Energy Inc	XEL	487,6	28,25	3,82	4,70	13 775,3	0,11%	0,00%	0,00%					
Xerox Corp	XRX	1 272,5	6,44	2,64	n/a	8 195,2	0,06%	0,00%	n/a					
Xilinx Inc	XLNX	262,2	32,76	2,69	14,00	8 588,7	0,07%	0,00%	0,01%					
XL Group PLC	XL	305,7	24,74	1,78	8,33	7 563,2	0,06%	0,00%	0,00%					
Xylem Inc/NY	XYL	185,6	24,26	1,67	11,00	4 502,5	0,03%	0,00%	0,00%	Secondary				Primary
Yahoo! Inc	YHOO	1 184,6	16,81	n/a	12,67	19 913,4	0,15%	n/a	0,02%	Market				Market
Yum! Brands Inc	YUM	451,8	70,11	1,91	11,00	31 676,3	0,24%	0,00%	0,03%	Investor	Flotation			
Zimmer Holdings Inc	ZMH	174,7	64,21	1,12	9,82	11 217,2	0,09%	0,00%	0,01%	Required	Cost			Cost of
Zions Bancorporation	ZION	184,1	21,47	0,19	7,75	3 953,7	0,03%	0,00%	0,00%	Return	Adj.			Capital
								2,27%	10,40%	<b>12,79%</b>	1,04			<b>13,30%</b>

**RÉPONSE D'INTRAGAZ À UNE DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS**

**Origine :** Demande de renseignements n° 1

**Date :** 25 octobre 2012

**Demandeur :** Régie de l'énergie

---

- 25. Référence :**
- (i) Pièce B-0015, Intragaz-1, document 5, schedule 6;
  - (ii) Pièce B-0005, Intragaz-1, document 1, page 31.

**Question :**

- 25.1** Veuillez expliquer comment les taux de croissance des comparables canadiens et américains à la référence (i) sont des taux de croissance espérés raisonnables à la situation d'Intragaz, qui ne prévoit, entre autres, aucune croissance de ces revenus par des investissements pour des ajouts de capacité d'entreposage et ce pour les 10 prochaines années tel que présenté à la référence (ii).

\*\*\*\*\*

*Please explain how the comparable Canadian and American growth rates mentioned in reference (i) are expected to be reasonable with respect the situation of Intragaz, which is not anticipating, among other things, any growth of its revenues through investments for increases in storage capacity in the next 10 years as presented in reference (ii).  
[Translation by Intragaz]*

**Réponse :**

The growth rate of Intragaz is unrelated to the growth rate of any of the proxy companies. In the DCF approach the growth rate, by itself, is a meaningless number. Instead, the growth rate plus the dividend yield indicates investors' required return, and it is only the total of those two numbers that is meaningful. If a company has a high expected growth rate, investors will bid up the price of its stock and reduce its current dividend yield. On the other hand, if a company has a low expected growth rate, investors will reduce the price of its stock (thereby increasing the dividend yield) until the sum of the dividend yield and expected growth rate equal the required rate of return. Thus, two companies with identical risks can have very different growth rates, but investors will adjust the stock prices and dividend yields so that the dividend yield plus growth rate for both companies produces the same rate of return -- one that is commensurate with their risks.

Because Intragaz is not growing, it undoubtedly would have a very high dividend yield if its stock were publicly traded. In this way, the dividend yield plus growth rate for a publicly-traded Intragaz should be substantially the same as the dividend yield plus

growth rate for any other investment with comparable risk, regardless of their individual growth rates.

**Question :**

**25.2** À partir des hypothèses ci-dessous et toute chose étant égale par ailleurs, veuillez indiquer si dans un marché efficient la valeur au marché du titre A et son ratio valeur au marché/valeur aux livres devraient être supérieurs à la valeur au marché et au ratio valeur au marché/valeur aux livres du titre B. Sinon, veuillez expliquer pourquoi.

- Un titre A et B versent 50 % de leurs bénéfices en dividende soit 1 \$ par action chacun à l'année 1.
- Dans le modèle d'actualisation des flux monétaires (DCF en anglais, pour « Discounted Cash Flow ») la croissance des dividendes futurs, qui croissent indéfiniment au taux ( $g$ ) est le double pour le titre A par rapport au titre B et ce depuis les dernières prévisions de croissance produits par des sociétés comme SNL Financial.
- Le titre A et B ont obtenu la même cote de crédit par les agences de cotation, ils ont un levier financier similaire et ils opèrent dans le même secteur d'activité et dans un environnement de marché similaire.
- La valeur au livre par action est la même.

\* \* \* \* \*

*On the basis of these assumptions and everything else being equal, please indicate whether, in an efficient market, the market value of security A and its market value / book value ratio should be higher than the market value of security B and its market value / book value ratio. If not, explain why not.*

- *Securities A and B pay 50% of their net income in dividends, which corresponds to \$1 per share in year 1.*
- *Under the DCF model, the growth of future dividends which increases indefinitely at the rate ( $g$ ), is double for security A as compared to security B, and this since the last growth forecasts provided by firms such as SNL Financial.*
- *Both securities A and B have the same credit rating, have similar financial leverage and are in the same sector of activity and in similar markets.*
- *Book value per share is the same. [Translation by Intragaz]*

**Réponse :**

Under these assumptions, Security A should have a higher market value and market-to-book value ratio than B.



**RÉPONSE D'INTRAGAZ À UNE DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS**

**Origine :** Demande de renseignements n° 1

**Date :** 25 octobre 2012

**Demandeur :** Régie de l'énergie

---

**26. Référence :** Pièce B-0015, Intragaz-1, document 5, schedule 9.

**Question :**

**26.1** Veuillez fournir les dernières décisions sur les structures de capital présumées autorisés par les régulateurs des sociétés de la référence. Veuillez présenter un tableau sommaire des structures de capital présumées.

\* \* \* \* \*

*Please provide the last decisions on the capital structures deemed to be authorized by the regulators of the companies referenced. Please present a summary table of the capital structures deemed to be authorized. [Translation by Intragaz]*

**Réponse :**

Each of these companies listed on Schedule 9 has multiple regulated subsidiaries and jurisdictions. Dr. Gaske has not conducted a study to compile all of their authorized capital structure. However, table on next page for a list of Canadian natural gas LDCs and pipelines and their allowed equity ratios for 2011. It is common for U.S. pipeline companies to settle their ratemaking proceedings without indicating a specific capital structure.

---

**Allowed Common Equity Ratio – 2011**

---

AltaGas Utilities Inc.	43%
ATCO Gas	39%
Enbridge Gas Distribution Inc.	36%
Enbridge Gas New Brunswick Inc.	45%
FortisBC Energy Inc.	
FortisBC Energy Inc.	40%
FortisBC Energy (Vancouver Island) Inc.	40%
FortisBC Energy (Whistler) Inc.	40%
Gaz Métro	39%
Gazifère	40%
Heritage Gas	45%
Pacific Northern Gas, Ltd.	
Western Division	45%
Fort St. John/Dawson Creek Division	40%
Tumbler Ridge Division	40%
TransCanada PipeLines Limited	40%
Union Gas Limited	36%

**Question :**

**26.2** À partir des sociétés de la référence, veuillez indiquer sur quelle base sont traités les impôts dans les tarifs.

\*\*\*\*\*

*On the basis of the companies referenced, please indicate how taxes are treated in the rates. [Translation by Intragaz]*

**Réponse :**

Dr. Gaske has not conducted a study to compile all of the tax treatments for the many subsidiaries and jurisdictions represented by the proxy group. In general, regulated cost of service rates include an allowance for income taxes that is calculated as if the regulated company is a stand-alone company. Although MLP holding companies do not pay federal income taxes, the U.S. Federal Energy Regulatory Commission allows their regulated subsidiaries to include in rates an amount for taxes to the extent that they can demonstrate that the MLP partners have an income tax liability on the partnership income. This FERC policy was expressed in its Policy Statement on Income Tax Allowances, 111 FERC ¶ 61,139 (2005).

**Question :**

**26.3** À partir des sociétés de la référence, veuillez indiquer lesquelles ont des impôts présumés inclus dans leurs tarifs.

\*\*\*\*\*

*On the basis of the companies referenced, please indicate which ones have deemed taxes included in their rates. [Translation by Intragaz]*

**Réponse :**

See the response to Regie 26.2.

**Question :**

**26.4** Étant donné que les tarifs d'Intragaz ont été établis par la méthode des coûts évités qui n'incluait pas des impôts présumés, veuillez motiver pourquoi des impôts présumés devraient être inclus dans les tarifs.

\*\*\*\*\*

*Given that Intragaz' rates have been set using the avoided costs method which did not include deemed taxes, please provide justification for including deemed taxes in the rates. [Translation by Intragaz]*

**Réponse :**

Taxes, like all other costs, are part of the cost of service for a regulated company and Intragaz is requesting rates that are based on its costs. Even if rates for Intragaz have been set in the past using the avoided costs method, they still needed to be just and reasonable under the Act. By definition, just and reasonable rates need to be sufficient to recover the cost of service of the regulated company, which includes income taxes.

**RÉPONSE D'INTRAGAZ À UNE DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS**

**Origine :** Demande de renseignements n° 1

**Date :** 25 octobre 2012

**Demandeur :** Régie de l'énergie

- 
- 27. Référence :**
- (i) Pièce B-0012, Intragaz-1, document 8, Annexe 1, page 1;
  - (ii) Dossier R-3809-2012, Pièce B-0005, Gaz Métro-1, document 1, page 79;
  - (iii) Décision D-2011-140, dossiers R-3753-2011 et R-3754-2011, page 30.

**Préambule :**

(i) Ligne 24 Provision additionnelle

(ii) Tableau 5 Ligne Modification du profil de retrait de St-Flavien

(iii) « **Comparaison des services rendus**

*Gaz Métro devra présenter un tableau comparant les services rendus par les diverses solutions en regard des outils d'approvisionnement à remplacer. Ce tableau devra indiquer si le modèle de simulation des scénarios d'approvisionnement permet de prendre en compte chacune des différences de service rendu.»*

**Question :**

**27.1** En rapport avec la référence (i), veuillez identifier et justifier tous les facteurs expliquant la différence entre la provision additionnelle de  $268 \text{ } 10^3 \text{ m}^3$  et de  $246 \text{ } 10^3 \text{ m}^3$ .

**Réponse :**

Intragaz a demandé à Gaz Métro de fournir une réponse à cette question.

**Question :**

**27.2** En rapport avec la référence (i), veuillez expliquer comment a été prise en compte la détérioration de la capacité disponible au site de Pointe-du-Lac en cas de matérialisation de l'hiver extrême et quel est l'impact sur la provision additionnelle.

**Réponse :**

Intragaz a demandé à Gaz Métro de fournir une réponse à cette question.

**Question :**

**27.3** En rapport avec la référence (i), veuillez expliquer quel serait l'impact sur la provision additionnelle de prendre en compte la modification du profil de retrait au site de St-Flavien présentée au Plan d'approvisionnement du dossier tarifaire 2013 telle que présentée à la référence (ii).

**Réponse :**

Intragaz a demandé à Gaz Métro de fournir une réponse à cette question.

**Question :**

**27.4** Veuillez présenter l'impact net sur les résultats du tableau 5 de l'annexe 2 de prendre en compte les éléments soulevés aux sous-questions 27.2 et 27.3. qui n'auraient pas été incorporés à l'analyse de Gaz Métro.

**Réponse :**

Intragaz a demandé à Gaz Métro de fournir une réponse à cette question.

**Question :**

**27.5** En rapport avec la référence (iii), veuillez confirmer, sous réserve de vos réponses aux sous-questions précédentes 27.2 et 27.3, que l'analyse présentée par Gaz Métro permet de prendre en compte les différences de service rendu par les diverses options.

**Réponse :**

Intragaz a demandé à Gaz Métro de fournir une réponse à cette question.

**RÉPONSE D'INTRAGAZ À UNE DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS**

**Origine :** Demande de renseignements n° 1

**Date :** 25 octobre 2012

**Demandeur :** Régie de l'énergie

---

**28. Référence :** (i) Pièce B-0012, Intragaz-1, document 8, page 3;  
(ii) Décision D-2011-140, dossiers R-3753-2011 et R-3754-2011, page 31.

**Préambule :**

(i) « Ces structures d'approvisionnement alternatives impliquent une vente de transport FTLH de 594 10<sup>3</sup>m<sup>3</sup>/jour de avril à octobre étant donné que les besoins d'injection à Saint-Flavien en été ne sont plus requis. »

(ii) « **Prix de revente des outils d'approvisionnement**  
Gaz Métro devra identifier tout surplus d'outils d'approvisionnement généré par les solutions de remplacement, indiquer de façon explicite toutes les hypothèses utilisées pour fonder la valeur de ces surplus et prendre en compte les revenus de revente en déduction des coûts d'acquisition des outils d'approvisionnement. »

**Question :**

**28.1** Quelle hypothèse de prix a été retenue pour la revente de ce transport ?

**Réponse :**

Intragaz a demandé à Gaz Métro de fournir une réponse à cette question.

**Question :**

**28.2** Les options 1 à 5 comportent du transport FTSH supplémentaire. Veuillez discuter de la possibilité de revendre ce transport FTSH ou de vendre davantage de gaz d'appoint avec ce transport supplémentaire.

**Réponse :**

Intragaz a demandé à Gaz Métro de fournir une réponse à cette question.

**RÉPONSE D'INTRAGAZ À UNE DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS**

**Origine :** Demande de renseignements n° 1

**Date :** 25 octobre 2012

**Demandeur :** Régie de l'énergie

---

**29. Référence :** Pièce B-0012, Intragaz-1, document 8, Annexe 2, page 2.

**Préambule :**

Ligne 6 Vente de transport FTLH inutilisé

**Question :**

**29.1** Veuillez expliquer les causes des variations des revenus de la revente de transport entre chacune des colonnes du tableau.

**Réponse :**

Intragaz a demandé à Gaz Métro de fournir une réponse à cette question.